EL CAMAJÁN
OU
LE PROFITEUR

Arleen Rodríguez
Lázaro Barredo

Editora Política, La Havane, 2003

Diffusé par **Cuba Solidarity Project**
http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/el_camajan_le_profiteur.pdf
"Lorsque les Etats-Unis sont venus chercher Cuba, nous n'avons rien dit, nous n'étions pas Cubains".

Edition :
Maquette :
Correction typographique :
Composition :
Photographies : Archives du journal *Juventud Rebelde* et de la Sûreté de l'Etat.

© Arleen Rodríguez et Lázaro Barredo
© Sur la présente édition : Editora Política, 2003

Tous droits réservés. La reproduction en tout ou partie du présent ouvrage est interdite ans l'autorisation de l'éditeur.

ISBN

Editora Política
Télécopie : (537) 55 68 96 ou 55 68 36
Courriel : **edit63@enet.cu**
Internet : **www.pccc.cu**
Belascoaín nº 864, Ciudad de La Habana, CUBA.

Tout livre porte généralement au début un prologue, une présentation, une introduction…mais nous ferons ici exception à la règle.

L'histoire que le lecteur va découvrir parle d'elle-même.

Mais s'il fallait vraiment sacrifier à ce rite, alors, nous recommanderions tout simplement de lire les pages intitulées « Double jeu ».

Les auteurs

DOUBLE JEU. PREMIER ÉPISODE

Une matinée quelconque de 1997. Dans son bureau de Villa Marista, siège de la Direction générale du contre-espionnage (DGCI) cubain, un chef de département, les yeux pétillant d'ironie, donne des instructions à l'un de ses officiers de terrain :

> - Cet après-midi, je dois avoir un contact important avec l'agent *Juana*. Sois prêt à seize heures pour m'accompagner car c'est toi qui vas maintenant t'occuper de ce cas assez complexe.
> - Alors, il faudrait que vous me passiez le dossier pour étudier le cas et me préparer à la rencontre.
> - Non, tu verras le dossier ensuite. Sache simplement que c'est quelqu'un que tu connais.

Quelques heures plus tard, les deux officiers, assis sous les arbres du parc des 30e et 31e rues du quartier Playa de La Havane, voient quelqu'un s'avancer vers eux. L'officier de terrain ne peut en croire ses yeux et dévisage son supérieur dont le sourire moqueur s'élargit de plus en plus.

- L'agent, c'est lui !

Celui qui s'avance pour ce contact renseignement n'est rien moins, en effet, que quelqu'un dont la propagande extérieure ne cesse de vanter les mérites et que certains politiques étrangers portent au pinacle. L'agent Juana de la Sécurité cubaine n'est pas non plus une femme : c'est le fameux « dissident » Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco…

IL N'Y A PAS DE FUMÉE SANS FEU

Cette histoire, qui peut sembler romanesque, est pourtant absolument véridique. Mais les Cubains nés avant 1959 et les lecteurs étrangers risquent de ne pas la comprendre à fond si nous ne disons pas d'abord ce qu'est un *camaján*.

Argelio Santiesteban définit ce cubanisme comme « profiteur au sens péjoratif » (*El habla popular cubana de hoy*, La Havane, 1982, Editorial de Ciencias Sociales, p. 77). Le mot, associé au départ avec la politicaillerie rurale, signale celui qui s'efforce de tirer le plus grand plaisir de la vie en travaillant et en se sacrifiant le moins possible. Qui parle beaucoup mais ne fait rien. La république instaurée à Cuba de 1902 à 1959 souffrit à ce point de ce mal qu'on pourrait presque penser que la Révolution se fit pour le liquider de la scène cubaine. Et le *camaján* politicien finit par s'éteindre dans la mesure où le peuple se libérait dans le cadre d'un système où l'effort est la seule source légitime de reconnaissance sociale.

On aurait donc pu penser que le *camaján* ne serait plus qu'un souvenir dans la mémoire des vieux. Erreur : on en vit reparaître un certain nombre à peine les monnaies impériales commencèrent à tinter à l'oreille de profiteurs cubains. Surtout à partir des années 80 du siècle dernier.

Au cours des quatre dernières décennies, les différentes administrations des États-Unis ont essayé de détruire la Révolution de profondes transformations sociales amorcée souverainement en 1959 par le peuple cubain. Et elles ont toutes aussi tenté, d'une manière ou d'une autre, de « fabriquer » une opposition interne qui leur permît de camoufler leur guerre permanente sous les bannières éculées de la liberté et de la démocratie. À cet égard, l'ère Reagan entraîna une escalade.

L'arrivée au pouvoir au début des années 1980 de l'ancien acteur d'Hollywood et de l'extrême droite nord-américaine donna une nouvelle impulsion à la politique d'isolement politique, de brutal étouffement économique, d'agressions armées, d'encouragement de la subversion interne et d'actes terroristes conçue, financée et soutenue contre la Révolution cubaine par toutes les administrations antérieures. Et celle de Reagan mit aussi l'accent sur la fabrication d'organisations subversives.

C'est dans le cadre de cette stratégie que vit le jour la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), une organisation terroriste et de lobbying qui finit par devenir l'organisation hégémonique de la contre-révolution à Miami. L'administration travailla aussi intensément à créer une cinquième colonne à Cuba.

Ainsi, la directive de sécurité nationale nº 77/1983, plus connue comme « Projet Démocratie », signalait que « l'objectif est d'exercer des pressions publiques sur Cuba » et définissait une stratégie d'usure de la Révolution par la fabrication d'une « opposition » interne.

Les agences nord-américaines chargées d'encourager la subversion et la contre-révolution dans le monde accrurent donc les ressources destinées à financer des actions clandestines à Cuba et entreprirent de détecter et de recruter des asociaux, des opportunistes, des profiteurs, des anticommunistes furibonds, que leurs tendances annexionnistes et contre-révolutionnaires rendaient prêts, en plus, à vendre leurs services au plus offrant.

Le « Projet Démocratie » visait aussi à repérer et à grouper des individus ayant été autrefois révolutionnaires, mais devenus frustrés, mécontents, rancuniers, soit par

opportunisme soit par lâcheté politique face à des situations de risque réel pour le pays. Et cette recherche s'intensifia après la crise politique survenue dans le camp socialiste en URSS et dans d'autres pays européens, car tout indiquait que la fin de la Révolution cubaine était proche. Les ennemis avaient dans l'idée que les anciens partisans et défenseurs de la Révolution rejoindraient les rangs d'une contre-révolution absolument discréditée jusqu'alors par son histoire terroriste et son alliance guère discrète avec la mafia de Miami.

Contestant à fond la stratégie tracée par la Révolution pour relever les défis nouveaux, les recrues mirent en œuvre la stratégie consistant à se grouper autour d'un discours apparemment apolitique sur les droits de l'homme et firent chorus avec l'intense campagne internationale menée par les secteurs les plus d'extrême droite, en vue de désarticuler le mouvement de solidarité croissant avec Cuba et de leurrer les forces progressistes.

Voilà comment l'« opposition » virtuelle à la Révolution vit le jour à Cuba dans les années 80, sans liens ni avec la trame sociale ni avec la réalité du pays, à partir de groupuscules d'apatrides subsistant grâce à l'argent en provenance d'agences officielles des Etats-Unis et d'autres voies créées ou encouragées par le gouvernement nord-américain et ses principaux alliés.

A la différence du programme subversif antérieur mené jusque-là par la Central Intelligence Agency (CIA) depuis sa station JM/WAVE[1] de Miami, cette nouvelle opposition ne serait ni secrète ni violente : elle devrait avoir un discours politique modéré, voire « nationaliste », ne pas appeler au renversement du gouvernement cubain, mais réclamer « un dialogue en vue d'une ouverture politique et d'un changement pacifique ».

Naissance d'une étoile

Parmi les individus que recruta la Section des intérêts des Etats-Unis (SINA) à La Havane, qui fait fonction d'ambassade, pour bâtir cette opposition-là, figure en bonne place *Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco*, qui avait à son actif toute une série de virevoltes politiques et une grande prédisposition à l'opportunisme, des conditions idéales pour en faire l'un des principaux exécutants de la politique subversive des États-Unis à Cuba.

Sánchez Santa Cruz-Pacheco commença par apparaître un beau jour dans les grands médias nord-américains, latino-américains et européens et, depuis, il n'en a plus disparu. Les invitations et les tournées internationales, les prix et les récompenses ne lui ont pas manqué, mais surtout de l'argent, beaucoup d'argent, qui est, semble-t-il, le grand amour de sa vie.

Deux facteurs essentiels, la manipulation et le mensonge, ont permis de rehausser l'image de cet homme-pendule qui, de partisan de la micro-faction gauchiste[2], s'est transformé en « leader dissident » par la magie du pouvoir médiatique qu'exercent les États-Unis et leurs principaux alliés, la plupart des gouvernements de droite ou d'extrême

[1] La station la plus grande jamais créée par la CIA hors de son siège central. Installée à Miami, elle comptait plus de cinq cents officiers et environ six mille agents, et disposait d'un budget de plus de cent millions de dollars par an pour mener une guerre de subversion contre Cuba et organiser des attentats contre les principaux dirigeants de la Révolution, en particulier Fidel Castro.

[2] On connaît sous ce terme un groupe extrémiste et sectaire qui entraîna, au début de la Révolution, une fracture au sein de la direction.

droite qui n'acceptent pas que Cuba ait survécu à l'effondrement de l'expérience socialiste, ou des gouvernements sociaux-démocrates repentis de leur passé de gauche et pour lesquels la dignité de la Révolution doit s'avérer une allusion gênante et blessante.

Néstor Baguer, qui est l'un des rares journalistes de métier parmi les fameux journalistes « indépendants » et qui a opéré pendant des années comme agent de la Sécurité de l'Etat au sein des groupuscules associés à la SINA, raconte, interviewé pour le livre *Les Dissidents*, sa surprise quand, à sa première visite chez Sánchez Santa Cruz-Pacheco, la compagne de celui-ci lui demanda s'il voulait voir « monsieur le Président ». La « dissidente » Odilia Collazo – en réalité l'agent *Tania* – raconte, elle, comment elle l'envoya valser quand il voulut lui retirer la présidence du Parti pour les droits de l'homme et mettre quelqu'un d'autre à sa place.

Ces caractéristiques, ses alliés et ses nombreux ennemis du négoce de la dissidence, de La Havane à Miami, peuvent les corroborer. Il suffit d'ailleurs de lire la quantité d'articles et d'interviews que ses promoteurs lui ont mis sur Internet pour confirmer ce mouvement pendulaire d'Elizardo Sánchez en matière de positions politiques et découvrir un trait saillant dans ses déclarations publiques : les contradictions typiques du double ou triple discours.

Il est né le 29 juin 1944 à Alto Songo, dans la localité de La Maya (province de Santiago de Cuba), dans une famille d'agriculteurs, comme se plaisent à le signaler ceux qui préfèrent son côté gauche.

L'histoire d'Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco, la vraie, la politique, commence en fait en 1959, quand il devient militant du Parti socialiste populaire (autrement dit, du Parti communiste) et un défenseur fervent de la Révolution. En 1962, il est fonctionnaire du ministère des Relations extérieures où il occupe différentes postes jusqu'en mai 1966 où il suit un cours intensif qui en fait un professeur de philosophie marxiste à l'université de La Havane.

Deux ans plus tard, il est écarté de l'Université, à cause, selon le témoignage de ses compagnons d'alors, de sa suffisance, de son ambition personnelle et de son ressentiment envers ses collègues.

Certains de ceux-ci l'appelaient d'ailleurs *Elisoviet* : atteint de la « maladie » du gauchisme, il adhère à ce que l'on connaît comme la « microfraction », accusant les principaux leaders de la Révolution de constituer « une élite petite-bourgeoise qui met en danger la voie socialiste de la Révolution ». Autrement dit, celui qui est devenu l'un des salariés les plus notoires de la SINA débute sa vie politique comme un critique acharné de la Révolution sous prétexte qu' « elle n'est pas assez de gauche ».

Selon les preuves obtenues par les services de renseignements cubains, Sánchez Santa Cruz-Pacheco devient spontanément, à cette même époque, un informateur de l'Agence centrale de renseignements des États-Unis. Ainsi l'agent de la CIA Martha Frayde Barraqué reconnaît dans une déclaration signée d'elle avoir reçu des informations de Sánchez Santa Cruz sur les opinions d'autres membres de la microfraction qui furent envoyées à Langley, siège de la CIA.

Mais passons directement aux années 80 où la politique de l'administration Reagan met Elizardo Sánchez en condition de créer des organisations subversives.

Ceux qui ont suivi de près son itinéraire affirment que c'est en 1985, après avoir purgé une peine de prison de cinq ans pour activités contre-révolutionnaires, que ses liens avec la SINA commencent à le singulariser.

C’est sous la direction de cette dernière qu’il fonde au moins deux organisations des droits de l’homme. Les noms de ces groupuscules importent peu, pas plus que leurs visées foncièrement contre-révolutionnaires : l’important, c’est qu’ils vont devenir un moyen de vie pour Sánchez Santa Cruz-Pacheco

L’ancien révolutionnaire gauchiste converti à l’idéologie libérale bourgeoise devient un « défenseur » de premier plan de cette conception des droits de l’homme quand il entre au Comité cubain pour les droits de l’homme, fondé par Ricardo Bofill Pagés, autre membre de la micro-faction qui, pour services rendus à la SINA, put enfin bénéficier d’un visa pour s’installer à Miami.

Les nouvelles de presse fréquentes de ces années-là et les commérages d’*El Nuevo Herald*, de Miami, permettent vite de constater que les deux vieux camarades de la simulation marxiste à l’Université de La Havane commencent à collaborer tout en rivalisant pour occuper le devant de la scène au sein de la contre-révolution interne. Tous deux visitent assidûment la SINA sous prétexte d’y remettre des dénonciations sur les violations des droits de l’homme à Cuba. Dès 1987, Sánchez Santa Cruz-Pacheco devient vice-président du Comité fondé par son ami avec qui les contradictions s’aggravent pourtant.

De fait, des heurts successifs et des rancoeurs personnelles doivent l’avoir poussé à abandonner le groupuscule fondé par Bofill et lui avoir « inspiré » la création, le 23 octobre 1987, de la « Commission cubaine pour les droits de l’homme et la réconciliation nationale » (CCDHRN) dont il occupe aussitôt la présidence, un poste qu’il maintient aujourd’hui encore malgré son évolution politique postérieure pour pouvoir avoir bien en main le robinet le plus sûr des financements secrets.

C’est cette année-là qu’il commence à mener une vie sans pénuries et pleine de confort grâce aux dividendes que lui rapportent ses « démarches » humanitaires, une vie sans le moindre rapport avec les difficultés que traverse son pays. On comprend pourquoi il ne cesse d’insister sur le fait que le blocus nord-américain ne constitue pas une cause réelle des problèmes économiques cubains.

À compter de 1989, où commence la débâcle du camp socialiste européen, la SINA entreprend une nouvelle pratique qu’elle poursuit encore de nos jours : ménager des entretiens entre Elizardo Sánchez et tout homme politique ou législateur nord-américain passant par Cuba. La mission de Sánchez consiste à fournir des informations – fausses ou manipulées – et à faire part de ses « préoccupations », et ce dans le but évident d’entraver les efforts croissants de secteurs toujours plus larges et divers de la société nord-américaine en faveur d’une compréhension entre les deux pays et du respect mutuel, une hypothèse qui mettrait bien entendu en danger le juteux négoce de la contre-révolution dont il se nourrit lui-même.

En même temps, il intensifie ses contacts avec des organisations transnationales des droits de l’homme, telles qu’Human Rights Watch et Amnesty International, auxquelles il remet des témoignages de prétendues violations des droits de l’homme à Cuba, montées de toutes pièces par lui-même et par ses principaux collaborateurs.

En 1992, après de nombreuses conspirations et trahisons et après avoir purgé une peine de privation de liberté d’un peu plus d’un an, Sánchez Santa Cruz s’attelle à la tâche de se présenter comme une alternative politique interne de pouvoir, reléguant au second plan sa prétendue lutte pour les droits de l’homme : il crée le « Projet de Programme socialiste démocratique » et le « Centre d’études sur la démocratie » (CEDE).

Que s'est-il passé ? Comment expliquer que le soi-disant défenseur des droits de l'homme, qui a déclaré plus d'une fois ne pas avoir d'intérêt politique, puisse présenter en 1992 un ambitieux projet de cette nature ? La disparition du camp socialiste, la désintégration de l'URSS, la recrudescence du blocus et la fin archi-annoncée de la Révolution cubaine auraient-il fait croire à Elizardo Sánchez que l'heure de prendre le pouvoir a sonné ?

Ou alors serait-il inspiré par l'agitation de la mafia qui fait de nouveau ses valises pour s'installer dans la Cuba d'après-Castro et par le climat que crée le président des Etats-Unis, George H. Bush, qui affirme ces mois-là qu'il serait le premier président nord-américains à fouler le sol libre de Cuba ?

Toujours est-il que Sánchez Santa Cruz se hâte de proclamer tout haut sa position conciliatrice dans une interview du 27 juillet 1991 à *El Nuevo Herald* : « *Il est absurde que quelqu'un de la dissidence interne n'ait pas besoin du soutien des exilés… L'intolérance de la gauche communiste dans l'île est vraiment dangereuse, puisqu'elle nous jette en prison. Néanmoins, les groupes d'extrême droite de Miami ne sont pas un danger immédiat pour nous.* »

Le facteur sonne toujours deux fois

Qui ne se souvient de cette funeste année 1991 ? Qui peut oublier, s'il a jamais professé dans sa vie des idées révolutionnaires, le désastre imminent qui pesait sur l'Union soviétique et qui venait confirmer amèrement la mise en garde de 1989 de Fidel Castro : que le peuple cubain se prépare à apprendre un jour que cette grande nation avait cessé d'exister ?

Tandis que Cuba se préparait à faire face à la recrudescence opportuniste de la politique de blocus et aux retombées de la démoralisation des forces progressistes dans le monde à la suite de l'effondrement du camp socialiste européen, les stratèges de la subversion interne crurent le moment venu de réaliser une de leurs aspirations les plus profondes : créer des partis d'opposition qui mineraient ce qui a toujours fait la plus grande force de la Révolution cubain depuis l'époque de José Martí, autrement dit l'unité.

Une lettre de Carlos Alberto Montaner explique bien des choses. Bien que les grands médias qui orchestrent des campagnes contre Cuba et même les gens qui se déclarent des partisans critiques de la Révolution aient gardé le plus profond silence à son égard, le document signé par ce vieil agent de la CIA qui se targue d'être un « intellectuel libéral » est indispensable pour comprendre la gestation des prétendus « partis politiques d'opposition à Cuba ».

Datée de Madrid le 29 juillet 1991 et adressée, entre autres, à Gustavo Arcos Bergnes, à Oswaldo Payá et à Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco, cette lettre constitue une invitation sans ambages à la subversion interne, uniquement recevable par son auteur et ses destinataires :

> *Mes chers Gustavo, María Elena/Luque, Payá et Elizardo,*
>
> *Je ne veux pas sembler grandiloquent, mais cette lettre peut être très importante pour le sort de la démocratie dans notre pays. Je vous prie de la lire très attentivement.*

(...) Le porteur de cette lettre est quelqu'un de toute confiance. Un vieil ami qui nous a toujours accompagnés, même lorsque l'anticommunisme, voire l'anticastrisme, n'étaient pas à la mode. Je crois qu'il serait bon que vous le revoyiez avant qu'il ne quitte le pays pour commenter tout ce que je vous propose.

[…] Bref, je veux que vous étudiiez la création à Cuba, à court terme, de la PLATE-FORME DÉMOCRATIQUE CUBAINE, non en tant qu'appendice ou filiale de ce que nous avons fait en exil, mais, au contraire, en tant qu'instance principale, que tête pensante de cette institution, de sorte que nous devenions, nous, les délégués à l'étranger de la cellule centrale dans l'île.

Le piège est clair : le monde doit voir surgir une opposition interne en mesure de grouper différentes forces, tant de Cuba même que de l'étranger, la subordination de celles-ci à celles-là devant permettre de camoufler la main étrangère qui en agitent les fils. Et pour qu'il ne reste aucun doute à ce sujet, Montaner tient à préciser que tout ceci se fait en coordination avec Miami :

[...] Évidemment, j'écris cette lettre après avoir consulté José Ignacio Rasco, président de la Démocratie chrétienne, et Enrique Baloyra et Alfredo Sánchez, chevilles ouvrières de la Coordinatrice social-démocrate.

Il fait ensuite un effort pédagogique pour « alphabétiser » les futurs « dirigeants politiques » sur ce que doivent être les organisations qu'ils auront à fonder :

[...] Je vais vous expliquer les raisons qui sous-tendent notre proposition, mais je dois tout d'abord vous présenter certaines considérations que je considère utiles, dont la première concerne la nature de la PLATE-FORME. Comme vous le savez, l'institution est formée de trois partis liés à autant de tendances idéologiques : les libéraux, les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates.

Ces trois tendances, qui font partie d'un éventail démocratique commun, sont plus ou moins harmonieusement liées dans le même système d'économie de marché, de pluralisme politique et de défense des libertés. S'il faut déterminer les différences, qui sont plutôt des nuances, disons alors que les démocrates-chrétiens mettent l'accent sur un certain ordre, les sociaux-démocrates, sur la justice, alors que les libéraux soulignent les libertés individuelles. Mais cela n'est qu'une référence immédiate car dans la vie quotidienne les limites sont beaucoup plus vagues.

Et comme il sait que ses destinataires seront d'autant plus réceptifs qu'il y aura du « concret » à la clef, il leur fait miroiter l'argent qui leur arrivera au cas où ils obéiraient :

[…] Mais nous ne nous sommes pas lancés dans la création de la PLATE-FORME par simple amour des convictions idéologiques – même si nous les avons tous et très solides – mais parce que ce concept stratégique impliquait une aide potentielle énorme.

[…] Ainsi, en unissant à la même table des libéraux, des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates, la PLATE-FORME recueillait en sa faveur… l'aide que les fondations européennes allouent aux causes politiques. Chaque Internationale a au moins une grande fondation qui contribue d'ordinaire, sur le plan économique, aux groupes affiliés…

[...] Par ailleurs, indépendamment du soutien économique, ce contact entre la PLATE-FORME et le monde politique international apportait des bénéfices très concrets : accès aux gouvernements, aux parlements et aux institutions universitaires pour attirer leur attention ; accès à des médias liés aux groupes politiques ; possibilité d'influer sur les centres de pouvoir qui ont un certain rapport direct avec Cuba : Moscou, Washington, Madrid, Caracas, Mexique, etc.

Bien entendu, toutes ces consignes s'expliquent par l'euphorie qui régnait au sein des forces contre-révolutionnaires au début des années 90 : elles étaient absolument convaincues que la Révolution était à l'agonie et que le moment d'agir était venu. Montaner le dit d'ailleurs clairement :

[...] Partons du fait, assez raisonnable, que le castrisme touche à sa fin. Le discrédit idéologique et la crise économique inévitable vont liquider inexorablement la dictature.

[...] Cela nous pousse à une conclusion inévitable : quoi qu'il en soit, il faut renforcer l'opposition politique à l'intérieur de l'île afin d'affronter soit Castro sur le terrain de la lutte civique soit celui qui lui succéderait au pouvoir s'il est renversé par la force.

Ainsi donc, la question incontournable est la suivante : peut-on mener, à partir de groupes des droits de l'homme, une opposition politique qui ait du poids ? Bien entendu, les dénonciations que font ces groupes – vous-mêmes – ont été fondamentales pour démasquer le castrisme, mais il faut de notre point de vue faire un saut qualitatif et passer sur le terrain de l'opposition politique…

Ensuite, une touche légère de cynisme :

[...] D'autre part, les libéraux ou les démocrates-chrétiens allemands, par exemple, ne se mobilisent pas de la même manière pour aider un persécuté sans parti et un coreligionnaire en danger. Cela peut être qualifié d'injuste, voire de mesquin, mais cela fait partie de la nature humaine.

Quant à l'obstacle insurmontable que représente la division, facteur incontournable de toute activité mercenaire, Montaner transmet à ses protégés le mot d'ordre que James Cason, le chef actuel de la SINA, formulerait douze ans plus tard en débarquant à La Havane : « *Ils doivent s'unir maintenant ; après, nous nous chargerons de les désunir.* »

[…] la première bataille contre le totalitarisme, il faut la livrer sur un seul front. Une fois le castrisme abattu, il sera toujours temps de penser à une diversité tout à fait utile, voire à une atomisation, mais la première frappe exige toute notre énergie. C'est comme ça que ça s'est passé partout où on est parvenu le mieux à vaincre les communistes…

Sans commentaires. Mais comme Montaner doute du talent de ses destinataires, il abonde en détails sur ce qu'ils doivent faire :

…Supposons qu'Elizardo, Payá, Mariela, Luque, Gustavo Arcos, Indimaro Restano, etc., décident de donner vie à la PLATE-FORME dans l'île. Ils peuvent le faire en assumant chacun la représentation d'un des partis qui forment la PLATE-FORME à l'étranger. Gustavo, par exemple, s'il se sent à l'aise, ou alors Mariela/Luque, peut prendre la présidence de l'Union libérale cubaine dans l'île. Payá peut faire pareil pour la démocratie-chrétienne. Elizardo et Restano, qui ont toujours agi dans un environnement social-démocrate, pourraient peut-être incarner dans l'île la Coordinatrice social-démocrate, de sorte que Cernuda en ferait partie dans l'émigration.

Une fois ces représentations assumées et précisées, vous signeriez un document dans lequel vous informeriez de la constitution de la PLATE-FORME dans le pays, vous assumeriez comme vôtres les déclarations de Madrid et de Caracas – ci-jointes – vous accepteriez de diriger la PLATE-FORME en la ratifiant à l'étranger comme un organisme délégué de celui qui existe dans l'île et vous écririez éventuellement un manifeste reprenant tous ces points.

Une délégation internationale constituée d'un libéral, d'un social-démocrate et d'un démocrate-chrétien, envoyée à Cuba dans ce but, pourrait faire sortir ce document de Cuba et, à peine arrivée à l'étranger (Caracas, Madrid ou Berlin, par exemple), donnerait une conférence de presse au cours de laquelle elle annoncerait la constitution formelle de la PLATE-FORME dans l'île. De notre côté, nous aurions tout organisé pour annoncer parallèlement, à grand renfort de publicité, la consolidation à Cuba d'une opposition modérée, respectable et dotée d'une grande reconnaissance internationale. Nous ferions part aussitôt aux Internationales et aux partis qui les constituent de la constitution de cette organisation.

[…] Ce serait l'opposition, la grande opposition reconnue à l'échelle internationale.

Néanmoins, Montaner reconnaît dans un élan de sincérité que ces dernières instructions risquent d'être « un peu fort de café » :

Enfin, je suis conscient que cette proposition comporte un élément mécanique difficile à avaler. Comment et pourquoi devenir soudainement des libéraux, des sociaux-démocrates ou des démocrates-chrétiens ? (...)

Par ailleurs, comme le vieil agent de la CIA connaît fort bien Elizardo, Payá et les autres, il les avertit :

[...] Bien entendu, cette tâche exige que chacun de vous y mette du sien et oublie de vieux torts et de vieilles querelles. Je suis conscient que le facteur humain est le plus difficile de tous, mais je sais aussi que ce qui vous unit dépasse de loin ce qui vous sépare.

S'il y a une leçon que nous avons tirée de nos contacts avec des Chiliens et des Polonais, avec des Hongrois et des Tchèques, avec ceux qui ont réussi à liquider pacifiquement la dictature, c'est qu'il faut absolument unir l'opposition politique à cette fin. La PLATE-FORME est née dans ce but, croyez-moi. […]

[...] Je vous joins d'autres documents ayant à voir avec la question. Mon accolade fraternelle et toujours pleine d'espoir.

Carlos Alberto Montaner

Et voilà comment la Concertation démocratique cubaine, dont Sánchez Santa Cruz-Pacheco devient l'organisateur principal, voit le jour en 1991, sous la houlette de la CIA et bénéficiant d'un financement externe abondant, et comme un arrangement imposé de l'étranger à plusieurs petits groupes contre-révolutionnaires.

Tout en suivant au pied de la lettre les instructions nord-américaines de participer au jeu de l'« opposition politique » en créant un parti de nature virtuelle, Sánchez Santa Cruz estime pourtant utile, pour des raisons financières, de ne pas abandonner son poste de dirigeant de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale (CCDHRN), ce qui lui permet de rester le principal centre de distribution de l'argent de l'« aide humanitaire » destinée aux mercenaires et antipatriotes au service des États-Unis et à leurs proches. Il est toujours utile d'être prêt du robinet…

Toute l'activité contre-révolutionnaire de Sánchez Santa Cruz-Pacheco consistera donc à tenter de miner les bases solides de la Révolution cubaine en fabriquant et en encourageant une « opposition politique » prétendument pacifique qui n'existe que dans l'imagination fébrile du gouvernement des États-Unis et de ses moyens de propagande transnationaux.

Un homme de « famille »

C'est fin 1996 que commencent les voyages de promotion d'Elizardo Sánchez : il se rend en France, au Portugal et en Espagne, d'où il gagne les Etats-Unis afin de rencontrer des représentants de la contre-révolution, y compris son ancien chef et copain, Ricardo Bofill.

Sánchez et Bofill, qui forment un mélange détonant du fait de leur soif de pouvoir et d'argent, semblent alors régler leurs anciens différends, après s'être réunis à Miami pour, selon des dépêches de presse, « parler de l'avenir et des choses que nous pouvons faire ensemble et pour cerner des domaines de coopération importants ».

En fait, c'est un Elizardo Sánchez euphorique qui a débarqué à Miami : il vient de recevoir un « prix » en France et d'avoir de longs entretiens avec José María Aznar, le chef du gouvernement espagnol, et avec Felipe González, son prédécesseur à ce poste. Il tient d'ailleurs à préciser à la presse de Miami que tous deux partagent la même inquiétude pour l'avenir de Cuba, « la différence n'étant que de détails », affirme-t-il.

Mais comme il sait qu'il se trouve dans la tanière de la mafia, il tient à couper court à tout malentendu, si bien qu'à peine débarqué à l'aéroport, il donne une conférence de presse au cours de laquelle il déclare : « Ce prix récompense l'ensemble du mouvement des droits de l'homme et des forces démocratiques cubaines, dans l'île mais aussi dans l'exil auquel revient un mérite spécial parce que nous n'existerions pas sans l'exil. »

Il vient de payer son écot pour entrer dans la « famille ». Ce qui explique pourquoi, selon *El Nuevo Herald* du 5 janvier 1997, Sánchez s'est réuni le 25 décembre 1996 avec Jorge Mas Canosa – aujourd'hui décédé – Francisco *Pepe* Hernández et d'autres dirigeants de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) chez le premier, président de cette organisation terroriste. Pudiquement, la presse ne dit pas un mot des thèmes abordés.

À son retour à Cuba, suivant évidemment de nouvelles instructions de la CIA qui tient à amender l'échec de ses stratégies précédentes, Sánchez s'adonne à la tâche de réorganiser et de grouper en une seule organisation tous les petits groupes contre-révolutionnaires créés jusque-là par la SINA. Justement la tâche que la CIA avait confiée à Mas Canosa : unifier les groupes terroristes de Miami.

En 1998, lors de sa deuxième tournée en Europe, il accomplit un intense programme en Espagne. Il se rend ensuite encore une fois aux États-Unis où il réalise peu d'activités publiques, se consacrant essentiellement à divulguer ses listes de prétendus prisonniers politiques et ses fausses dénonciations de « répression » à Cuba.

Bien qu'il tente par tous les moyens de consolider son image de « leader » d'un « parti politique », il n'abandonne pas son activité de « défenseur des droits de l'homme » à Cuba, compte tenu des juteux revenus qu'elle lui rapporte. À l'époque, pour consolider ses « connaissances » en la matière, il suit un cours à Washington sur les droits de l'homme sous les auspices de Human Rights Watch, une organisation qui se veut non gouvernementale mais dont les liens étroits avec la CIA et d'autres agences fédérales des États-Unis sont de notoriété publique. Ainsi donc, Sánchez se transforme, sur décision de ses tuteurs, en un élève appliqué, recevant en échange de ses études une juteuse rémunération et toutes sortes de commodités dans la capitale nord-américaine.

Cet épisode prouve on ne peut mieux la façon dont le gouvernement nord-américain manipule politiquement les mouvements de Cubains vers et depuis les USA : ainsi, tout en offrant des facilités et des cadeaux à Sánchez Santa Cruz pour suivre des « études » à Washington, il refuse des visas à des centaines de scientifiques, de professeurs et de spécialistes cubains qui souhaitent se rendre aux Etats-Unis, bien souvent invités, pour participer à des rencontres, à des stages et à des échanges universitaires.

En 1999, Sánchez Santa Cruz reprend ses tournées en Europe – cette fois-ci, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne – et, évidemment, aux États-Unis.

À l'occasion du décès de son fils à Miami, il se rend une fois de plus aux États-Unis en mai 2001. Peu importe le deuil : il en profite pour continuer de conspirer, aussi bien dans le repaire de la maffia terroriste cubano-américaine que dans la capitale de l'empire.

Où il rencontre Otto Reich, alors sous-secrétaire d'État adjoint aux questions américaines, qui occupe aujourd'hui le poste d'envoyé de la Maison-Blanche pour l'Amérique latine et qui est une pièce clé dans l'escalade agressive de l'administration Bush contre Cuba. On n'a pas de mal à deviner les thèmes qu'ils abordent.

Pendant son séjour dans la capitale nord-américaine, Sánchez Santa Cruz maintient aussi une collaboration étroite avec Frank Calzón.

À Miami, en plus de ses contacts avec les cadres de la tristement célèbre Radio Martí, qui a compté sur sa collaboration assidue, Elizardo Sánchez rencontre les chefs de file des principales organisations contre-révolutionnaires et terroristes de cette ville : Andrés Nazario Sargent, d'Alfa 66 ; Domingo Moreira (père et fils), de la FNCA ; Hubert Matos, de Cuba indépendante et démocratique ; Nelsy Ignacio Castro Matos, de Résistance nationale cubaine, et Diego Suárez, du Conseil pour la liberté de Cuba, récemment créé, scission des éléments les plus extrémistes de la FNCA.

En novembre 2001, Sánchez Santa Cruz retourne aux Etats-Unis et se rend aussi au Mexique.

Son retour à Cuba est marqué par un « grand honneur » : voyager en compagnie du chef de la Section des intérêts des États-Unis à La Havane, Vicky Huddleston, et du chef du Bureau Cuba au département d'État, James Carragher.

Pendant les années Huddleston, la SINA a accordé une attention particulière à son « honorable » mercenaire qui a deux ou trois rencontres hebdomadaires avec les « diplomates » nord-américains.

Vicky Huddleston se sent si satisfaite de son protégé que le 15 janvier 2001, lors d'un déjeuner de travail offert à soixante et onze membres de groupuscules contre-révolutionnaires, elle le remercie « spécialement » de ses rapports sur la recrudescence des détentions de contre-révolutionnaires à partir du mois d'octobre 2000 et vante « la qualité de ses informations ».

Mais de quoi Elizardo Sánchez vit-il donc ? D'abord fonctionnaire diplomatique, puis professeur universitaire et enfin bibliothécaire dans les années 90, sans parler d'autres emplois très éphémères, il n'a eu de fait que de très courtes relations avec le travail, ce qui est en fait moins éloquent que ses continuels changements de casaque de gauche à droite et vice-versa. Les traits les plus saillants de sa personnalité sont l'opportunisme, la folie des grandeurs et le goût de la bonne vie.

De toute façon, sa plus grande prétention toutes ces années-ci a été de convertir son nouveau groupuscule contre-révolutionnaire en favori des riches parrains du Nord et, surtout, en principal bénéficiaire de leur argent

Pour Sánchez Santa Cruz, peu importent les motivations et les visées véritables de ceux qui le payent. À quoi bon penser que l'objectif ultime de la maffia terroriste de Miami, soutenue par le gouvernement des États-Unis, est de réduire de nouveau en esclavage son propre peuple ? À quoi bon perdre son temps à défendre des valeurs comme la dignité et le patriotisme ?

CUADERNO DE FOTOS Y TEXTOS DESPUÉS DE PÁGINA 22

Carta abierta a los inversionistas extranjeros, p. 1

CUBA – LETTRE OUVERTE AUX INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Nous soussignés avons l'intention de participer à la création d'une nouvelle république dans une Cuba sans Castro. Notre peuple est victime des pires sévices physiques et moraux imposés par Castro et son gouvernement. Privée de l'aide du bloc communiste, l'économie cubaine est en pleine banqueroute.

Le gouvernement de Fidel Castro n'est plus capable d'offrir le moindre espoir réaliste à l'avenir et tente de se perpétuer au pouvoir par des investissements étrangers publics et privés qui ne servent qu'à prolonger la tragédie de notre pays et de son peuple.

Nous recommanderons au moment opportun toutes les mesures adéquates pour stimuler et garantir la protection requise aux investissements privés dans une Cuba démocratique et nous analyserons aussi avec le sens de nos responsabilités les obligations légitimes de la dette extérieure. Nous sommes néanmoins d'avis qu'aucun investissement fait à Cuba dans les circonstances actuelles ne méritera la protection des lois relatives à la protection de la propriété privée que dictera un futur gouvernement cubain. Nous soutenons que lesdits investissements devront être considérés comme faisant partie du patrimoine national et qu'on pourra donc en disposer librement. Les investisseurs doivent avoir présent à l'esprit qu'ils participent bien souvent à des *joint ventures* ou qu'ils souscrivent des accords avec des institutions ou des organismes voués très probablement à la disparition.

Nous ferons tout ce qui est à notre portée, individuellement et collectivement, pour qu'aucun investissement fait dans la Cuba de Castro ne puisse bénéficier de la protection de la loi et pour que soit contestée la validité de tout contrat souscrit dans les circonstances présentes. Nous jugeons important que la communauté internationale des investisseurs connaisse nos intentions et que ceux qui pensent investir à Cuba soient pleinement conscients de la responsabilité politique de leurs actes et des risques que cela peut entraîner pour eux. Nous savons que notre position est partagée à Cuba même par des groupes politiques qui, pour des raisons tombant sous le sens, ne peuvent ajouter leurs signatures au présent document.

Mai 1992

Commission nationale cubaine
Coordinatrice sociale-démocrate de Cuba
Cuba indépendante et démocratique

Cuban American National Foundation
Cuban Committee for Human Rights
Directoire révolutionnaire démocratique cubain
Armée rebelle en exil
Ex-Club Association des prisonniers et combattants cubains
Liberté et vie
Parti pour les droits de l'homme de Cuba
Union libérale cubaine

En 1992, les ennemis de la Révolution cubaine étaient si convaincus qu'elle était liquidée que, incités par leur maître qui préparait la loi Torricelli, ils se mirent d'accord – autre preuve que la contre-révolution ne fait qu'un – pour menacer les éventuels investisseurs étrangers de représailles « à l'avenir ».

Carta Montaner, pp. 2-3

Madrid, le 29 juillet 1991

Mes chers Gustavo, María Elena/Luque, Payá et Elizardo,

Je ne veux pas sembler grandiloquent, mais cette lettre peut être très importante pour le sort de la démocratie dans notre pays. Je vous prie de la lire très attentivement. Je laisse à votre libre-arbitre le choix d'autres destinataires. J'aimerais que Luque étudie aussi la proposition, mais je sais qu'il est incarcéré, quoique je suppose que [illisible] pourra prendre des décisions. Bien entendu, ne prenez pas ça comme quelque chose de rigide et de non modifiable. Peut-être penserez-vous à des variantes qui enrichissent le propos central. Nous sommes ouverts et à votre écoute.

Le porteur de cette lettre est quelqu'un de toute confiance. Un vieil ami qui nous a toujours accompagnés, même lorsque l'anticommunisme, voire l'anticastrisme, n'étaient pas à la mode. Je crois qu'il serait utile que vous le revoyiez avant qu'il ne quitte le pays pour commenter tout ce que je vous propose.

En résumé, je veux que vous étudiiez la création à Cuba, à court terme, de la PLATE-FORME DÉMOCRATIQUE CUBAINE, non en tant qu'appendice ou filiale de ce que nous avons fait en exil, mais, au contraire, en tant qu'instance principale, que *tête pensante* de cette institution, de sorte que nous devenions, nous, les délégués à l'étranger de la cellule centrale dans l'île. Évidemment, j'écris cette lettre après avoir consulté José Ignacio Rasco, président de la Démocratie chrétienne, et Enrique Baloyra et Alfredo Sánchez, chevilles ouvrières de la Coordinatrice social-démocrate.

Je vais vous expliquer les raisons qui sous-tendent notre proposition, mais je dois tout d'abord vous présenter certaines considérations que je considère utiles.

La première concerne la nature de la PLATE-FORME. Comme vous le savez, l'institution est formée de trois partis liés à autant de tendances idéologiques : les libéraux, les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates.

Ces trois tendances, qui font partie d'un éventail démocratique commun, sont plus ou moins harmonieusement liées dans le même système d'économie de marché, de pluralisme politique et de défense des libertés. S'il faut déterminer les différences, qui sont plutôt des nuances, disons alors que les démocrates-chrétiens mettent l'accent sur un certain ordre, les sociaux-démocrates, sur la justice, alors que les libéraux soulignent les libertés individuelles. Mais cela n'est qu'une référence immédiate car dans la vie quotidienne les limites sont bien plus floues.

Mais nous ne nous sommes pas lancés dans la création de la PLATE-FORME par simple amour des convictions idéologiques – même si nous les avons tous et très solides – mais parce que ce concept stratégique impliquait une aide potentielle énorme. Je m'explique : les partis dont les signes d'identité s'inscrivent dans les modèles connus et reconnus peuvent finir par faire partie de puissantes fédérations de la même obédience idéologique, créées justement pour offrir un soutien et de la solidarité avec les affiliés. Je veux parler bien entendu des Internationales.

Ainsi, en unissant à la même table des libéraux, des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates, la PLATE-FORME recueillait en sa faveur le poids de *centaines* de partis politiques du monde entier et s'ouvrait une voie vers l'aide que les fondations européennes allouent aux causes politiques. Chaque *Internationale* a au moins une grande fondation qui contribue d'ordinaire, sur le plan économique, aux groupes affiliés. Même si l'aide n'est pas grande, elle suffit en tout cas à payer des séminaires, des voyages et des publications.

Par ailleurs, indépendamment du soutien économique, ce contact entre la PLATE-FORME et le monde politique international apportait des bénéfices très concrets : accès aux gouvernements, aux parlements et aux institutions universitaires pour attirer leur attention ; accès à des médias liés aux groupes politiques ; possibilité d'influer sur les centres de pouvoir qui ont un certain rapport direct avec Cuba : Moscou, Washington, Madrid, Caracas, Mexique, etc.

Si on envisage cette question dans une perspective historique à long terme, ces contacts et ces relations nous garantissent aussi qu'au moment des changements, nous pourrons disposer d'un conseil technique, d'une aide économique et d'une certaine influence qui empêchera les radicalismes de s'imposer. En ce sens, la main amie des Internationales en Espagne, au Portugal et maintenant en Europe de l'Est a été extrêmement utile comme instrument de stabilisation.

Par ailleurs, la tendance politique sur la planète – Amérique latine y compris – conduit à s'unir dans ces fédérations internationales si extraordinairement utiles. Et je ne crois pas que Cuba sera une exception.

Ceci dit, voyons maintenant cette question d'une perspective foncièrement cubaine, de celle de ceux qui sont dans l'île sur la corde raide et qui jouent leur vie pour défendre la liberté de tous. Autrement dit, situons-nous dans votre perspective.

Partons du présupposé, assez raisonnable, que le castrisme touche à sa fin. Le discrédit idéologique et la crise économique inévitable vont liquider inexorablement la dictature. Mais ceci peut se faire d'au moins deux manières : par un soulèvement militaire ou par une confrontation politique.

S'il survient un soulèvement militaire, nous devons exiger du vainqueur exactement pareil que nous exigeons de Castro : qu'il rende les libertés au peuple et qu'il convoque des élections ouvertes, surveillées et multipartites, peut-être précédées par un referendum. Bien évidemment, plus l'opposition sera forte, et plus elle aura des possibilités de se faire sentir.

Cela nous pousse à une conclusion inévitable : quoi qu'il en soit, il faut renforcer l'opposition politique à l'intérieur de l'île afin d'affronter soit Castro sur le terrain de la lutte civique soit celui qui lui succéderait au pouvoir s'il est renversé par la force.

Ainsi donc, la question incontournable est la suivante : peut-on mener, à partir de groupes des droits de l'homme, une opposition politique qui ait du poids ? Bien entendu, les dénonciations que font ces groupes – vous-mêmes – ont été fondamentales pour démasquer le castrisme, mais il faut de notre point de vue faire un saut qualitatif et passer sur le terrain de l'opposition politique.

Bien entendu, ce changement de stratégie place ceux qui le suivront sur le terrain d'une certaine légalité, vous rendant plus vulnérables à la répression, mais je crois qu'il existe assez de symptômes qui indiquent que le régime ne veut pas ou ne peut pas donner le coup de grâce aux groupes qui ont déjà fait ce saut politique, comme le prouve le cas de *Criterio Alternativo*.

En même temps, c'est pour ça que la PLATE-FORME peut être extraordinairement utile pour protéger l'opposition dans le pays même. Ce n'est pas pareil à Cuba de faire partie d'un groupe isolé que d'être à la tête d'une institution qui a une grande quantité de vases communicants avec le monde entier.

N'interprétez pas ceci, je vous prie, comme quoi nous conditionnons notre aide à la création ou non de la PLATE-FORME dans l'île. Pas du tout. Nous allons vous donner, comme nous le faisons déjà, notre aide en toutes circonstances. Mais il s'agit de chercher la plus grande efficacité, la plus grande cohésion et la plus grande solidarité. Il s'agit en plus de surmonter cette maudite dichotomie entre les Cubains de l'île et ceux de l'exil qui alimente aujourd'hui Castro à La Havane et les autres extrémistes de Miami. D'autre part, ce n'est pas pareil de mobiliser les libéraux ou les démocrates-chrétiens allemands, par exemple, pour aider un persécuté sans parti que pour aider un coreligionnaire en danger. Cela peut être qualifié d'injuste, voire de mesquin, mais cela fait partie de la nature humaine.

D'autres arguments : une autre des vertus de la PLATE-FORME a à voir avec sa conception structurelle. Tous ces processus politiques tendent à la dispersion. Des dizaines, des centaines d'organisations apparaissent qui tendent à fragmenter le panorama. Nous, en revanche, nous avons trois entonnoirs, trois vecteurs qui coïncident vers le même point. Ceci nous oblige à concerter les forces. Ceci nous conduit à pactiser avec des groupes et des personnes dont

nous ne sommes pas en fait très distants. Ainsi, d'une manière quasi automatique, nous canalisons peu à peu les forces qui apparaissent.

C'est très important parce que la première bataille contre le totalitarisme, il faut la livrer sur un seul front. Une fois le castrisme abattu, il sera toujours temps de penser à une diversité tout à fait utile, voire à une atomisation, mais la première frappe exige toute notre énergie. C'est comme ça que ça s'est passé partout où on est parvenu le mieux à vaincre les communistes.

Parfait. Supposons qu'Elizardo, Payá, Mariela/Luque, Gustavo Arcos, Indimaro Restano, etc., décident de donner vie à la PLATE-FORME dans l'île. Ils peuvent le faire en assumant chacun la représentation d'un des partis qui forment la PLATE-FORME à l'étranger. Gustavo, par exemple, s'il se sent à l'aise, ou alors Mariela/Luque, peut prendre la présidence de l'Union libérale cubaine dans l'île. Payá peut faire pareil pour la démocratie-chrétienne. Elizardo et Restano, qui ont toujours agi dans un environnement social-démocrate, pourraient peut-être incarner dans l'île la Coordinatrice social-démocrate, de sorte que Cernuda en ferait partie dans l'émigration.

Une fois ces représentations assumées et précisées, vous signeriez un document dans lequel vous informeriez de la constitution de la PLATE-FORME dans le pays, vous assumeriez comme vôtres les déclarations de Madrid et de Caracas – ci-jointes – vous accepteriez de diriger la PLATE-FORME en la ratifiant à l'étranger comme un organisme délégué de celui qui existe dans l'île et vous écririez éventuellement un manifeste reprenant tous ces points.

Une délégation internationale constituée d'un libéral, d'un social-démocrate et d'un démocrate-chrétien, envoyée à Cuba dans ce but, pourrait faire sortir ce document de Cuba et, à peine arrivée à l'étranger (Caracas, Madrid ou Berlin, par exemple), donnerait une conférence de presse au cours de laquelle elle annoncerait la constitution formelle de la PLATE-FORME dans l'île. De notre côté, nous aurions tout organisé pour annoncer parallèlement, à grand renfort de publicité, la consolidation à Cuba d'une opposition modérée, respectable et dotée d'une grande reconnaissance internationale. Nous ferions part aussitôt aux Internationales et aux partis qui les constituent de la constitution de cette organisation.

Tout ceci, bien entendu, il faudrait le faire avec la plus grande discrétion, parce que la Sécurité de l'Etat donnerait tout ce qui est à sa portée pour l'éviter, le discréditer ou créer des conflits entre les différentes factions. Il serait même nécessaire de prendre des précautions au cas où les signataires seraient incarcérés. En ce cas, ils continueraient de diriger la PLATE-FORME depuis la prison ou délégueraient leurs pouvoirs à d'autres personnes pour poursuivre la tâche. En ultime instance, n'oublions pas, si ça arrivait, que peu avant d'occuper leur place dans l'Histoire, aussi bien Havel que Walesa ou Sakharov étaient aussi en prison. La différence, c'est que maintenant, une fois la PLATE-FORME créée à Cuba, la caisse de résonance serait bien plus importante. Ce serait *l'opposition, la grande opposition reconnue à l'échelle internationale*.

Enfin, je suis conscient que cette proposition comporte un élément mécanique difficile à avaler. Comment et pourquoi devenir soudain des libéraux, des sociaux-démocrates ou des démocrates-chrétiens ? Je crois tout simplement

qu'il est bien plus efficace de poser la question différemment : pourquoi ne pas assumer ces positions politiques si en accord avec notre manière de penser ? N'y a-t-il pas là des avantages indéniables pour Cuba ? N'est-ce pas, des points de vue tactique et stratégique, quelque chose de très positif pour la dissidence interne ? Ne donne-t-elle pas à la résistance intérieure un accès à tout un monde de relations internationales absolument nécessaires à notre tâche ? N'accroît-elle pas les possibilités futures de consolider la démocratie dans notre pays ? Ce schéma ne répond-il pas aux signes des temps ? Ne donne-t-il pas à la dissidence interne un énorme poids dans l'exil ? Ne met-il pas fin au clivage Cuba-exil ? N'identifie-t-il pas le groupe d'une manière quasi automatique comme la vraie opposition ? Ne servirait-il pas par ailleurs, en quelque sorte, de protection, de bouclier pour la dissidence ? Et si tout ceci est vrai, pourquoi alors ne pas le tenter ? Les avantages sont si grands qu'il semble insensé de ne pas mettre la main à la pâte.

Bien entendu, cette tâche exige que chacun de vous y mette du sien et oublie de vieux torts et de vieilles querelles. Je suis conscient que le facteur humain est le plus difficile de tous, mais je sais aussi que ce qui vous unit dépasse de loin ce qui vous sépare.

S'il y a une leçon que nous avons tirée de nos contacts avec des Chiliens et des Polonais, avec des Hongrois et des Tchèques, avec ceux qui ont réussi à liquider pacifiquement la dictature, c'est qu'il faut absolument unir l'opposition politique à cette fin. La PLATE-FORME est née dans ce but, croyez-moi. Nous avons compris d'emblée que la tête et le cœur de la résistance civile doivent être dans l'île et qu'il ne nous incombe à nous que de vous servir, de vous étayer et de vous manifester notre admiration la plus profonde et la plus méritée.

Je vous joins d'autres documents ayant à voir avec la question. Mon accolade fraternelle et toujours pleine d'espoir.

Carlos Alberto Montaner

P.S. Le format imprimé de la lettre, c'est pour qu'elle encombre moins notre généreux porteur.

Fac-similé de la lettre adressée en juillet 1991 par le « libéral » Carlos Alberto Montaner aux principaux « dissidents » pour les « inviter » à fonder des « partis politiques » d'opposition.

CARLOS ALBERTO MONTANER (pp. 4-5)

Né à La Havane le 3 mars 1943, fils du journaliste Ernesto Montaner, qui fut très lié à l'ambassade nord-américaine avant 1959 et dirigea à Miami, quelques années plus tard, le journal *Patria* financé par l'ex-dictateur Fulgencio Batista de l'étranger.

Carlos Alberto Montaner fut arrêté en décembre 1960 du fait de son appartenance à une organisation terroriste dirigée par la CIA dont le mode d'opération était du plastic dissimulé dans des paquets de cigarettes. Présenté devant les tribunaux

(cause nº 6 de 1961), il fut condamné mais, parce que mineur, fut envoyé dans une institution de son âge d'où il prit la fuite pour se réfugier dans une ambassade latino-américaine. Il abandonna Cuba le 24 mai 1961.

Il vécut d'abord à Miami. Durant la crise des Missiles (octobre 1962), il s'engagea dans les pelotons spéciaux cubains de l'armée nord-américaine. C'est durant ses études à l'université de la ville qu'il fut recruté par la CIA.

Il s'installa en 1970 en Espagne où il fonda les éditions Playor consacrées à la publication de livres contre la Révolution cubaine et de livres de texte. En fait, le financement provenait de la CIA, qui finança aussi plus tard l'agence Firma Press, chargée de faire parvenir des articles contre Cuba à plus d'une soixantaine de journaux latino-américains et européens, et à une dizaine aux USA.

A cette époque, Montaner agit sous la direction de la station CIA de Madrid. C'est à ce titre qu'il servit de liaison et de soutien en Europe à deux agents arrivés à Paris en août 1973 pour y poser une bombe dans l'ambassade cubaine. Si l'action ne put se faire, c'est que l'engin prévu explosa dans la chambre d'hôtel où était descendu l'un des terroristes.

Montaner organisa les congrès d'intellectuels dissidents qui se tinrent dans les années 80 en Europe et en Amérique latine en vue de mobiliser des personnalités contre la Révolution cubaine.

Agent discipliné de la CIA, il a rempli « de dignes missions » d'une manière « anonyme et désintéressée », a écrit et publié chez sa maison d'édition des ouvrages qui transformèrent l'agent policier de Batista, Armando Valladares, en un « poète illustre » défenseur des droits de l'homme. Il a aussi publié le roman *El tiempo es el diablo*, censément écrit par le « prisonnier de conscience » Ricardo Bofill Pagés, plagiat pur et simple du roman *Los ojos del papel* de l'écrivain cubain José Lorenzo Fuentes, comme celui-ci l'a prouvé publiquement.

Il a travaillé d'arrache-pied à la promotion de désertions de Cubains en Espagne et a saisi toutes les occasions propices pour raréfier le climat des relations des deux gouvernements.

La dernière mission que lui a confiée la CIA a été nettement politique : il devait se transformer en un « libéral ». C'est à ce titre qu'il fonda à l'été 1990 l'Union libérale cubaine et s'attacha à regrouper d'autres partis et dirigeants aussi inconsistants que lui au sein de la Plate-forme démocratique qui, contestée dans « l'exil » et sans équivalent à Cuba, prétendait représenter l'opposition cubaine et dialoguer avec les dirigeants cubains pour viabiliser la « transition pacifique » au capitalisme.

Il n'empêche que dans ses articles et conférences, le « modéré » Montaner ne cesse d'inciter à l'élimination physique de Fidel Castro qu'il présente comme le principal obstacle aux « changements dont a besoin Cuba ».

Le « libéral » Montaner défend aussi le « libre-échange », adresse des lettres, utilise la presse et organise des séminaires pour mettre en garde les hommes d'affaires espagnols ayant investi dans l'île que leurs affaires risquent d'être confisquées après la chute de Castro. Il se garde bien, évidemment, de signaler que le blocus que la Maison-Blanche impose à Cuba depuis plus de quarante ans limite le libre-échange et les droits des citoyens cubains et nord-américains : au contraire, il prône le renforcement des sanctions économiques contre Cuba, dans le droit fil de la politique nord-américaine.

Se faisant passer pour un homme de dialogue, Montaner est tout le contraire : autoritaire, rigide. Mais aussi superficiel et improvisé, comme le prouvent, par exemple, ses analyses des problèmes latino-américains ou des *latinos* aux USA.

RICARDO BOFILL PAGÉS (pp. 6-7)

PIE DE FOTO : *Tricheur et Ricardo Bofill sont synonymes.*

Né à Madruga, près de La Havane. Il a évoqué ses années d'enfance comme celles d'un « gamin des rues ».

Emprisonné lors de la grève ouvrière d'avril 1958 contre Batista, il sert d'indic au capitaine Serafín, le chef de la police locale. Au triomphe de la Révolution, il se met le brassard d'une organisation étudiante fantoche.

En 1959, il « fonde » une organisation de jeunes, les Explorateurs libres de Cuba, dont il assure le financement en imprimant à son nom des bons de dix, vingt et cinquante pesos qu'il vend aux commerçants et habitants de Madruga. Puis il disparaît avec l'argent empoché.

Il est arrêté en 1960 pour ses activités contre-révolutionnaires au sein de l'Action populaire chrétienne. Libéré à la suite de ses suppliques et de son offre volontaire de collaborer à la Sécurité de l'Etat.

Mentionnons parmi ses filouteries postérieures le vol de la sacristie de l'église de Madruga.

Le sectarisme nocif en rapport avec la « micro-faction », dans les années 60, ouvre des créneaux à des opportunistes comme Bofill qui se convertit en un « supercommuniste » : il se met à rédiger et à envoyer à l'étranger des documents accusant les dirigeants cubains d'être peu fiables « du fait de leur origine bourgeoise », de « ne pas être assez fidèles à l'URSS », tout en demandant aux

dirigeants soviétiques et est-allemands d' « exercer des pressions politiques et économiques pour forcer Castro à mettre en place un système marxiste différent ».

Plus tard, dans les années 80, il sera l'une des principales figures utilisées pour fabriquer de faux rapports sur la violation des droits de l'homme à Cuba, dans le cadre des efforts consentis par l'administration Reagan pour condamner la Révolution dans les organisations internationales consacrées à ce thème.

C'est en 1983 qu'il fait sa première tentative ratée de recevoir « l'asile politique » à travers différentes ambassades latino-américaines. Il est de nouveau emprisonné cette même année pour ses activités contre-révolutionnaires. En prison, il adresse de nombreux rapports aux autorités sur la conduite, les prises de position et les actions d'autres détenus. C'est d'ailleurs par lui que les autorités apprennent la farce consistant à transformer l'ancien policier de Batista, Armando Valladares, en poète invalide.

En 1985, il publie un roman plagié à un auteur cubain.

En août 1986, il pénètre dans l'ambassade française à La Havane où il reste jusqu'en janvier 1987. Il en ressort de son propre gré et rentre tout bonnement chez lui. Quelques mois plus tard, le groupuscule contre-révolutionnaire qu'il dirige est encore plus affaibli par le départ d'Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco qui aspire à voler de ses propres ailles pour empocher argent et pouvoir.

Privé de partisans et absolument discrédité, surtout après une dénonciation publique du fait que ses activités sont dirigées et financées par la Section des intérêts nord-américains à La Havane et qu'il est allé jusqu'à trahir d'autres contre-révolutionnaires, il abandonne Cuba en octobre 1988.

À l'étranger, il continue de participer activement aux campagnes d'intoxication médiatiques contre Cuba dans le domaine des droits de l'homme, et participe à des projets contre-révolutionnaires aux côtés de Hubert Matos et de l'agent de la CIA, Carlos Alberto Montaner.

L'un de ses sources de financement et de soutien économique a été Human Rights, fondé par les organisations terroristes Abdala et Front de libération nationale de Cuba.

« L'exil et les Américains reprochent bien des choses aux communistes. Castro n'a-t-il pas déclaré la guerre quand il a saisi les grandes sociétés et les grandes plantations ? Ecoutez bien : il faut que les exilés et le gouvernement nord-américain réagissent plus fort face à ces communistes ! Et alors, que pensez-vous qu'il va arriver s'ils reviennent ? »

Ricardo Bofill aux journalistes Hernando Calvo et Katlijn Declerq, in *¿Disidentes o mercenarios ?*, La Havane, 2000, Casa Editora Abril.

p. 8

D'entrée, la Commission pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale est devenue un juteux négoce pour obtenir des soutiens… et beaucoup d'argent.

*Le début d'Elizardo Sánchez devant les caméras. Se rappelant l'époque d'*Elisoviet *?*

Tourisme à Paris…

p. 9-10

Voilà le propriétaire du fusil spécial Barret calibre 50 confisqué en 1997 à Porto Rico au groupe terroriste qui prévoyait d'assassiner Fidel Castro au Sommet ibéro-américain de l'île Margarita (Venezuela). Cet homme est président de la FNCA, organisation terroriste, et chef de son aile militaire.

Francisco José (*Pepe*) Hernández Calvo

Fils du lieutenant-colonel de la dictature batistienne, Francisco Hernández Leyva, condamné à mort par un tribunal révolutionnaire pour sa responsabilité directe dans plusieurs assassinats.

En 1961, entre à la brigade mercenaire 2506 et débarque à Playa Girón. Capturé plusieurs heures après, il est libéré avec le reste de ses « collègues ». Il entre dans la marine de guerre des USA et devient capitaine. À Fort Benning, il coïncide de nouveau avec Jorge Mas Canosa qui avait fait partie lui aussi des expéditionnaires de la baie des Cochons. Il entre à l'école des renseignements de l'infanterie de marine. Muté au Pentagone, il travaille sous les ordres d'Alexander Haig, alors lieutenant-colonel.

Chargé d'une unité d'interrogation de prisonniers, il prend part à l'agression nord-américaine en Indochine (Cambodge). Il participe à l'invasion de la République dominicaine en 1965.

Dans les années 70, il est un agent actif de la CIA et remplit des missions à Cuba et dans d'autres pays latino-américains.

À la fin des années 80 et au début des années 90, il fait plusieurs voyages en Amérique latine et en Europe pour couper ou du moins entraver les relations politiques et économiques de ces pays avec Cuba.

En 1991, il devient président de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA).

Dans le cadre du projet Exode que mène la FNCA au début des années 90 pour faire passer aux USA des émigrés cubains installés dans des pays tiers, Pepe Hernández se fait payer par les proches des personnes intéressées aux USA la somme de cinq mille dollars par visa.

Il existe des preuves irréfutables de sa participation directe à l'escalade terroriste contre Cuba dans les années 90 : il fait partie d'entrée du groupe paramilitaire de la FNCA qu'il a d'ailleurs dirigé lui-même à plusieurs reprises.

Il est impliqué dans la tentative de la FNCA de tuer Fidel Castro lors du Septième Sommet ibéro-américain sur l'île Margarita (Venezuela) : il était propriétaire de l'un des fusils d'assaut semi-automatique Barret qu'emportait le groupe terroriste chargé de l'opération et arrêté à Porto Rico en octobre 1997.

« Les USA ne peuvent permettre aux Européens d'offrir des crédits au gouvernement cubain ou d'investir sur place. Comment les Américains et nous-mêmes pourrions-nous le permettre ? »

Pepe Hernández aux journalistes Hernando Calvo et Katlijn Declerq, in *¿Disidentes o mercenarios ?*, La Havane, 2000, Casa Editora Abril.

p. 11

Au milieu des années 80, les « petites affaires » et les toasts.

p. 12

« Il est absurde que quelqu'un de la dissidence interne n'ait pas besoin du soutien des exilés. »
Elizardo Sánchez, activiste cubain

…déclarations a été largement exagéré pour des raisons politiques.

Sánchez a dit qu'il y a une mauvaise interprétation sémantique. Quand il a employé le mot « eux », il a dit qu'il ne voulait pas parler de tous les groupes d'exilés à Miami, mais seulement de l'extrême droite. Il répondait à une question au sujet de la meilleure ligne à suivre par les Cubano-Américains qui veulent provoquer des changements à Cuba.

« Malheureusement, dans l'article, le terme *exilés* apparaissait comme s'il ne répondait pas à mes convictions, a-t-il dit. Je parlais des groupes d'extrême droite bien connus de Miami, dont je repousse et continuerai de repousser les pratiques d'intolérance et de terrorisme idéologique avec autant de conviction que je continuerai de faire face à l'oppression de la gauche ultracommuniste. »

« Si tout le monde en exil soutient la dissidence interne, y compris les groupes d'extrême droite, ce sera bien plus facile. Sous réserve de la référence aux exilés, Sánchez a dit qu'il maintenait ses autres commentaires de l'article. « L'article m'a plu », a-t-il ajouté.

« J'insiste sur le fait que le principal obstacle à une réconciliation nationale de tout le peuple cubain est le manque de volonté politique d'une partie du gouvernement de Fidel Castro, et, en deuxième lieu, l'intolérance de petits groupes de l'extrême droite basés à Miami. »

C'est entre ces deux forces extrémistes que se situe l'immense majorité du peuple de l'île et de l'exil, victime de l'intolérance et la rhétorique de ces groupes extrémistes, a dit Sánchez.

« Dans l'île, l'intolérance de la gauche communiste est vraiment dangereuse, puisqu'elle nous jette en prison, a-t-il ajouté. Néanmoins les groupes d'extrême droite de Miami ne sont pas un danger immédiat pour nous. Ils ne lancent que des attaques verbales. Je pense que cette intolérance de l'extrême droite signifiera un danger potentiel après le changement démocratique », a-t-il précisé.

Sánchez a exhorté les Cubains de l'île et du dehors à refuser l'intolérance.

Sánchez, quarante-sept ans, dirige la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, un groupe qui surveille les droits de l'homme.

L'activiste a été libéré en mai, trois mois avant d'avoir purgé une condamnation de deux ans pour le crime bizarre d'avoir divulgué de fausses nouvelles, issues de déclarations faites à des journalistes étrangers au sujet de l'exécution du général Arnaldo Ochoa en juillet 1989.

Sánchez est « en libération conditionnelle » à son domicile.

El Nuevo Herald, 27 juillet 1991

*En 1991, par l'intermédiaire d'*El Nuevo Herald*, il tente un rapprochement public, sait-on jamais, avec ceux de Miami qui font leurs valises pour rentrer à Cuba en triomphateurs…*

p. 13

L'ayant constaté à plusieurs reprises, Sánchez le commente à la presse de Miami : entre Felipe González et José María Aznar, les différences au sujet de Cuba « sont simplement de nuances ».

Satisfaction d'un dissident cubain après réunion avec un opposant espagnol
Par Pablo Alfonso
Rédaction d'*El Nuevo Herald*

Le dissident cubain Elizardo Sánchez Santa Cruz a été reçu vendredi à Madrid par le président du parti d'opposition Partido Popular, avec qui il a échangé des vues sur la situation cubaine.

« La réunion a duré à peu près un heure et elle a dépassé toutes mes attentes les plus optimistes », a déclaré Sánchez par téléphone à *El Nuevo Herald* depuis Madrid, après son entretien avec José María Aznar, leader de la droite espagnole.

Sánchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, est arrivé mardi à Madrid dans le cadre d'une tournée qui a commencé en République dominicaine, en compagne de Ramón Cernuda, représentant à l'étranger de la Coordinatrice des organisations des droits de l'homme de Cuba.

Selon les déclarations de Sánchez à la presse, l'objectif de son absence provisoire de Cuba est d'obtenir un soutien multipartite et international au mouvement des droits de l'homme à Cuba.

À Madrid, Sánchez a eu des entretiens avec Javier Solana, ministre des Affaires étrangères, et avec des dirigeants d'organisations d'exilés cubains installés dans cette capitale.

Vendredi, Sánchez et Cernuda ont été invités à une réception à l'ambassade nord-américaine à Madrid à l'occasion du Jour de l'indépendance des Etats-Unis.

Le gouvernement espagnol analysera avec la dissidence interne cubaine et avec une partie de l'exil sa politique future envers Cuba

Elizardo Sánchez a remis un message destiné à Felipe González après son entretien avec Javier Solana, le ministre des Affaires étrangères

Par Alberto Miguel
(Spécialement pour *Diario de las Américas*)

MADRID. Selon des sources diplomatiques espagnoles, le gouvernement espagnol est en train de préparer un nouveau projet politique vis-à-vis de Cuba en vue du Troisième Sommet ibéro-américain de San Salvador de Bahia auquel assisteront le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, Felipe González. Il est plus que probable que le roi ou González y ait un entretien avec Fidel Castro qui assistera aussi au Sommet.

Des fonctionnaires du ministère espagnol des Affaires étrangères ont eu, ces derniers jours, des contacts avec des membres de la dissidence interne cubaine et avec des représentants de l'exil pour analyser avec eux la possibilité de présenter à Castro un projet de transition à la démocratie « autocentré » sur les forces politiques « existant actuellement à Cuba » et tirant parti au maximum de la volonté politique, même minime, existant chez certains secteurs du régime communiste.

Le dissident Elizardo Sánchez Santa Cruz, qui se trouve ces jours-ci à Madrid grâce à une autorisation spéciale du gouvernement castriste pour pouvoir

voyager hors du pays, s'est entretenu récemment avec Javier Solana, ministre des Affaires étrangères, à qui il a remis un message adressé à Felipe González où il lui demande d'intervenir pour que Castro libère tous les prisonniers politiques et lance un processus de changement vers la démocratie. Sánchez pensait remettre ce message personnellement à González car il était prévu que le président du gouvernement socialiste espagnol le reçoive en audience, mais celle-ci a finalement été suspendue. Tout indique que la suspension de l'audience est due à des raisons d'opportunité politique : González ne tient pas à « irriter » Castro par un geste pareil à quelques jours de la réunion du Brésil.

Sánchez a déclaré à Madrid qu'il avait demandé au gouvernement espagnol et aux dirigeants des principales organisations politiques, qu'il rencontrera ces jours-ci, leur soutien pour obtenir une amnistie générale « qui règle une fois pour toutes la situation où se trouvent les centaines de prisonniers de conscience existant actuellement à Cuba ».

Selon Eduardo Sánchez, la quantité de prisonniers politiques à Cuba serait l'une « des plus élevées de la planète »

Le dissident cubain a réitéré au cours des différentes interviews concédées à des médias – dont DIARIO LAS AMÉRICAS – que sa thèse centrale est « l'idée d'une conciliation nationale comme une manière de sortir de la grave crise que souffre aujourd'hui le peuple cubain ».

Au sujet du Troisième Sommet ibéro-américain de Bahia, Sánchez a dit qu'il n'invitait pas cette réunion à « interférer dans les affaires intérieures de Cuba, mais à se prononcer face à un esprit nécessaire de collaboration et de solidarité avec tous les Cubains, y compris le gouvernement de la République ».

Selon Sánchez, la situation économique actuelle provoque un accroissement quotidien de la dissidence interne et du mécontentement social. Dans un autre domaine, le dissident cubain s'est prononcé contre l'embargo nord-américain et la loi dite Torricelli : « Je peux vous assurer que l'opposition modérée dans le pays est contre toute mesure d'embargo ou de sanction économique unilatérale contre n'importe quel pays, que ce soit Cuba, Haïti ou l'Irak. »

Diario Las Américas
3 juillet 1993

p. 14

Castro veut gagner du temps, affirme Sánchez

Barcelone. - Le dissident cubain Elizardo Sánchez Santa Cruz a affirmé mercredi que la position du régime de Fidel Castro « est de se maintenir fermé pour tenter de gagner du temps dans l'attente d'un miracle », selon le journal catalan *Avisi*.

Sánchez est depuis lundi en Espagne où il aura des entretiens avec des dirigeants politiques de ce pays.

Les dirigeants cubains refusent la levée du blocus parce que cela « ferait disparaître tous les alibis politiques qui leur permettent de justifier leur propre gabegie », a affirmé Sánchez qui a précisé ensuite que le régime cubain « jouit

encore d'un soutien important », même si celui-ci « diminue de jour en jour à cause de la crise économique brutale et de la détérioration dramatique et insurmontable ».

Sánchez, en un voyage hors de son pays peu habituel, a dit aussi qu'il est préférable que Castro s'implique dans l'introduction des réformes démocratiques à Cuba plutôt qu'il ne soit renversé.

« Castro pourrait jouer un rôle important et historique en travaillant à tirer Cuba de la terrible situation où elle se trouve », a-t-il signalé.

Sánchez pense exposer sa plaidoirie en faveur de réformes dramatiques à Javier Solana, ministre espagnol des Affaires étrangères. Il a aussi demandé une entrevue avec Felipe González, le président du gouvernement espagnol p.i., mais un porte-parole de celui-ci a dit que la rencontre n'avait pas encore été décidée.

Sánchez, âgé de quarante-neuf ans, qui critique ouvertement Castro et qui a passé huit des douze dernières années en prison, est l'un de la dizaine de dissidents libérés ces dernières semaines, ce qu'il a qualifié de « manoeuvre tactique ».

Sánchez s'est dit surpris d'avoir été autorisé à sortir de Cuba par un gouvernement qui, voilà sept mois, « a ordonné que je sois battu » et en vertu d'une invitation formulée en Espagne depuis 1988, et il n'a pas caché ses craintes que le régime castriste ne tente par là de donner « des signes trompeurs » d'ouverture.

Sánchez, qui est arrivé en Espagne comme la seconde étape d'un voyage qui l'a conduit d'abord en République dominicaine, a dit se trouver à l'étranger à la recherche d'un soutien international pour exercer des pressions sur Castro pour qu'il introduise des réformes dans son régime.

Le dissident a dit qu'il n'était pas en faveur qu'on isole Cuba : « Le gouvernement et le peuple cubains doivent être entourés d'une atmosphère de coopération, parce que les régimes autoritaires comme ceux de Cuba cherchent des ennemis externes pour durcir la répression. »

El Nuevo Herald
1er juillet 1993

« Castro ne veut pas la fin du blocus », dit Elizardo Sánchez

Barcelone, Espagne (AFP). - Le président du Comité pour les droits de l'homme de Cuba, Elizardo Sánchez, a affirmé que la position du régime de Fidel Castro « est de se maintenir fermé pour tenter de gagner du temps dans l'attente d'un miracle », selon des déclarations exclusives au journal catalan *Avisi*, publiées ici.

Les dirigeants cubains refusent la levée du blocus parce que cela « ferait disparaître tous les alibis politiques qui leur permettent de justifier leur propre gabegie », a affirmé Sánchez qui a précisé ensuite que le régime cubain « jouit encore d'un soutien important », même si celui-ci « diminue de jour en jour à cause de la crise économique brutale et de la détérioration dramatique et insurmontable ».

Diario Las Américas

Durant sa tournée en Espagne au début des années 90, il ne cesse d'attaquer Fidel Castro.

p. 15

Fondation Hispano-Cubaine

Conférence d'Elizardo Sánchez

Elizardo Sánchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, offrira jeudi prochain, 29 avril, à 19 h 30, une conférence intitulée : « Un témoignage personnel. Quatre décennies de l'histoire récente de Cuba ».

Elizardo Sánchez, militant socialiste et l'un des fondateurs du mouvement des droits de l'homme, représente un secteur qui a formulé à La Havane, en 1987, une thèse de réconciliation nationale supposant un dialogue et un pardon nationaux, et qui considère que « plus vite nous pourrons entamer des réformes démocratiques à Cuba, et moins longtemps durera l'agonie du peuple cubain ».

La conférence, organisée par la Fondation hispano-cubaine, aura lieu 15 calle Génova, au 2e étage.

A chaque tournée à l'étranger, Sánchez a pu compter sur le soutien et les ressources des organisations chargées de diriger les principales attaques médiatiques contre Cuba.

p. 16

La propagande médiatique a tellement magnifié ces individus que différents gouvernements ont été incités à les récompenser. (Ici, en compagnie de Jacques Chirac.)

Les diplomates nord-américains à La Havane connaissent bien le chemin du domicile de Sánchez.

p. 17

Rencontre discrète entre Mas et Sánchez

Par Pablo Alonso
Rédaction d'*El Nuevo Herald*

3 janvier 1997

Dans le cadre d'une série de rencontres discrètes avec des dirigeants politiques de l'exil, le dissident cubain Elizardo Sánchez s'est réuni la semaine dernière avec le président du Conseil de direction de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), Jorge Mas Canosa, selon ce que des sources fiables ont confirmé à *El Nuevo Herald*.

Selon ces sources, la réunion a eu lieu chez Mas Canosa, le 25 décembre dernier, jour de Noël, et Francisco Pepe Hernández et d'autres cadres de la FNCA y ont aussi participé. Néanmoins, la teneur de ces conversations reste entourée d'un voile de silence.

Des dirigeants de la FNCA, interrogés par *El Nuevo Herald*, ont démenti catégoriquement cette information, tandis que Sánchez a signalé qu' « il n'y a pas encore eu de rencontre formelle avec le dirigeant de la FNCA, mais que nous espérons qu'elle pourra avoir lieu ».

Interrogé pour savoir si, par « formelle », il voulait dire par là qu'il avait eu des réunions informelles avec des dirigeants de la Fondation, Sánchez s'est borné à répondre : « Cela veut dire exactement que nous ne sommes pas réunis formellement. »

La rencontre entre Sánchez et Mas Canosa, dont les organisations respectives maintiennent des positions et des stratégies contraires au sujet de la situation cubaine, pourrait être interprétée comme un effort mutuel pour rapprocher ces positions en vue d'atteindre leurs objectifs communs de démocratisation dans l'île.

Néanmoins, à Sánchez qui est sorti de Cuba avec une autorisation temporaire, la réunion avec la FNCA peut coûter cher à son retour. Le gouvernement de Fidel Castro est particulièrement agressif envers la FNCA qui a parrainé des projets comme la récente loi Helms-Burton qui renforce l'embargo économique nord-américain contre l'île.

« Il n'y a rien de nouveau à ça, parce que, chaque fois que je sors temporairement de l'île, je me réunis avec des représentants de tout l'éventail politique cubain », a dit Sánchez. « Par ailleurs, nous savons déjà que les gouvernants cubains actuels n'aiment rien de ce qui signifie une convergence de l'opposition démocratique. »

Sánchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, est arrivé à Miami le 23 décembre dernier après avoir reçu à Paris le prix des droits de l'homme de la République française. À son passage en Espagne, il a été reçu par d'importantes figures politiques de ce pays, dont le président du gouvernement José María Aznar et l'ancien président Felipe González.

Depuis son arrivée à Miami, il a eu environ une douzaine de réunions discrètes avec des représentants d'autant d'organisations politiques et des droits de l'homme.

Sánchez a dit que, même si le projet et l'ordre du jour de son organisation concernent exclusivement les droits de l'homme, cela n'empêche pas qu'il ait des échanges avec des organisations politiques.

« Je ne peux ignorer qu'un rôle très important incombe aux organisations politiques de l'opposition et au gouvernement pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays d'une façon soutenue et irréversible », a-t-il affirmé.

Samedi, Sánchez a eu une réunion avec Ricardo Bofill, président du Comité cubain pour les droits de l'homme, au cours d'une rencontre où les deux dirigeants ont mis de côté des rancoeurs personnelles et des divergences politiques vieilles de plus de dix ans.

Sánchez et Boffil, deux des dirigeants fondateurs du mouvement des droits de l'homme à Cuba les plus connus, se sont assis ensemble autour d'une table pour la première fois depuis que tous deux avaient pris leurs distances à La Havane en 1987 et que Sánchez avait abandonné le Comité pour fonder sa propre organisation.

« Personne n'a parlé du passé, nous n'avons parlé que de l'avenir, de ce que nous pouvons faire en commun », a affirmé Bofill au sujet de l'ordre du jour de la réunion.

Selon Bofill, décision a été prise à cette réunion de collaborer avec des organisations internationales des droits de l'homme, de concerter des efforts pour que le mouvement des droits de l'homme à Cuba puisse obtenir le statut d'organisation non gouvernementale devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et de coordonner l'aide aux Cubains rapatriés à Cuba par les Etats-Unis, entre autres questions.

De son côté, Sánchez a qualifié la rencontre comme « un mini-sommet cubain des droits de l'homme ». Ramón Cernuda, représentant à l'extérieur de la Coordinatrice des organisations des droits de l'homme de Cuba, Roberto Bismarck, vice-président du CCPDH, ainsi que Lino Sánchez et Héctor Aguilera, tous deux de la CCDHRN, ont assisté aussi à cette réunion.

« Nous avons profité de la réunion pour identifier des domaines de coopération importants », a affirmé Sánchez.

Parmi les organisations avec lesquelles Sánchez a eu des réunions, figurent le Bureau d'information du mouvement des droits de l'homme ; la Coordinatrice sociale-démocrate de Cuba ; le Parti démocrate-chrétien ; l'Union libérale ; le Directoire révolutionnaire démocratique cubain ; le Mouvement démocratie ; le Parti d'unité nationale démocratique (PUND) et Cuba indépendante et démocratique (CID).

« J'ai senti chez tous un climat très cordial, de compréhension mutuelle, tout en reconnaissant des différences en matière de milieux et de méthodes de travail », a dit Sánchez.

Hubert Matos, secrétaire général du CID, a dit que la réunion avec Sánchez a eu lieu dans le local de cette organisation et que la question cubaine y avait été abordée à fond, les deux organisations ayant présenté leurs différences et leurs coïncidences.

« Nous soutenons par principe toute la résistance interne », a dit Matos.

Il a ajouté que le CID avait signalé à Sánchez que sa proposition que Castro dirige un processus de démocratisation à Cuba « est totalement irréalisable, parce que Castro a largement fait la preuve qu'il n'était disposé à céder quoi que ce soit ».

Matos a dit aussi que le CID était en désaccord avec Sánchez selon qui des négociations préalables entre les Etats-Unis et Cuba étaient une condition requise de la démocratisation de l'île.

« Le problème est celui d'un régime despotique avec un peuple qui ne veut pas vivre dans le despotisme ; les différends entre les Etats-Unis et Cuba sont autre chose », a souligné Matos.

Sánchez a expliqué que sa réunion avec le PUND, une organisation qui mène des actions armées pour renverser le gouvernement cubain, a été motivée par la nécessité d'obtenir des informations familiales qui facilitent la défense des commandos de cette organisation arrêtés lors d'actions d'infiltration dans l'île.

« L'organisation que je représente a pris en charge la défense de ces hommes, en particulier d'Humberto Eladio Real Suárez, condamné à mort », a dit Sánchez. « Nous dirigeons actuellement une campagne mondiale pour une commutation de peine. »

Sánchez est parti samedi soir pour New York afin de rencontrer l'ancien président vénézuélien, Carlos Andrés Pérez, avec qui…

El Nuevo Herald *de janvier 1997 se fait l'écho des contacts secrets avec Mas Canosa, Pepe Hernández et d'autres chefs de la FNCA à la fin de l'année précédente.*

pp. 18-19

FONDATION NATIONALE CUBANO-AMÉRICAINE (FNCA)

Durant la campagne électorale de 1980, d'importants idéologues du Parti républicain parlèrent ouvertement de « la nécessité » de constituer un groupe de pression cubano-américain qui exercerait une influence supplémentaire sur le Congrès contre la Révolution cubaine, qui servirait en plus à favoriser les aspirations électorales des républicains et qui contribuerait enfin à la concrétisation des visées agressives envers l'Amérique latine contenues dans la plate-forme néo-conservatrice adoptée à la Convention républicaine : le programme dit de Santa Fe, qui fut avalisée ensuite par une directive présidentielle de Reagan et dont les principes furent aussitôt appliqués comme ligne politique contre Cuba.

Richard Allen, conseiller de Reagan en matière de sécurité nationale, fut chargé de structurer ce groupe de pression cubano-américain en vue de quoi il entra en contact avec des Cubains fortunés, déjà formés et utilisés par la CIA.

Et c'est ainsi que la Fondation nationale cubaino-américaine (FNCA) vit le jour en 1981, devenant l'instrument politique préféré de l'administration Reagan contre Cuba et dans les actions secrètes contre l'Amérique latine. La FNCA devint de plus un appareil stratégique en vue du contrôle politique de Miami et du soutien au terrorisme contre Cuba, et une source d'enrichissement personnel d'un groupe de mafieux d'origine cubaine. A titre de preuve, le fait que la fortune personnelle de

Jorge Mas Canosa, son président, grimpa de neuf millions de dollars en 1980 à plus de cinq cents en 1997, où il meurt.

La FNCA a toujours été aux prises à de graves contradictions internes, du fait, notamment, de la rivalité entre ses cadres pour le partage des avantages économiques associés à des négoces douteux et pour la distribution des contrats publics à Miami et dans d'autres localités. Les rancoeurs et les luttes pour le pouvoir en son sein ont conduit plusieurs de ses cadres, au terme d'un gros scandale, à s'en séparer et à créer une nouvelle organisation baptisée Conseil de la liberté de Cuba. Plusieurs des principaux cadres dirigeants de la FNCA ont été jugés sous les accusations de corruption, de subornation et d'autres genres de méfaits, à Miami même qui ne se caractérise pas, tant s'en faut, par l'honnêteté et la décence administratives et judiciaires.

C'est à travers son Comité d'action politique que la FNCA a versé des milliards de dollars à des politiques nord-américains en vue de compromettre leurs votes en faveur de ses initiatives contre Cuba et d'obtenir de juteux contrats financés sur le budget des localités et du gouvernement au bénéfice de ses cadres.

La FNCA s'attribue, entre autres « démarches réussies », les mesures et lois les plus hostiles adoptées par les différentes administrations et par le Congrès nord-américain contre Cuba, telles que le lancement et le maintien d'agressions radio et TV par l'intermédiaire d'émetteurs publics des USA et les lois connues comme Torricelli et Helms-Burton qui visent a aggraver les retombées négatives du blocus sur le peuple cubain.

La FNCA a collecté des fonds pour défendre des terroristes d'origine cubaine incarcérés et pour assurer leur fugue, comme c'est le cas de Luis Posada Carriles et des frères Guillermo et Ignacio Novo Sampoll.

Mais, ce qui est pire, elle a elle-même financé et préparé des actions terroristes. Ainsi, en 1991, elle a offert de l'argent à deux personnes pour se rendre à Guadalajara (Mexique) où se tenait le premier Sommet ibéro-américain et assassiner Fidel Castro.

En 1992, elle a créé une structure clandestine de nature terroriste nommée Commission de sécurité (ou Groupe paramilitaire) avec laquelle Mas Canosa prépara un attentat contre Fidel Castro lors de sa visite en Espagne. On comprend pourquoi, cette même année, l'organisation America's Watch – qui est loin, tant s'en faut, de sympathiser avec la Révolution cubaine – l'accusait de créer « un climat de violence » dans le sud de la Floride.

En 1993, la Commission de sécurité devint le Front national cubain, mais ses objectifs restaient inchangés. Ainsi, en 1994, Mas Canosa demanda de recruter des terroristes entraînés dans des campements paramilitaires de Miami pour réaliser des actions de cette nature depuis l'Amérique centrale. Cette même

année, donc, le FBC planifia deux attentats contre Fidel Castro : au cours du Sommet ibéro-américain de Cartagena de Indias (Colombie) et en Afrique du Sud.

Le 11 août 1997, vingt-huit cadres du FNCA signèrent une lettre (publiée dans le journal de la mafia cubano-américaine, *El Nuevo Herald*) défendant les plasticages d'hôtels de La Havane qui provoquèrent, entre autres dégâts, la mort d'un jeune touriste italien. On comprend pourquoi : c'est la FNCA qui avait financé et préparé cette campagne terroriste menée par des terroristes d'Amérique centrale.

p. 20
Hubert Matos Benítez

Petit propriétaire terrien, il rejoint la lutte contre Batista au premier semestre de 1958 et termine la guerre avec le grade de commandant. Il avait derrière lui les gros propriétaires terriens, la bourgeoisie et le clergé réactionnaire de la province d'Oriente.

Nommé chef du régiment de l'Armée rebelle dans la province de Camagüey, il se mutine avec ses troupes le 19 octobre 1959 sous prétexte de la présence de communistes au Gouvernement révolutionnaire. Le commandant Camilo Cienfuegos parvient à obtenir sa reddition. Deux mois plus tôt, parmi des documents saisis sur des individus en provenance de Saint-Domingue et participant à la conspiration du dictateur Trujillo, on avait trouvé une lettre qui recommandait d'entrer en contact avec Matos.

Condamné pour conspiration, il est libéré en 1979. Selon le journaliste Luis Manuel Martínez, il est dès lors totalement « entre les mains de la CIA ». Par ailleurs, le gouvernement nord-américain lui octroie deux cent mille dollars pour fonder l'organisation contre-révolutionnaire Cuba indépendante et démocratique dont il devient président.

C'est aussi avec l'argent des contribuables nord-américains qu'il lance la radio *La Voz del CID.*

« Je suis sûr que les gens à Cuba et en exil sont convaincus que les Etats-Unis sont le meilleur pays au monde et que leurs institutions sont les meilleures de la planète. »

Hubert Matos aux journalistes Hernando Calvo et Katlijn Declerq, in *¿Disidentes o mercenarios ?*, La Havane, 2000, Casa Editora Abril.

p. 21
Nelsy Ignacio Castro Matos

Cet individu, de nationalité cubaine, est lié aux organisations contre-révolutionnaires Cuba Independiente y Democrática (CID), Resistencia Nacional Cubana (RNC) et Partido Unidad Nacional Democrática (PUND). Il a été associé à des plans paramilitaires de plusieurs organisations terroristes à Miami, comme Alpha 66 et Comando de Organizaciones Revolucionarias Unidas (CORU). Il est ami intime des célèbres terroristes Luis Posada Carriles et Orlando Bosch Ávila.

En 1980, il rejoint au Venezuela l'organisation contre-révolutionnaire Cuba Independiente y Democrática (CID) comme membre de son appareil secret subversif. Dans les années 80, il commence à participer à des plans d'attentats contre Fidel Castro. En 1990, il crée au Nicaragua, conjointement avec le terroriste Sixto Reynaldo Aquit Manrique, le Partido Democrático Cubano, de courte durée. En juillet 1992, il dirige des plans pour dynamiter des bateaux cubains à Saint-Domingue. En 1997, il crée sa propre organisation en quête du vedettariat et pour intensifier les niveaux d'agressivité contre Cuba, Resistencia Nacional Cubana, qui, sous la direction de Ignacio Castro, prépare des plans violents qu'il tente d'exécuter en province grâce à la formation de cellules clandestines, à travers des membres de l'organisation qui arrivent à Cuba à bord des vols de la communauté cubaine établie aux États-Unis.

p. 22

Domingo Moreira père

Cet individu, de nationalité cubaine et citoyenneté nord-américaine, lié par le passé à la tyrannie de Batista, est membre de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA). Il a alloué des fonds tiré de sa propre fortune à des organisations terroristes, telles qu'Alpha 66 et la FNCA. Il entretient des liens étroits avec d'anciens militaires et hommes politiques guatémaltèques d'extrême droite. Suite au démantèlement de la station de la CIA à Miami vers la fin des années 60, il acheta à bas prix plusieurs vedettes des équipes d'infiltration, avec lesquelles il put démarrer ses affaires. Il a été l'un des fondateurs de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) en 1981, faisant partie du groupe qui, compte tenu de son influence sur l'organisation, a été baptisé Los Siete Magníficos. Il est à la tête du Comité d'action politique de la FNCA qui s'occupe des contributions aux hommes politiques, un poste occupé maintenant par son fils. Il maintient des liens étroits avec des extrémistes cubains dans la région centraméricaine dont il soutient les actions violentes contre notre pays.

Domingo R. Moreira fils

Ressortissant cubain à citoyenneté nord-américaine. Tout comme son père, il entretient des liens étroits avec la FNCA dont il est cadre. Il a occupé divers postes à l'office de Washington depuis sa création. Il a été l'un des plus proches collaborateurs de Más Canosa et figure parmi ceux qui ont apporté les plus grosses sommes d'argent à l'organisation. Il soutient financièrement les Cubains

contre-révolutionnaires basés en Amérique centrale afin que ceux-ci puissent réaliser des actions violentes.

p. 23

Andrés Nazario Sargen

Ce personnage est lié à l'organisation terroriste Alpha 66 dont il a été élu secrétaire général en 1967. Dès lors, il organise des plans terroristes contre Cuba. En 1973, il participe à des attaques pirates contre des bateaux cubains. Il a participé aux préparatifs de plans d'attentats contre Fidel Castro lors de voyages au Brésil, en France, en Espagne et en République dominicaine. Il dirige des infiltrations, des plans de soulèvements, des actions paramilitaires et des sabotages contre Cuba. Il maintient des contacts étroits avec les terroristes Orlando Bosch Ávila, Luis Crespo et Roberto Martín Pérez, qui l'ont soutenu dans le financement d'opérations violentes. En 1997, il a revendiqué les attentats à la dynamite perpétrés à Cuba. Cette même année, il a orchestré des actions violentes contre la délégation cubaine qui allait participer au Sommet ibéro-américain au Venezuela. Fin 1997, il a peaufiné des opérations à l'intérieur de l'île pour essayer de semer la terreur et encourager ainsi des troubles pendant la visite du pape. De même, il a encouragé la création de cellules internes pour réaliser des actes terroristes. Ses armes à longue portée sont cachées à Miami.

p. 24

Les contacts s'intensifient avec des politiques des USA

La Havane.- Les contacts d'hommes politiques nord-américains avec Cuba se sont intensifiés « ces derniers temps » par des visites dans l'île qui incluent des rencontres avec des autorités et, dans certains cas, avec la dissidence, a affirmé hier l'activiste des droits de l'homme, Elizardo Sánchez.

Il a indiqué en guise d'exemple que hier à midi, deux législateurs d'Arkansas, Blanche Lambert Lincoln et Marion Berry, ont eu une rencontre de trois quarts d'heure chez lui, dans la commune Playa.

« Ce type de rencontres a tendance à augmenter ces derniers temps, ce qui est en rapport avec la plus grand nombre de visites à Cuba de politiques, d'hommes d'affaires et d'organisations de la société civile nord-américaine », a dit Sánchez, de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale (CCDHRN), illégale mais tolérée.

Sánchez a conversé avec les deux législateurs sur la question des relations Cuba-USA, rompues depuis plus de quatre décennies, et sur les efforts en cours pour les normaliser.

Au cours de la conversation, Sánchez a aussi parlé de « la situation des droits de l'homme civils et politiques, mais je n'ai malheureusement pas pu peindre un tableau positif, heureux, parce qu'il persiste à mes yeux une situation très défavorable à Cuba dans ce domaine. »

Sánchez a signalé que, dans le cadre de ces rencontres, il a prévu de se réunir cette semaine avec d'ex-législateurs nord-américains parmi lesquels se trouve, a-t-il dit, un conseiller en questions culturelles du président Bill Clinton.

En plus des deux législateurs, un groupe de fermiers d'Arkansas, le vice-président de l'influente Chambre de commerce des Etats-Unis, Graig Johnstone, qui représente trois millions d'entreprises, et quatre anciens législateurs, ont visité l'île cette semaine ou s'y trouvent encore.

On attend en juin un groupe d'hommes d'affaires nord-américains intéressés par des investissements dans l'île quand Washington lèvera l'embargo.

Elizardo Sánchez
Av. 21, nº 3014 entre 30 y 34
Playa, La Habana, Cuba
Tél. : (537) 23-85-84

El Nuevo Herald
Jeudi 1er juin 2000

Chaque fois qu'un fonctionnaire, un législateur ou une personnalité des USA vient à La Havane, la SINA utilise ses salariés pour offrir au visiteur la « version cubaine » que Washington veut écouter.

Disidente Universal de Puerto Rico
Samedi 22 juillet 1995 DIARIO LAS AMÉRICAS

La sous-secrétaire d'Etat visite l'Eglise et les dissidents

La Havane (EFE). – La sous-secrétaire d'Etat adjointe pour l'Amérique centrale, les Caraïbes et Cuba, Ann Patterson, s'est entretenue avec des représentants de l'Eglise catholique et des activistes connus des droits de l'homme, après avoir conclu un cycle de négociations migratoires avec Cuba, à la tête de la délégation nord-américaine.

Lors de la réunion avec la hiérarchie de l'Eglise catholique cubaine, le directeur de l'organisation humanitaire Caritas, Rolando Suárez, lui a expliqué qu'elle avait distribué en 1994 une aide évaluée à sept millions de dollars et qu'elle espérait atteindre quatorze millions en 1995.

Selon des sources ecclésiastiques, Suárez a expliqué les modalités de cette distribution à la fonctionnaire nord-américaine, qui a souhaité connaître les retombées de la crise économique, parfois très dramatiques, sur la population cubaine.

Patterson a aussi eu un échange d'impressions avec les activistes des droits de l'homme, Elizardo Sánchez et son frère Gerardo, de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, Jesús Yanes Pelletier, du Comité cubain pour les droits de l'homme, et Oswaldo Payá, du groupe Mouvement chrétien Libération.

La réunion a porté sur les relations migratoires et sur d'autres points concernant les relations bilatérales entre Cuba et les USA, et sur la situation des droits de l'homme dans l'île, a affirmé Sánchez.

Sánchez a informé Patterson qu'à « la veille du 13 juillet, une trentaine de dissidents ont été arrêtés », ce qui, de son point de vue « prouve que la situation des droits civils et politiques dans le pays empire ».

Il lui a aussi donné son opinion au sujet de ce dernier cycle de conversations migratoires tenu cette semaine à La Havane et dont les résultats visibles, selon Sánchez, « n'ont pas été spectaculaires ».

« Ces conversations vont lentement et avec des réticences, et je vois avec beaucoup de pessimisme l'avenir à court terme des relations entre les deux gouvernements, à cause de l'attitude immobiliste qu'ils partagent, si bien qu'il faut s'attendre à ce que ce climat anachronique de la guerre froide subsiste », a dit Sánchez à EFE.

Il a ajouté avoir transmis à la fonctionnaire nord-américaine son souhait de voir augmenter les contacts entre les deux sociétés, s'améliorer les communications et œuvrer les deux gouvernements dans la perspective d'une future normalisation de leurs relations.

Le quatrième cycle de conversations pour la vérification du respect des accords migratoires a conclu mardi, et Ann Patterson est le plus haut fonctionnaire des USA à visiter Cuba en bien des années.

À MALIN MALIN ET DEMI

La « dissidence » à Cuba est devenue une bonne affaire. Etre contre-révolutionnaire n'est pas une qualité politique en soi, mais un emploi qui permet une vie facile. Quelqu'un les a qualifiés de « travailleurs au compte des Etats-Unis à des fins d'exportation ».

Si Ricardo Bofill et Elizardo Sánchez ont tiré une conclusion depuis qu'ils se sont lancés dans la « dissidence » à leur sortie de la fac de philo dans les années 60, ensuite dans les travaux conspiratifs de la micro-faction et plus tard dans le groupuscule censément pour les droits de l'homme, c'est, comme le disait fréquemment le premier, « c'est qu'il faut bien vivre ».

On sait pertinemment, et les médias en parlent depuis des années, que ce qui distingue ces personnages de la dissidence, ce sont les alliances et les rivalités entre eux pour les fonds en provenance de Washington, à quoi s'ajoutent les tensions avec les organisations de la mafia de Miami du fait des liens de dépendance.

« Tous les dissidents continuent de dénoncer les violations des droits de l'homme par Castro, mais ils le font depuis des perspectives et des organisations différentes, dont beaucoup polémiquent entre elles », écrivait *El Nuevo Herald* dans un article de février 1992 qui analysait le sort de l'argent fourni par la National Endowment for Democracy (NED), une institution publique nord-américaine qui avait, l'année précédente, avait augmenté de cent pour cent son soutien financier aux programmes en faveur de « la cause des dissidents cubains ».

Il était évident que, alors pourtant que l'Agency for International Development des Etats-Unis (US/AID) n'était pas encore entrée en action et que l'argent provenait surtout du budget assigné aux services secrets, la manne atteignait déjà des millions de dollars.

On comprend donc l'enthousiasme de Carl Gershman, président de la NED, quand il déclarait à la presse de Miami en 1992 : « Cuba est une priorité… parce que les groupes dissidents pourraient se convertir en partis politiques dans la Cuba d'après Castro. »

Et *El Nuevo Herald* devait reconnaître dix ans plus tard, en février 2002, que la référence à la « démocratie » était un bon filon puisqu'il intitulait l'article en question comme suit : « Les millions pleuvent sur Miami en vue du changement à Cuba ».

Pour Elizardo Sánchez, le plus beau moment de sa vie était venu : il était le « dissident le plus éminent de l'île » et il fallait bel et bien compter sur lui, malgré les nombreux rivaux ingrats qui prétendaient le mettre sur la touche pour suivre à leur tour « la route de l'argent ».

Depuis, il a su supporter sans trop de contretemps les interminables fêtes et dîners à la SINA et dans d'autres sièges diplomatiques, ce qui a assis son statut de « dissident » et lui assure de bons revenus, sans parler des tournées internationales qui durent des mois – on murmure qu'elles lui servent entre autres à placer de l'argent à l'étranger – les prix et les fonds additionnels que lui destinent personnellement le gouvernement des USA, la mafia terroriste de Miami et des gouvernements complices de la politique anticubaine de Washington.

Ainsi, rien qu'en 2002, avant d'abandonner son poste, la chef de la SINA, actuellement ambassadrice au Mali, Vicky Huddleston, a invité M. Sánchez Santa Cruz à un petit déjeuner le 15 mars, le 29 juin, le 1er juillet et le 12 juillet ; à un déjeuner, le 12 février, le 17 mai et le 6 juin ; et à un dîner, le 4 mars. Le profiteur n'en est jamais

reparti les mains vides, cette liste n'incluant pas les réceptions et d'autres activités offertes par la SINA.

Au cours de ces activités au siège diplomatique de ses chefs, Sánchez Santa Cruz fait preuve d'une habileté spéciale pour s'emparer des boîtes contenant des radios et des équipements électroniques qui y sont distribués et pour se procurer une abondante littérature subversive et des cassettes vidéo.

Quant à ses périples à l'étranger, le financement croissant reçu par Sánchez Santa Cruz semble ne pas avoir des limites et avoir augmenté au fil des années. Ses voyages prolongés impliquent bien entendu d'énormes frais d'hébergement et autres toujours assumés diligemment par ses « généreux » promoteurs.

Ses voyages ont presque toujours pour but la remise d'un prix ou la possibilité de donner des « conférences rémunérées » dans des universités qui encouragent la « transition pacifique vers la démocratie » à Cuba, évidemment sous les auspices du gouvernement des États-Unis.

Personne ne serait capable de calculer les sommes investies pendant ces années dans la fabrication et la projection internationale de l'« image » de Sánchez Santa Cruz. Non seulement des prix, mais encore de « généreuses » contributions en liquide se chiffrant à des dizaines de milliers de dollars.

Parmi les voies utilisées par le gouvernement nord-américain pour soutenir et financer directement Sánchez Santa Cruz, citons en particulier la tristement célèbre Radio Martí ; l'organisation quasi-gouvernementale Human Rights Watch ; l'agent de la CIA, Frank Calzón ; de nombreux dirigeants de la maffia terroriste cubano-américaine, comme Frank Hernández Trujillo et le multimillionnaire d'origine cubaine établi à Miami, Eduardo Pérez Goicochea.

En Espagne, le « démocrate » José María Aznar ; le contre-révolutionnaire d'origine cubaine et agent de la CIA Carlos Alberto Montaner ; la Fondation Hispano-cubaine, sœur jumelle de la FNCA et même l'Agence de coopération internationale du ministère espagnol des Affaires étrangères, pour n'en citer que quelques-uns, lui ont fourni du soutien et payé de nombreux frais.

On dit que pour « gérer » sans conflits l'argent qu'il reçoit et d'autres ressources destinées à la subversion à Cuba, Sánchez Santa Cruz applique la maxime des politicards cubains sous la néo-colonie : *le requin se baigne, certes, mais il éclabousse*. Pour stimuler ses collaborateurs, il leur remet un dollar par jour, ce qui représente une partie dérisoire de l'argent qu'il reçoit.

La Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation délivre de temps à autre des reçus attestant de la remise de trente dollars « humanitaires » par mois à ses membres. En outre, Sánchez Santa Cruz distribue à ses collaborateurs des produits de toilette, des vitamines et des médicaments en provenance de Miami. Le peuple cubain continue de supporter d'énormes pénuries découlant du blocus et de la politique d'hostilité imposée par le gouvernement des États-Unis, alors que les profiteurs et les mercenaires de la contre-révolution reçoivent leur « petite aide pour survivre », fournie ni plus ni moins que par le gouvernement nord-américain, ses alliés de Miami et ses complices établis dans d'autres coins du monde qui imposent, maintienne ou soutiennent le criminel blocus imposé à Cuba.

Jouant un rôle de « bienfaiteur » des proches des contre-révolutionnaires à Cuba, Sánchez Santa Cruz a tout fait pour devenir le bénéficiaire unique de ressources qu'il doit censément distribuer par la suite aux autres.

Le « budget » mis à la disposition d'Elizardo Sánchez Santa Cruz pendant ces années-ci se chiffre à plusieurs centaines de milliers de dollars.

Le parrain

Il ment donc chaque fois qu'il dit ne pas toucher de fonds nord-américains pour développer ses activités : ces derniers temps, il en a reçu à ce titre plus de 200 000 dollars. Parmi les bâilleurs de fonds, on peut citer les services secrets, diverses organisations censément « non gouvernementales » qui servent de couverture dans ce sens au gouvernement et l'Agency for International Development (US/AID) qui est censée se consacrer à l'Aide publique au développement et dont les fonds sont détournés pour financer les activités contre-révolutionnaires d'Elizardo Sánchez et de ses complices et pour leur permettre de mener un train de vie qui offense le peuple cubain.

Ainsi, une partie des fonds de l'US/AID a été expressément approuvée pour soutenir différentes organisations qui collaborent au programme nord-américain visant à promouvoir la « transition rapide et pacifique à la démocratie » à Cuba, autrement dit, le renversement de la Révolution cubaine. Aussi sidérant que cela puisse paraître, cet argent est inscrit officiellement au budget des États-Unis pour encourager la subversion de l'ordre constitutionnel d'un autre pays, Cuba en l'occurrence.

On sait qu'au moins trois organisations nord-américaines canalisent des fonds de l'US/AID, dont une partie va à Elizardo Sánchez Santacruz : l'*Instituto para la Democracia en Cuba* qui, selon le programme Cuba de l'US/AID rendu public en mai 2003, a déjà versé un million de dollars ; le *Centro para una Cuba Libre*, auquel l'US/AID a alloué 3 317 479 dollars, et *Freedom House* à laquelle l'US/AID a déjà fourni 500 000 dollars pour le projet *Transición en Cuba* et 1 325 000 dollars pour le projet *Democracia Cubana*.

Par ailleurs, de 1995 à 2000, Elizardo Sánchez a reçu au moins 95 000 dollars au titre de contributions et de prétendues collectes publiques organisées par ses complices à Miami et d'autres « amis ». À quoi viennent s'ajouter 23 000 dollars reçus au titre de certains « prix » décernés, qui constitue un autre moyen de financer son activité contre-révolutionnaire et sa vie opulente. Ces chiffres ne comprennent pas des montants encore non définis, provenant d'autres organisations qui servent de couverture au gouvernement des États-Unis ou à ses services secrets.

Bien qu'une bonne quantité des sommes remises à Sánchez Santacruz soit censément destinée à l'aide économique des prisonniers contre-révolutionnaires et de leurs proches, une part importante a grossi les « comptes personnels » du profiteur.

Sánchez Santacruz s'attache aussi à « enfler » les listes des familles qui reçoivent censément de l'aide. Par exemple, dans l'une des dernières listes de l'an 2000, de quelque 350 contre-révolutionnaires pour lesquels il avait reçu de l'argent, il n'a remis que de dix à trente 30 dollars à 80 d'entre eux. Des reçus sont là pour le prouver.

Plusieurs exemples apparaissant dans les sections Témoignages documentaires et visuels prouvent ces mouvements d'argent.

Le 31 juillet 2002, Elizardo Sánchez Santacruz écrit une lettre à l'agent de la CIA, Frank Calzón, directeur exécutif pour les droits de l'homme de l'organisation contre-révolutionnaire Centro para una Cuba Libre pour lui « rendre compte » de l'utilisation des ressources remises censément au titre d'« aides fournies à des prisonniers de conscience cubains » pendant les mois d'avril, mai, juin et juillet : le montant total à justifier est de 2 400 dollars, mais le solde final n'est que de 1 800. Le 20 novembre, il l'informe de la « distribution » d'autres sommes. Le 15 janvier 2003, il lui dit avoir « distribué » 1 200 dollars, le solde étant de 800 dollars.

Dans cette dernière lettre, en plus de demander des fonds supplémentaires, il l'informe de la détention de trente-six contre-révolutionnaires à La Havane et lui demande de divulguer à travers son organisation les communiqués qu'il a rédigés pour pouvoir obtenir des ressources accrues.

Les 14 juin et 20 novembre 2002, il écrit à Frank Hernández Trujillo, chef de l'organisation contre-révolutionnaire de Miami, *Grupo de Apoyo a la Disidencia*, pour l'informer en avoir reçu 1 000 dollars et 5 000 dollars respectivement.

Tout compte fait, on constate sans peine que les sommes envoyées aux « dissidents » cubains se situent bien en dessous des sommes élevées que reçoivent les organisations basées aux USA : ainsi le *Grupo de Apoyo a la Disidencia* a reçu rien qu'en 2002 la somme de 1 200 000 dollars de la part de l'US/AID pour semer la subversion à Cuba.

La connexion européenne

Mais les organisations contre-révolutionnaires établies à Miami et leurs donateurs officiels nord-américains ne sont pas les seuls à apporter des fonds destinés à la subversion contre-révolutionnaire, où Sánchez Santacruz a joué un rôle marquant comme « homme d'affaires ». D'autres gouvernements européens le font aussi. Deux exemples.

Le 28 novembre 2001, le ministère espagnol des Affaires étrangères a remis à Elizardo Sánchez Santa Cruz, par le biais de l'Agence pour la coopération internationale, 50 000 dollars pour promouvoir la contre-révolution à Cuba. Le document officiel attestant du don et signé par le secrétaire général de cette agence, établit, entre autres choses, que les ressources accordées seront consacrées à l'« *aide économique, à l'assistance et aux contacts avec des groupes indépendants de l'État désireux de créer de véritables organisations non gouvernementales, dont des associations de travailleurs, de professionnels, d'étudiants, de voisins, d'écologistes, des associations politiques, littéraires, journalistiques et autres* ».

Toujours selon ce document espagnol, une partie de ces ressources a aussi pour but d'aider les activistes qui se consacrent en plein temps aux activités de l'organisation dirigée par Sánchez Santa Cruz, de payer les voyages et les communications avec la province, d'élargir le réseau d'observateurs et d'activistes ; de contribuer à la reproduction et à la distribution de documents et autres matériaux d'information ; ainsi qu'aux communications téléphoniques et postales avec l'étranger, à des fins de contact avec les organismes internationaux, la presse, les gouvernements et les personnes qui s'intéressent à la situation cubaine.

La « solidarité » du gouvernement conservateur espagnol avec la contre-révolution cubaine ne surprend personne. N'a-t-il pas encouragé et soutenu les forces putschistes au

Venezuela ? N'a-t-il pas été l'un des défenseurs les plus ardents de la guerre de conquête impériale des États-Unis contre le peuple iraquien ? Nostalgiques de l'empire colonial, ceux qui gouvernent aujourd'hui en Espagne sont des experts en actions secrètes et en ingérence.

Il est cependant curieux qu'Elizardo Sánchez Santa Cruz qui se dit socialiste, alléguant qu'il est **«** *trop vieux pour changer* **»**, accepte de recevoir sans ciller l'appui et le financement d'un gouvernement espagnol de droite, aussi conservateur et aussi réactionnaire que celui que préside José María Aznar ! Et il est encore plus surprenant qu'un homme de droite aussi conséquent que ce dernier destine des fonds de son pays à un homme qui dit professer les mêmes tendances que ses ennemis jurés ! Les prétendues barrières idéologiques s'effondrent à la moindre injonction impériale.

Deuxième exemple. Le 28 janvier 2002, Elizardo Sánchez informe l'ambassade de Norvège au Mexique qu'il a reçu 24 495 dollars de ce pays. Le 18 janvier 2003, il informe avoir reçu 26 074 dollars et réclame aux autorités norvégiennes des ressources supplémentaires.

Or, au moment où le gouvernement norvégien allouait des fonds à une organisation consacrée à bouleverser l'ordre constitutionnel à Cuba, il réalisait des démarches auprès du ministère cubain des Relations extérieures en vue de renouer les échanges entre les institutions officielles des droits de l'homme !

Par ailleurs, le manque de rigueur comptable des registres de Sánchez est on ne peut plus symptomatique : ainsi, l'« aide humanitaire » aux contre-révolutionnaires – qu'il tente de présenter faussement comme des « prisonniers de conscience » – et à leurs proches a été en fait destinés à payer des salaires à des mercenaires annexionnistes alors en liberté.

Par exemple, un récépissé pour un montant de 500 dollars signé par Vladimiro Roca Antúnez dit textuellement :

> *Par la présente, je certifie que Vladimiro Roca Antúnez a reçu cinq cents dollars (500 USD) pour l'aider dans son travail.*
>
> *La Havane, le 13 juillet 2002*
>
> *Délivré par :* *Reçu par :*
> *Elizardo Sánchez (signature)* *Vladimiro Roca (signature)*

Ces mêmes 500 dollars ont été remis, toujours ce même 13 juillet 2002, à Félix Navarro Rodríguez, à Héctor Palacios Ruiz, à Osvaldo Alfonso Valdés, à Rául Rivero Castañeda, à Pedro Pablo Alvarez Ramos et à Víctor Rolando Arroyo Carmona. Le 18 mars 2003, Elizardo Sánchez en personne touche un paiement de 200 dollars.

On passera sur la manière « juste » dont Elizardo Sánchez distribue l'argent : 500 dollars pour les chefs ; à peine 30 dollars pour les dissidents lampistes.

Profiteur en tout, il sait y faire pour « escroquer » l'argent des autres collègues d'aventure. Ce qui est moins acceptable, c'est qu'il fasse retomber sur le gouvernement cubain la réaction violente de ceux qu'il filoute. En voici un exemple éloquent.

Le 9 décembre 1995, *El Nuevo Herald* publiait un commentaire intitulé « Dissident cubain agressé chez lui » et basé sur les déclarations d'une personne qui a téléphoné à

Miami au journaliste Pablo Alfonso qui, sans la moindre vérification, accepte ce récit cynique :

> *Le lendemain de sa dénonciation que les autorités cubaines préparaient une agression contre lui ou son logement en représailles pour sa participation au Concile cubain, le dirigeant de l'opposition Elizardo Sánchez Santa Cruz a vu ses craintes se confirmer.*
> *Vendredi, un peu après midi, un homme et une femme se sont présentés chez lui pour réclamer cinq cents dollars, censément envoyés à titre d'aide humanitaire à des prisonniers politiques par l'Institut Puebla, installé aux USA, et causèrent de légers dégâts dans la maison.*

Le journaliste parle aussi de deux incidents similaires survenus à Sánchez en quelques jours à peine, de la part de six personnes venues réclamer de l'argent au même titre, et rejette la faute des altercations sur le dos du gouvernement.

Mais ce mensonge a fait long feu. Ainsi, dans un bulletin d'avril 1996, Amnesty International – que nul ne pourrait accuser de sympathiser avec le gouvernement cubain – commente à son tour que plusieurs personnes, dont des proches de prisonniers, se sont présentées chez Sánchez pour lui réclamer de l'argent censément canalisé par son intermédiaire depuis l'Institut catholique Puebla, une ONG nord-américaine financée par la NED !

La dolce vita

Comme tout bon profiteur, Elizardo Sánchez est devenu un « homme d'affaire » d'une industrie lucrative où la créativité, la solidarité humaine, l'effort et l'engagement personnel, la vertu, la dignité et le talent ne sont pas des conditions exigées : l'industrie de la contre-révolution.

Sánchez Santa Cruz-Pacheco mène un train de vie bien supérieur à celui du peuple cubain qui, depuis plus de quarante ans, doit faire face aux rigueurs du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement des États-Unis.

Officiellement, pour « justifier » son niveau de vie élevé, Sánchez allègue que son frère Lino, qui réside à Porto Rico depuis décembre 1985, date à laquelle il a quitté le pays, l'« aide » économiquement. S'il est vrai que cet individu, qui est venu à plusieurs reprises à Cuba, fait office d'émissaire et collabore aux activités subversives de son frère, il n'en reste pas moins que l'essentiel de ressources de celui-ci vient des groupes de Miami, du gouvernement des États-Unis et d'autres gouvernements, les plus proches alliés des USA en Occident.

Chez lui, - il vit dans le quartier Playa - son bureau est équipé de la télécopie, d'une photocopieuse, de plusieurs ordinateurs et d'autres équipements acquis avec l'argent que lui facilitent ses promoteurs.

Des preuves existent qu'il manipule des dizaines de milliers de dollars à Cuba et plusieurs sources, dont un reportage récent de Radio Martí, assurent qu'il a des comptes en banque à l'étranger. Son « travail patriotique » lui permet de soutenir le haut niveau de vie de son épouse et de sa fille qui résident à Miami depuis leur départ de Cuba en 1980 et qui ne cessent de recevoir ses « envois ».

En décembre 1998, son épouse Margarita l'a accompagné pendant un mois dans un luxueux appartement payé par l'agent de la CIA, Frank Calzón, à Washington où il suivait le séminaire déjà mentionné sur les droits de l'homme organisé par Human Rights Watch.

Les généreuses contributions des promoteurs de Sánchez, censément destinées à financer la lutte pour le « respect des droits de l'homme à Cuba, la transition démocratique et la réconciliation nationale du pays » lui ont aussi servi à se payer des plaisirs bien de ce monde, en particulier ses « compagnes » de service. La dernière en date a pu passer quinze jours de « vacances méritées » en compagnie de l'« inlassable combattant » lors de l'un de ses séjours au Mexique. Au préalable, tous deux avaient reçu des visas et un traitement de courtoisie de la part du gouvernement de ce pays.

A Cuba, en plus de sa participation aux réceptions, petits déjeuners, déjeuners et dîners de la SINA et d'autres missions diplomatiques occidentales, on le voit assidûment à la table des hôtels Capri, Tritón, Comodoro, Habana Libre, Neptuno, Parque Central et El Nacional, entre autres hôtels de la capitale. Quand il quitte la ville, il descend dans de confortables villas de Santa María del Mar, de Varadero et dans des hôtels comme Rancho Luna, à Cienfuegos. Bien qu'il fréquente régulièrement les *paladares*, les restaurant privés, ses deux favoris sont El Aljibe et Dos Gardenias, appartenant à l'Etat, des endroits qu'il utilise aussi pour rencontrer des fonctionnaires de diverses ambassades.

Par ailleurs, il fait de gros achats dans les supermarchés les plus importants de La Havane, renforcés par des « modules alimentaires » que lui envoient ses amis de la Section des intérêts des États-Unis à La Havane.

Voilà comment, de « sacrifice en sacrifice », Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco vit de la « lutte pour la démocratie à Cuba ».

CUADERNO DOCUMENTAL TRAS PÁGINA 34

p. 1

Aznar prône des représailles contre le peuple cubain au nom de la Position commune de la Communauté européenne, tout en finançant ses « protégés » à travers l'Agence espagnole de coopération internationale.

Ministère des Affaires étrangères

AIDE À LA COOPÉRATION
CONVOCATION OUVERTE ET PERMANENTE

Unité proposant : CABINET TECHNIQUE
Requérant : COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE
Titre du projet ou activité : « Aide humanitaire directe à prisonniers de conscience et dles proches à leur charge, secours juridique et maintien de divers efforts dans les domaines Education et Promotion des droits ».
Montant demandé : 100 000 USD

RAPPORT

La Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale présente à l'Agence espagnole de coopération internationale une demande d'aide à la coopération (convocation ouverte et permanente) en vue du financement d'une « « Aide humanitaire directe à prisonniers de conscience et proches à leur charge, secours juridique et maintien de divers efforts dans les domaines Education et Promotion des droits » pour un montant de cent mille dollars des Etats-Unis (100 000 USD).

Le projet vise à la réalisation d'actions d'aide humanitaire en faveur de prisonniers de conscience et de leurs proches, d'un secours juridique et d'aide légale à des détenus ou des condamnés pour des crimes de conscience ou politiques ; d'aide à de nouvelles organisations de la société civile à Cuba ; d'aide à la subsistance d'activistes des droits de l'homme, etc.

Le cabinet technique de l'AECI, qui dispose de crédits dans le poste budgétaire adéquat et compte tenu que cette Commission a été soutenue auparavant, propose à la Commission d'évaluation de l'AECI d'approuver la demande de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale pour un montant de 50 000 dollars (la moitié de la somme demandée) vu l'état budgétaire à ce moment de l'exercice économique.

A élever au plus tôt à la Commission d'évaluation

Madrid, le 28 septembre 2001
Le directeur du cabinet technique
Signé : Felipe ……..

p. 2

Commission d'évaluation
PROPOSITION D'ALLOCATION

Réunion du : 1er octobre 2001
Unité proposant : CABINET TECHNIQUE
Requérant : COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE
Titre du projet ou activité : « Aide humanitaire directe à prisonniers de conscience et des proches à leur charge, secours juridique et soutien de divers efforts dans les domaines Education et Promotion des droits de l'homme de la société civile à Cuba».
Aide demandée : 100 000 USD
Aide proposée : 50 000 USD (9 000 000 pesetas)
Demande budgétaire : 12.103.01.134A.486.00
Conditions spécifiques de l'aide : Justifier l'aide allouée de l'AECI en conformité avec l'incise 9b) de la résolution du 14 février 2001. La date de conclusion prévue de l'activité est de 12 mois à compter du reçu des fonds.

Madrid, le 3 octobre 2001
Le secrétaire de la Commission
Le vice-secrétaire général
Signé : Laura López de Cerain Salsamendi

Vu la proposition formulée, ce Secrétariat général décide que l'aide soit concédée dans les termes proposés, sous réserve de l'application des conditions spécifiques de la Proposition et des conditions générales de la Convocation.

Madrid, le 23 novembre 2001
Signé : Le Président
(P.D. Résolution du 21.11.1997
B.O.E. nº 295 du 10.12.1997)
Le Secrétaire général

On ne lui donne que 50 000 dollars, mais il en avait demandé le double…

p. 3

1. AIDE HUMANITAIRE à des prisonniers de conscience et à leur famille. Un programme permanent, mensuel, d'aide économique de survie aux prisonniers de conscience et à leur famille. Apport d'une aide maximale d'un dollar par jour par famille, soit trente dollars par mois.
2. SECOURS JURIDIQUE (AIDE LÉGALE) à des détenus ou des condamnés pour prétendus crimes de conscience, ou de caractère politique. Ces fonds

sont destinés à engager des avocats et à aider durant les procès de défense légale, d'appel et en démarches de commutation de peine.

3. AIDE À DE NOUVELLES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À CUBA. De petits postes d'aide économique, de conseil et de contact avec des groupes indépendants de l'Etat qui auraient l'intention de créer de vraies organisations non gouvernementales, telles que : associations de travailleurs, de professionnels, d'étudiants, de quartier, d'écologistes, associations politiques, littéraires, journalistiques et autres.
4. AIDE DE SUBSISTANCE minimale à des activistes des droits de l'homme engagés à plein temps dans des activités d'observation et de surveillance, de mise en ordre et de classification de données, et de défense des droits civils et politiques de la population.
5. TRANSPORT PUBLIC ET COMMUNICATIONS en province pour maintenir et élargir le réseau d'observateurs et d'activistes du mouvement des droits de l'homme dans le pays.
6. REPRODUCTION ET DISTRIBUTION DE DOCUMENTS ET D'AUTRES IMPRIMÉS D'INFORMATION qui sont nécessaires au travail du mouvement des droits de l'homme dans le pays.
7. MATÉRIEL, ÉQUIPEMENTS ET ARTICLES DE BUREAU
8. COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES ET POSTALES AVEC L'ÉTRANGER pour des liens avec des organismes internationaux des droits de l'homme, la presse étrangère, les gouvernements et les personnes intéressés par la situation cubaine des droits de l'homme.

Aznar veut aider les USA à fabriquer une opposition…

p. 4-5
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AGENCE ESPAGNOLE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Question : Notification d'allocation d'aide singulière correspondant à la convocation ouverte et permanente pour des activités de coopération et d'aide au développement pendant l'année 2001.
Cote du dossier : 1571/2001
Date : 28/1/2001
Intéressé : Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale

En conformité avec les clauses de la Résolution du 14 février 2001 (B.O.E. de 9/3/01) de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) par laquelle est rendu public le régime d'aides singulières de convocation ouverte et permanente à des activités de coopération et d'aide au développement pour l'année 2001, une fois reçue votre demande en date du 23 juillet 2001 pour le projet « Aide humanitaire directe à prisonniers de conscience et des proches à leur charge, secours juridique et soutien de divers efforts dans les domaines

Education et Promotion des droits de l'homme dans la société civile à Cuba», après rapport de l'unité proposant et en accord avec la proposition de la Commission d'évaluation, veuillez recevoir notification de la résolution de la présidence de l'AECI, en date du 23 novembre 2001, par laquelle il vous est concédé une aide pour un montant de 50 000 dollars (9 000 000 pesetas) en vue de la réalisation dudit Projet dans la mesure où il s'ajuste aux critères de la convocation et à ceux de la Commission d'évaluation.

La résolution de la Présidence, ci-joint, prévoit les conditions spécifiques auxquelles la présente aide sera soumise (en sus des conditions générales de la convocation) :

Par ailleurs, le bénéficiaire devra accréditer :

- Le relevé d'identité bancaire complet d'un compte (banque, succursale, siège social et numéro de compte) sur lequel le montant de ladite aide pourra être versé.

Pour pouvoir toucher le montant de ladite aide, s'adresser à : AECI-Servicio de Gestión Económica del Gabinete Técnico, Avda Reyes Católicos nº 4, Madrid 28040 (téléphone : 91-583 81 37 82 55). Pour toute information ou démarche relative à ladite aide, veuillez indiquer la cote du dossier : 1571/2001.

Le rapport d'activités et la justification des paiements réalisés à partir de l'aide, exigés au point septième de la convocation ou, le cas échéant, le renvoi des sommes non dépensées, seront adressés à l'AECI-Gabinete Técnico.

Contre la présente résolution, qui conclut la voie administrative en conformité avec les clauses de la disposition additionnelle quinzième de la loi nº 97 du 14 avril, Organisation et fonctionnement de l'administration générale de l'Etat, pourra être interjeté appel potestatif de remboursement devant l'organe ayant édicté l'acte dans un délai d'un mois à compter du lendemain de sa notification. Pourra être de même interjeté un recours contentieux administratif devant les tribunaux centraux de cette juridiction, dans un délai de deux mois à compter du lendemain de sa notification, les deux appels ne pouvant être interjetés de manière concomitante, selon les clauses de la loi 29/1998, du 13 juillet, et de la loi 30/92, dans la rédaction donnée par la loi 4/1999, du 13 janvier.

Madrid, le 28 novembre 2001
Le secrétaire général de l'AECI
Signé : Rafael Rodríguez-Ponga y Salamanca

DESTINATAIRE : Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional
Av. 21, nº 3014
Playa

La Habana

De l' « aide » dans toutes les règles de l'art…

p. 6

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 20 novembre 2002

Sr. Frank Calzón
Directeur exécutif
OF HUMAN RIGHTS
(Center for a Free Cuba)
Washington, D.C.

Mon cher et estimé Frank

Tu trouveras ci-joint les reçus originaux des aides remises aux prisonniers de conscience cubains à travers les parents proches formellement désignés par eux pendant les moins d'août, septembre et octobre 2002.

Comme toujours, on a distribué 600 dollars mensuels, pour un total de 1 800, disponibles pour ce trimestre.

À cette date, il nous reste les 2 000 dollars pour le programme d'aide directe que OHR et le CFC financent depuis plusieurs années à partir de dons privés, une quantité que tu m'as envoyée lors de ma visite dans cette ville.

Ces 2 000 dollars serviront à aide 20 prisonniers et leurs familles durant les mois de novembre et décembre 2002 et janvier 2003.

Si possible, envoie-nous des fonds pour maintenir ce programme à partir de février 2003. Peut-être pourrais-tu les faire parvenir à Gerardo qui est à New York et qui doit rentrer à Cuba en février.

Affectueusement
Signé : Elizardo Sánchez Santa Cruz

En marge :
Registre légal demandé au gouvernement cubain depuis 1987.
1990. Prix pour la liberté d'expression de la Société interaméricaine de presse.
1991. Prix international de Human Rights Watch.
1996. Prix des droits de l'homme de la République française.

Elisoviet *connaît bien « le filon de l'argent ». Dans toutes ses lettres, la même supplication : envoyez-moi plus d'argent…*

p. 7

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 31 juillet 2002

Sr. Frank Calzón
Directeur exécutif
OF HUMAN RIGHTS
(Center for a Free Cuba)
Washington, D.C.

Mon cher et estimé Frank

Rien que quelques lignes pour te joindre les reçus originaux dûment signés et identifiés par les adresses particulières en vue de toute vérification ultérieure des aides remises à des prisonniers de conscience cubains à travers leurs parents proches formellement désignés par eux durant les mois d'avril, mai, juin et juillet 2002.

Comme toujours, on a distribué 600 dollars mensuels, pour un total de 2 400.

À cette date, il nous reste 1 800 dollars grâce auxquels nous couvrirons ce Programme d'aide pour les mois d'août, septembre et octobre.

Comme nous avions couvert les aides d'avril, mai et juin avec un prêt de l'Eglise baptiste, le 16 juin nous lui avons remboursé la somme de 1 800 dollars.

L'accusé de réception que j'ai écrit le 15 juillet te parviendra en même temps que ce rapport financier, car je n'ai pas trouvé une voie diplomatique pour t'adresser ce reçu.

Bien à toi

Signé : Elizardo Sánchez Santa Cruz

Ecrit à la main : *2 000 dollars à partir de novembre*

Envoyez-moi de l'argent, la victoire est proche…

p. 8

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 15 janvier 2003

Sr. Frank Calzón
Directeur exécutif
OF HUMAN RIGHTS
(Center for a Free Cuba)
Washington, D.C.

Mon cher Frank

Tu trouveras ci-joint les reçus originaux des aides distribuées aux prisonniers de conscience cubains pendant les mois de novembre et décembre 2002.

Je te joins aussi une photocopie de notre rapport antérieur daté du 20 novembre 2002, car, du fait du labyrinthe par où doit passer notre correspondance, il est possible que ce rapport te parvienne plusieurs jours après celui-ci avec tous les reçus.

En 2002, trente-six opposants ont été incarcérés, le chiffre le plus élevé des huit dernières années, si on tient compte que ça n'a pas été des simples détentions. Une demi-douzaine d'autres ont été incarcérés depuis début janvier. Bicet fait partie des trente-six. Leurs noms apparaissent à la dernière page du rapport semestriel que nous avons divulgué le 8 janvier dernier. J'essaierai de t'en faire parvenir une copie avec le communiqué de présentation, pour voir s'il te semble utile de le redistribuer à travers OHR-CFC.

Fonds disponibles au 20 novembre 2002 :	2 000,00
(Moins) Distribué en nov.-déc. 2002	1 200,00
Disponible au 15 janvier 2003-09-23	800,00

Nous aurons besoin de nouveaux fonds pour février, mars et avril 2003. Mon frère Gerardo est à New York et doit rentrer à Cuba en février : il peut ramener quelque chose. (Tout ça si c'est dans tes possibilités, car nous savons l'effort que OHR-CFC doivent faire pour maintenir ce programme d'aide.)

Affectueusement
Signé : Elizardo Sánchez Santa Cruz

Plus il y a de prisonniers, et plus j'ai besoin d'argent…

p. 9

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 14 juin 2002

Prof. Frank Hernández Trujillo
GROUPE DE SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE
Miami, Fl.

Mon cher et estimé Frank

Tu trouveras ci-joint les reçus originaux dûment signés et identifiés concernant la distribution de l'AIDE HUMANITAIRE pour un mois que le G.A.D. nous a confiée à partir de fonds privés.

Les 19 premiers reçus correspondent à des prisonniers politiques qui ne reçoivent pas d'aide par d'autres voies et les 8 autres sont signés par des activistes et collaborateurs, dont deux aides à redistribuer en pesos cubains (Comité des mères de prisonniers politiques et TOUS UNIS).

Disponible au 15 mai 2002	1 000,00
Distribué durant la pérdiode	1 020,00
Différence non imputable au GAD	20,00

Je présume que nous recevrons une nouvelle aide de votre part durant ce qui reste de juin ou au début de juillet. Nous nous retrouvons parfois sans argent, mais, heureusement, une Eglise évangéliste nous fait de petits prêts que nous remboursons aussitôt.

Début juillet, nous t'enverrons notre Liste partielle de prisonniers politiques la plus à jour pour vos archives et pour que vous puissiez comparer les noms de beaucoup de ceux qui apparaissent sur les reçus signés par des parents proches nommés par eux-mêmes.

Une grande accolade.
Signé : Elizardo Sánchez Santa Cruz

[écrit à la main : 3 000,00 – nov. 02
2 000,00 – déc. 02
_____
5 000,00 – 11 janvier 03]

Si possible, envoyez de nouveaux fonds…

p. 11

La vie est belle…

p. 12

Il est certifié que *Vladimiro Roca Antuñez* a perçu la somme de *cinq cents dollars ($500,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *13 juillet 2002*
Remet : *E. Sánchez* Perçoit : *Vladimiro Roca*

Il est certifié que *Héctor Palacios Ruiz* a perçu la somme de *cinq cents dollars ($500,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *13 juillet 2002*
Remet : *E. Sánchez* Perçoit : *H. Palacios*

p. 13

Il est certifié que *Víctor Rolando Menoyo* a perçu la somme de *deux cents dollars ($200,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *18 mars 2003*
Remet : *E. Sánchez* Perçoit : illisible

Il est certifié que *Osvaldo Alfonso* a perçu la somme de *deux cents dollars ($200,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *18 mars 2003*
Remet : *E. Sánchez* Perçoit : *O. Valdes*

Reçus attestant de remises de fonds…

p. 14

Il est certifié que *Raúl Rivero Castañeda* a perçu la somme de *cinq cents dollars ($500,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *13 juillet 2002*
Remet : *E. Sánchez* Perçoit : illisible

Il est certifié que *Osvaldo Alfonso Valdés* a perçu la somme de *cinq cents dollars ($500,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *13 juillet 2002*
Remet : *E. Sánchez* Perçoit : *O. Valdés*

Les chefs touchent 500 dollars…

p. 15

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

FONDS D'AIDE HUMANITAIRE

Ce reçu atteste que *Bernardo Rogelio Arévalo Padrón* a perçu la somme de *TRENTE DOLLARS U.S.A. ($30,00)* afin de l'aider à obtenir des médicaments,

des articles d'hygiène personnelle et d'autres moyens indispensables à sa subsistance et à celle de sa famille. Cette aide revêt un caractère exceptionnelle et temporaire.
La Havane, 31 janvier 1999
Reçoit : Illisible
Domicile : Pi Margall nº 40 e/ Panchito Pérez y Agüero, Aguada de Pasajeros, Prov. de Cienfuegos.
Remet : Gerardo Sánchez Santa Cruz

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

FONDS D'AIDE HUMANITAIRE

Ce reçu atteste que *Jorge Luis García Pérez* a perçu la somme de *TRENTE DOLLARS U.S.A. ($30,00)* afin de l'aider à obtenir des médicaments, des articles d'hygiène personnelle et d'autres moyens indispensables à sa subsistance et à celle de sa famille. Cette aide revêt un caractère exceptionnelle et temporaire.
La Havane, 31 janvier 1999
Reçoit : Bertha Antúnez Pernet
Domicile : 7ma del Sur 5-A e/ Paseo Marti y 1ra del Este, Placetas, Prov. de Villa Clara
Remet : Gerardo Sánchez Santa Cruz

…les contre-révolutionnaires lampistes, 30…

p. 16

Il est certifié que *Elizardo Sánchez* a perçu la somme de *deux cents dollars ($200,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *18 mars 2003*
Remet : _____ Perçoit : *E. Sánchez*

Il est certifié que *Elizardo Sánchez* a perçu la somme de *deux cents dollars ($200,00 USD)* afin de l'aider dans tout ce qui concerne son travail.
La Havane, le *18 mars 2003*
Remet : _____ Perçoit : *E. Sánchez*

Pourquoi ces duplicatas ?

p. 17

7 mars 2003
Parce qu'il est gravement malade par suite d'une grève de la faim prolongée et hospitalisé à La Havane, à l'Hôpital militaire, il est remis 10,00 USD à la mère de Guillermo Fariñas Hernández, dirigeant de TOUS UNIS à Villa Clara.
On a obtenu pour le frère Fariñas tous les médicaments prescrits par les médecins.
Perçoit : Mère du prisonnier politique
Guillermo Fariñas Hernández

24 février 2003
Il est remis à M. Elizardo Sánchez Santa Cruz, membre de la Commission de rapport de TOUS UNIS 100,00 US dollars. Cette aide humanitaire est envoyée par les frères d'A.C.D.
Perçoit : Elizardo Sánchez Santa Cruz

22 février 2003
Il est remis par la présente à M. Vladimiro Roca Antunez, membre de la Commission de rapport de TOUS UNIS, la quantité de cent dollars 100,00 US.
Cette aide humanitaire est envoyée de l'extérieur par A.C.D. que préside un patriote cubain aux U.S.A.
Perçoit : Vladimiro Roca

Dix dollars pour le lampiste, 100 pour les chefs…

p. 18

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 28 janvier 2002

Honorable Ambassade du Royaume de Norvège
Au Mexique

Messieurs
Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport financier (résumé) correspondant à la dernière période et de vous joindre tous les originaux des reçus, récépissés et factures commerciales :

Disponible au 1er avril 2001		$ 24 495,91
(Moins) Aide humanitaire directe	$ 20 300,00	
(Moins) Frais d'articles de bureau, transport, communications et autres moyens	2 391,73	
Sous-total des dépenses	(22 421,73)	(22 421,73)
Disponible au 28 janvier 2002		$ 2 074,18

Les reçus d'aide humanitaire directe correspondent à la période avril-décembre 2001. L'aide du présent mois de janvier 2002 sera incluse dans le prochain rapport financier.
Je saisis l'occasion pour vous réitérer notre gratitude pour l'aide humanitaire généreuse, utile et continue que nous recevons du royaume de Norvège.

Bien à vous
Elizardo Sánchez Santa Cruz
Président

p. 19

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 18 janvier 2003

Honorable Ambassade du Royaume de Norvège
Au Mexique

Messieurs
Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport financier (résumé) correspondant à la dernière période et de vous joindre tous les originaux des reçus, récépissés et factures commerciales :

Disponible au 29 janvier 2002		$ 26 074,18
(Moins) Aide humanitaire directe	$ 21 920,00	
(Moins) Frais d'articles de bureau, transport, communications et autres moyens	2 391,73	
Sous-total des dépenses	(26 056,95)	$ (26 056,95)
Disponible au 28 janvier 2002		$ 17,23

Remarques :

La clôture de l'information comptable correspondant à l'aide humanitaire directe, nous l'avons faite au 15 décembre 2002, du fait d'un épuisement imprévu des fonds.
Pendant 2002, le nombre de dissidents incarcérés a augmenté d'une manière inhabituelle par rapport aux cinq années précédentes (cf. Annexe de notre liste du 7 janvier dernier), si bien que notre Commission reçoit des demandes additionnelles d'aide humanitaire d'urgence.
Nous estimons qu'il faudra pour l'instant ajourner le programme d'aide en médicaments et autres moyens médico-sanitaires.
Nous avons consacrer en une seule fois certaines ressources à la réparation de plafonds, murs et planchers de notre bureau et du Centre de documentation, car, surtout du fait du mauvais état des plafonds, quelqu'un de nous aurait pu être blessé, sans exclure le danger d'un effondrement total.
Bien à vous
Elizardo Sánchez Santa Cruz
Président

Tout en parlant de coopération avec Cuba, la Norvège était en contact avec Elizardo Sánchez et le finançait en douce…

pp. 20-21

Frank Calzón

Ex-agent de la CIA, ex-dirigeant des organisations terroristes Abdala et Front de libération nationale de Cuba, il fut l'un des premiers directeurs exécutifs de la FNCA. Fut aussi directeur de Freedom House et du Comité cubain des droits de l'homme, deux organisations largement financées par le gouvernement nord-américain.

Calzón sert d'intermédiaire aux envois de fonds à Gustavo Arcos et à d'autres contre-révolutionnaires cubains, et touche lui-même de fortes sommes à travers l'Agency for International Developement (US/AID) en sa qualité de directeur de Free Cuba Center.

Vivant grassement sur l'argent des contribuables nord-américains, il sert aussi de porte-parole aux organisations mafieuses de Miami et s'évertue à faire connaître partout la propagande de ces gens-là.

Son métier est de discréditer la Révolution cubaine et d'intoxiquer le peuple nord-américain au sujet des réalités cubaines.

Frank Hernández Trujillo

Francisco Hernández Trujillo, alias *Frank*, qui est depuis quelque temps dirigeant du Groupe de soutien à la dissidence interne cubaine et directeur de l'Institut pour la démocratie à Cuba, est le cas typique du terroriste devenu par ce biais un cadre prospère dans le juteux négoce de la contre-révolution à Miami.

Né à La Havane en 1942, il émigre aux USA en 1960 après s'être réfugié dans une ambassade latino-américaine. D'octobre 1962 à avril 1963, il fait partie des « unités spéciales cubaines » qui, intégrées aux forces armées nord-américaines, s'entraînaient pour envahir Cuba. Devient réserviste après avoir reçu la médaille du Service national, bien qu'il n'ait participé à aucune action militaire.

Il préside actuellement le conseil de direction du Groupe de soutien à la dissidence interne cubaine, organisation contre-révolutionnaire bidon de Miami qui mène des activités de toute sorte et reçoit des fonds spéciaux de l'US/AID. Enregistré en Floride en mars 1995 censément comme ONG à but non lucratif, le GAD vise à fournir une aide logistique aux groupuscules de « dissidents » cubains. C'est le genre d'organisations que créent les services de renseignements ennemis de façon à servir de façade à leur travail subversif, en l'occurrence contre Cuba. De son côté, l'Institut pour la démocratie à Cuba (ICID) est constitué de dix organisations contre-révolutionnaires de Miami.

Le GAD et l'ICID touchent de fortes assignations monétaires provenant de la poche des contribuables nord-américains.

Frank Hernández Trujillo fait aussi partie des cadres du Conseil militaire cubano-américain et de l'Association des vétérans cubano-américains, deux organisations terroristes.

Selon plusieurs sources, il a été membre de la CIA avec laquelle il garde des contacts.

Il a aussi des liens très étroits avec les meneurs de groupuscules contre-révolutionnaires à Cuba, auxquels il envoie des émissaires portant des instructions, de l'argent, des équipements téléphonique, des télécopieurs, des ordinateurs et d'autres moyens pour promouvoir les actions subversives dans le pays.

Ainsi, en 2001 et 2002, il a réalisé au moins cinquante-trois actions d'approvisionnement de la contre-révolution interne.

p. 22

Les « modules » alimentaires arrivent de Miami…

p. 24-25

AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS DE L'HOMME

Organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Lyon, France, le 31 mai 2000

M. Elizardo SÁNCHEZ SANTA CRUZ
Commission cubaine pour les droits de l'homme
et la réconciliation

La Havane
Cuba

Chers amis

Recevez notre message fraternel de salut et de sympathie envers votre travail pour la défense des droits de l'homme à Cuba.

Nous profitons de la visite de notre ami Pierre Barthelemy pour vous informer de notre approbation de votre projet d'aide d'urgence à des prisonniers politiques pendant une année.

En effet, le Conseil d'administration d'Agir ensemble pour les droits de l'homme a décidé de se solidariser avec votre action de soutien aux prisonniers politiques et à leurs familles qui établissait une aide d'un dollar par jour et par prisonnier politique. Notre organisation a décidé d'apporter la somme de 5 475 dollars au bénéfice de 15 personnes.

Ainsi, tenons-nous à officialiser notre désir de continuer les échanges engagés en 1997, ainsi que notre engagement de soutien et de solidarité avec votre organisation.

Dans l'immédiat, nous vous saurions gré de nous faire parvenir un récépissé dûment signé à travers le porteur de cette lettre. À la fin de la période du projet, il nous sera nécessaire de recevoir un rapport d'activités sur l'action que nous avons décidé de soutenir, ainsi qu'un rapport financier dûment justifié.

Au sujet du projet que nous avons soutenu antérieurement en 1997 (1 300 dollars pour « Financement d'une aide légal humanitaire »), nous avons reçu un récépissé correspondant à une personne. Pouvez-vous nous envoyer un rapport d'activités et financier global au sujet de l'utilisation des fonds versés ?

Nous vous remercions de votre compréhension au sujet de notre demande de rapports, car ils nous sont nécessaires pour évaluer les projets que nous avons soutenus et pour informer les adhérents de notre organisation.

Nous vous sommes très reconnaissants de l'information envoyée à travers nos amis qui ont visité Cuba en janvier. Particulièrement intéressants ont été vos communiqués. Toutefois, étant donné la pénurie d'informations sur votre pays, tous les documents que vous pouvez nous envoyer sur le contexte politique, économique et social dans lequel vous menez votre action de défense des droits de l'homme seraient les bienvenus. Tout aussi utile nous serait toute l'information détaillée que vous pourriez nous envoyer sur l'**évolution de la situation spécifique des droits de l'homme dans le pays**, surtout l'an dernier.

Par exemple, nous avons lu dans la presse internationale des nouvelles sur la libération de Felix Bonne, suivie d'autres membres de la dissidence. Nous nous en réjouissons pour eux et espérons que leurs amis qui se trouvent dans la même situation retrouvent bientôt leur liberté.

Une des nos inquiétudes reste la façon d'agir au niveau des communications. Nous vous prions d'indiquer à Pierre comment faire dans l'avenir immédiat.

Recevez notre salut solidaire et nos souhaits de plein succès dans vos objectifs.

André Barthelemy
Président Agir ensemble pour les droits de l'homme
Lyon-France

Les Français réclament des rapports financiers…

p. 26-27

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 4 septembre 2001

M. le Président
Agir ensemble pour les droits de l'homme
Lyon/Villeurbanne – France

Cher ami

Recevez tout d'abord notre message chaleureux de salut et de gratitude au nom de notre Commission et des centaines de personnes, dont des prisonniers politiques et les familles à leur charge, qui ont pu recevoir des médicaments, des moyens d'hygiène, quelques aliments supplémentaires et d'autres ressources grâce auxquelles ils ont allégé les conséquences de la répression et de la discrimination pour des raisons politiques.

1. Le 12 juin de l'an dernier, nous avons perçu la quantité de 5 475 dollars des Etats-Unis, à laquelle nous avons ajouté les dix dollars restants de votre aide antérieure de 1 300 dollars, ce qui veut dire que nous avons

commencé le mois de juillet 2000 avec une disponibilité totale de 5 485 dollars.

2. Nous vous joignons tous les reçus originaux dûment signés et identifiés par l'adresse de chaque famille, en vue de toute vérification ultérieure *in situ* de la part de votre organisation.
3. Nous avons distribué l'aide pendant douze mois, à raison de 450,00 dollars par mois, et deux aides finales en juillet 2001 (860,00 USD), tout ceci ayant représenté un total de 5 460 dollars, si bien qu'il reste dans nos caisses 25,00 dollars pour le projet d'aide suivant du fait que cela ne suffit pas à remettre l'équivalent de un dollar par jour pour un mois à un autre prisonnier et à sa famille à sa charge.
4. Bien que nous nous ayons promis un rapport financier semestriel, il s'est avéré très difficile dans la pratique de gérer les reçus sans qu'ils soient saisis par la police secrète et encore plus difficile de pouvoir vous envoyer ces rapports financiers par une voie sûre, car nous ne disposons pas d'une voie diplomatique ou de quelque chose d'approchant, et que nous devons attendre la visite de quelqu'un d'entre vous ou d'une délégation de France qui possède l'immunité diplomatique et qui est disposée à emporter ce rapport.

   Voilà pourquoi nous ne savons pas quand le présent rapport pourra vous parvenir, bien que nous ayons confiance qu'il pourra sortir de Cuba avant la fin de l'année.
5. L'aide financière que vous avez envoyée a été d'une valeur inestimable pour soulager les pénalités de nombreuses personnes qui sont très pauvres dans un sens général ou qui n'ont pas d'autres revenus.
6. Voilà pourquoi nous voulons encourager AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS DE L'HOMME à continuer de financer ce projet dans les termes que nous osons vous proposer ci-après :
   a) Accroître l'aide à deux dollars par jour par prisonnier* et la famille à sa charge, sans accroître le montant total de l'aide pour une année, soit environ 4 500 dollars.
   b) Financer un projet d'un montant de 2 000 dollars afin d'acheter les médicaments qui ne sont disponibles à Cuba que dans cette monnaie, pour satisfaire aux besoins de médicaments que présentent les prisonniers politiques et certains de leurs proches à leur charge.
7. Notre proposition de l'alinéa a) tient compte du fait que le nombre de prisonniers politiques, en particulier de ceux de conscience, doit tendre à diminuer, tandis que le coût de la vie augmente ainsi que les frais de transport des parents quand ils doivent rendre visite et apporter des médicaments, des aliments et d'autres moyens à des prisonniers qui se trouvent généralement à des endroits très éloignés.
8. Notre proposition de l'alinéa b), nous la faisons dans l'espoir de répondre aux besoins urgents de certains médicaments qui ne sont pas disponibles dans les pharmacies vendant en monnaie nationale (pesos), mais qu'on peut en revanche acheter dans les pharmacies qu'a établies le

gouvernement pour vendre des médicaments aux touristes, aux diplomates ou aux hommes d'affaires étrangers.
Si votre organisation peut financer cet achat de médicaments, nous pouvons justifier devant vous de ces achats par les reçus correspondants ou par les factures commerciales originales.

9. Au cas où nous pourrions gérer un nouveau Projet d'aide grâce à l'aide généreuse de votre organisation, il faudrait que l'un de vous vienne à Cuba en vue de mettre en marche ce nouveau projet.

Nous n'oublierons jamais votre générosité solidaire à des moments difficiles.

Bien à vous
Elizardo Sánchez Santa Cruz
Président du Conseil exécutif

…et Sánchez répond très en retard, présente de fausses excuses et invente des trucs comme « un solde de dix dollars » comme « preuve de transparence ».

p. 28

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME
ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 12 juin 2000

REÇU

Je soussigné certifie avoir reçu aujourd'hui la quantité de CINQ MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-QUINZE DOLLARS ($ 5 475,00 USD) envoyés par l'organisation AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS DE L'HOMME afin de les utiliser à notre projet d'aide humanitaire directe à des prisonniers de conscience.
Bien à vous
Elizardo Sánchez Santa Cruz
Président

De l'argent, toujours plus d'argent…

p. 29

Dissident cubain agressé à son domicile

Par Pablo Alfonso
Rédacteur d'*El Nuevo Herald*

(9-12-95)

Le lendemain du jour où il avait dénoncé que les autorités cubaines envisageaient une agression contre lui ou son domicile, par représailles pour sa participation au Concile cubain, le dirigeant de l'opposition Elizardo Sánchez Santa Cruz a vu ses craintes se confirmer.

Vendredi, peu après midi, un homme et une femme se sont présentés chez lui pour réclamer 500 dollars, censément envoyés comme aide humanitaire à des prisonniers politiques par l'Institut Puebla, basé aux Etats-Unis, et ont provoqué des dégâts légers au logement.

« L'homme, corpulent, s'est présenté d'une manière colérique et offensante, au point qu'il a cassé les meubles de la véranda, deux fauteuils qui sont toujours dehors », a précisé Moíses Rodríguez, dirigeant de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, organisation que préside Sánchez.

Jeudi, Sánchez avait dénoncé que quatre hommes étaient arrivés chez lui avec les mêmes réclamations, demandant à entrer pour censément converser. Le dissident leur avait refusé l'entrée dans la mesure où aucun n'avait pu lui montrer son carnet d'identité ni la moindre pièce d'identification.

Vendredi, l'homme a présenté un carnet d'identité avec une adresse qui, selon Rodríguez, était fausse.

« Nous avons découvert que l'adresse écrite était fausse, parce que cette adresse n'existe pas à La Havane », a dit Rodríguez, pendant une conversation téléphonique avec *El Nuevo Herald*. « Voilà pourquoi nous ne l'avons pas laissé entrer et il est resté dehors sous la véranda, faisant un scandale avec des offenses de toute sorte. »

Rodríguez, qui se trouvait chez Sánchez à ce moment-là, a expliqué que l'adresse qui apparaissait sur le carnet d'identité était Paseo nº 4 entre 10 y 11, dans le Vedado. Il a ajouté ne pas se rappeler le nom apparaissant sur le carnet.

Un autre indice qui les a rendus suspects, c'est que l'homme a dit qu'il était prisonnier au domaine correctionnel Micro Cuarto et qu'il avait une permission.

« Aucun prisonnier ne conserve son carnet d'identité », a indiqué Rodríguez.

Il a ajouté que Marcela, la sœur de Sánchez, a porté plainte à la police qui a promis d'envoyer quelques agents qui se posteraient à proximité du domicile.

« Jusqu'à présent, personne n'est venu », a indiqué Rodríguez.

L'incident est le troisième de ce genre en une semaine au domicile de Sánchez. Vendredi dernier, deux hommes qui sont entrés après qu'on leur ait ouvert ont fait un scandale et ont fini par bousculer Sánchez tout en réclamant de l'argent pour leurs parents, censément prisonniers politiques.

« Hier [jeudi], nous avons eu le cas de ces quatre que nous avons dénoncés et aujourd'hui ils sont passés à ce genre d'action violente », a dit Rodríguez.

Il a été impossible de parler avec Sánchez, parce que son téléphone est en dérangement depuis jeudi.

Dans des déclarations à l'agence de presse espagnole EFE à La Havane, Sánchez a décrit l'incident comme « faisant partie d'une guerre sale que le

gouvernement mène contre les activistes des droits de l'homme en vue de faire taire la dissidence et d'écraser toute manifestation contestataire. »

Les agressions contre un leader dissident se poursuivent

Les querelles intestines pour le partage du butin provoquent des vendettas. Alors, pourquoi ne pas en accuser le gouvernement cubain ?

p. 30-31

La Havane, le 25 août 1996

M. RAMÓN CERNUDA ARGAUTE
À Miami

Cher et respecté ami

Après avoir réitéré l'accolade de toujours, je commence à t'exposer un thème qui s'écarte du domaine de travail qui nous a lié depuis tant d'années : il s'agit d'un projet d'édition que de bons amis fiables d'ici ont mis entre mes mains pour que je te le fasse parvenir. Comme je ne sais rien de cette foutue question, je te l'envoie sans plus.

1. Apparemment, l'idée est d'éditer (de fait, créer une maison d'édition) des matériaux ayant à voir avec les cultes afro-cubains. Les supports seraient très modernes (comme le cédérom) ou classiques (livres largement illustrés, éditions de luxe, livres de poche, cassettes audio, etc.).
2. Ensuite, cela pourrait assumer d'autres contenus ayant à voir avec la musique populaire et les arts plastiques cubains, dont leur exposition audiovisuelle. (En guise d'idée, je te fais parvenir une copie d'un projet de « Corporation musicale mexicano-cubaine », bien qu'il ne soit pas concrétisé.)
   Je te joins dans le même but un autre projet que suggère le registre légal et l'ouverture à Cuba d'une représentation de ce que serait la maison d'édition « Corporación Editorial Iberoamericana Ltda. ».
3. Comme tu le sais, ce n'est pas le matériel qui manque à Cuba pour éditer des choses intéressantes dans les domaines exposés aux points 1 et 2. Je te soutiendrais avec beaucoup de plaisir sur n'importe quel domaine dans nos frontières.
4. M. José Rovira, un vieil ami de ma famille et tout spécialement ami de Lino, est le principal animateur du projet d'édition suggéré aux points 1 et 2 et détaillé un peu plus dans le « Projet d'édition et de commercialisation d'un cédérom sur le thème des cultes afro-cubains » ci-joint. Je peux te dire que Rovira possède de l'expérience en la matière parce qu'il a travaillé dans le domaine de l'édition ici à Cuba pendant des années.

5. Je te téléphonerai dans une ou deux semaines pour avoir ton avis, mais tu peux m'appeler si tu le veux à n'importe quel moment.
6. Je n'ai pas oublié ta demande de revues « Revolución y Cultura ». Par le porteur, que je n'ai pas le plaisir de connaître, je t'en envoie une partie.
   (voir au verso)
   Manuscrit
   Si tu estimes que le projet est économiquement viable, en matière de profit, je crois que le plus indiqué pour le présider, ce serait toi, en garantissant une participation raisonnable à l'ami José Rovira (qui dispose de certaines sources de financement) et aux auteurs et collaborateurs dans l'île.
7. Je t'envoie par une autre voie des copies de rapports réguliers (listes actualisées, etc.) de la Commission.

Affectueusement

Elizardo Sánchez

P.S. Je t'envoie 23 revues RyC dans ce premier envoi.

Lettre où Sánchez propose une nouvelle bonne affaire à son représentant de Miami, Ramón Cernuda.

p. 32

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

La Havane, le 22 mai 2002

MM. Nancy et Miles Rubin
Washington, D.C. Phone : (202) 244-82-47

Chers amis,

Vous nous avez rendu visite le 10 mars dernier et vous avez pu rencontrer une représentation du Comité des mères et épouses de prisonniers politiques cubains et vous nous avez laissé 1 000 dollars d'aide humanitaire.

Je tiens par la présente à joindre les reçus (receipts) originaux dûment signés et identifiés de 18 prisonniers politiques et des familles à leur charge, et de deux activistes du Comité des mères qui ont bénéficié de votre aide humanitaire.

Dans certains cas, nous avons remis deux dollars par jour et dans d'autres un dollar seulement sur la base de remises mensuelles.

Nous avons remis un total de 990 dollars et nous avons gardé 10 dollars pour quand nous recevrons une autre aide, parce que cet excédent ne suffit même pas pour une famille de prisonniers.

Votre aide nous a été très utile pour soulager les souffrances d'un groupe significatif de prisonniers de conscience et de plus d'une centaine de leurs enfants, femmes et autres parents à leur charge. Les prisonniers sont d'ordinaire des pères de famille.

Le porteur de cette lettre est le professeur Wayne Smith, ex-chef de la Section des intérêts des USA à La Havane, qui travaille actuellement au Cuba Project du Center of International Policy, à Washington, D.C., son téléphone est (202) 232-33-17.

Nous vous exhortons et encourageons, MM. Rubin, à dégager de nouveaux fonds parmi des personnes et des institutions humanitaires pour continuer de soutenir des prisonniers de conscience à Cuba, aussi bien avec de l'argent qu'avec des médicaments qu'on ne peut acheter qu'en dollars dans notre pays.

Au nom de nous tous, je tiens à vous exprimer notre plus profonde gratitude.

Signé : Elizardo Sánchez Santa Cruz

Nouvelle demande de fonds, assortie de cynisme : « aussi bien avec de l'argent qu'avec des médicaments qu'on ne peut acheter qu'en dollars dans notre pays ». Là encore, un solde de dix dollars !

MISSION VOUÉE À L'ÉCHEC

Analyser sérieusement les positions politiques d'Elizardo Sánchez à partir de ses actes et de ses déclarations publiques constitue une gageure vouée à l'échec.

Ses actions et ses déclarations révèlent un discours si contradictoire qu'on pourrait dire, rappelant son passé marxiste, que seule la profonde dialectique de la négation survit en lui.

Elizardo Sánchez n'est pas seulement un curieux gauchiste des années 60 qui préfère appeler l'hôtel Habana Libre l'hôtel Hilton[1] quand il vend ses articles à *El Nuevo Herald* ; c'est aussi quelqu'un qui se déclare « socialiste démocratique » et qui va en 1993 en Europe négocier avec les dirigeants socialistes Felipe González (Espagne) et Mario Soares (Portugal) et qui se déclare ravi de rencontrer ensuite l'opposant de droite José María Aznar qui, en un peu plus d'une heure de réunion, dépasse « ses attentes les plus optimistes[2] ».

Il semblerait que ceux-là mêmes qui lui demandent de suivre un discours de tendance socialiste le poussent constamment à se contredire. A moins que son attraction pour les droites les plus rétrogrades ne s'explique par l'argent.

Il y a toujours un grand écart entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. Ainsi, en 1991, il déclare catégoriquement à *El Nuevo Herald* que son organisation tient à rester à l'écart « des schémas et des attaches idéologiques » et que « ses statuts [l'empêchent] de se mêler de la politique », après que Cuba a rendu publique la fameuse lettre de Montaner où celui-ci, sur instructions nord-américaines, lui demande, ainsi qu'aux autres destinataires, de fonder des partis politiques d'opposition à Cuba. Or, moins d'un an après, il applique cette consigne et publie dans ce même journal son très politique Projet de programme socialiste démocratique.

Il devra aller encore plus loin dix ans plus tard, en 2002, quand le chef de la SINA, Vicky Huddleston, exerce des pressions pour qu'il rejoigne le Projet Varela. Devant les ordres supérieurs, voilà qu'Elizardo Sánchez soutient de nouveau un programme politique visant à démanteler de l'intérieur le socialisme cubain. Et là, la contradiction n'existe pas seulement entre les idées qu'il prône et celles qu'il adopte, entre ce qu'il dit et ce qu'il fait : Sánchez va carrément contre lui-même. En effet, le petit monde de la « dissidence » n'ignore rien des crises de jalousie et d'envie que provoque en lui le lancement largement publicitaire de Payá à l'étranger et l'accueil qui est fait à ce dernier à Miami, à Washington et dans d'autres capitales à partir de mai 2002.

Sánchez semble se rendre compte que son moment est en train de passer et que ses revenus risquent d'en pâtir devant l'apparition d'un personnage moins usé et apparemment plus « original ». D'autant que la « proposition » de Payá vient se superposer à l'un de ses anciens projets[3] et qu'il risque donc de tout perdre.

---

[1] Selon le témoignage « Ota Klein entre nosotros », *El Nuevo Herald* (Miami), 2 mai 1991, rappelant une rencontre à La Havane en 1967.

[2] Les notes sur ces rencontres apparaissent dans la rubrique « Cuba por dentro » d'*El Nuevo Herald* des 3 et 4 juin 1993, et dans presque tous les journaux espagnols.

[3] Le Projet Varela, en effet, rappelle une proposition faite par Elizardo Sánchez et Vladimiro Roca au Comité central du Parti communiste de Cuba pour que celui-ci convoque une assemblée constituante qui restaurerait l'économie de marché dans le pays. À l'époque, Sánchez avait aussi perdu son rôle protagoniste dans la

C'est peut-être pour cela que, se rappelant les instructions de Montaner, il lance en décembre 2002 le document *Tous unis*, une caricature de la plate-forme de 1992 dont l'idée de base est le rétablissement du capitalisme dépendant et néo-colonial à Cuba.

Un document qui a aussi un « plus » : il exclut Payá Sardiñas dont il élimine le monopole sur les propositions « novatrices » qu'il a avancés pour résoudre les problèmes de Cuba.

Et c'est ainsi que le projet *Tous unis* est adopté solennellement le 10 mars 2003 avec la participation protagoniste d'Elizardo Sánchez dans le but essentiel de mettre Payá, avec qui presque personne ne sympathise, sur la touche. Sánchez aura bien du mal, maintenant, à nier ses visées politiques évidentes.

Mais les contradictions ne s'arrêtent pas là compte tenu de la rivalité engagée pour s'attirer les bonnes grâces de l'empire. En effet, dès qu'il sent que son « leadership » et sa position de « chouchou » de la SINA et du gouvernement nord-américain sont en danger, il est capable de déclencher une véritable guerre contre le condisciple qui apparaît comme un concurrent ou qui peut lui voler la préférence des chefs. Ses rapports d'amour et de haine avec Oswaldo Payá disent bien jusqu'où peut aller la lutte entre deux profiteurs.

Leurs contradictions pour occuper le devant de la scène face à la SINA sont virulentes, si bien que chacun fait ce qu'il peut en catimini pour faire un croche-pied à l'autre. Tel est le cas de Sánchez qui rédige avec d'autres personnages une déclaration publique contenant une censure forte, mais indirecte, de Payá qui, bien entendu, n'apparaît pas parmi les signataires : ce document, élaboré à la veille du 4 juillet 2003, au cours d'une réception offerte par James Cason à la SINA, contient une bonne série de dards empoisonnés :

> Nous rejetons, comme contraire à l'esprit démocratique de notre lutte, toute déclaration publique d'un dissident qui en censurerait un autre (ou d'autres) du fait de la tendance qui est la sienne dans l'éventail des idées démocratiques à la suite de la posture qu'il adopterait face à un projet, à une initiative ou à une idée de travail spécifique, ou du fait de ses méthodes de lutte organisationnelles ou tactiques.
>
> Nous estimons que les relations personnelles entre les dissidents doivent refléter l'unité essentielle de notre lutte pacifique et avoir par conséquent un caractère cordial, respectueux et fraternel.
>
> La profonde vérité et la pureté de nos idéaux patriotiques et démocratiques doivent se refléter constamment dans toute notre activité publique. Aussi, en tant que dissidents, rejetons-nous catégoriquement la tromperie et le mensonge.

La mise en garde semble une réponse claire aux prises de position privées et publiques de Payá.

Même *El Nuevo Herald* s'est rendu compte de la fracture. Le dimanche 6 juillet 2003, sa rubrique « Cuba por dentro » qui vise à porter tous les coups possibles à la Révolution, tout en publiant intégralement le document, qualifiait d' « inquiétant » l'absence de Payá parmi les signataires.

Mais cette toute récente « déclaration de principes » ne vise pas à faire un croc-en-jambe au seul Payá. Des gens qui connaissent à fond toutes les ruses d'Elizardo Sánchez

---

mesure où la proposition de modification de la Constitution était présentée davantage comme l'œuvre du fils de Blas Roca.

n'ont pu s'empêcher de sourire en lisant que « les relations personnelles entre les dissidents doivent refléter l'unité essentielle de notre lutte pacifique et avoir par conséquent un caractère cordial, respectueux et fraternel ». Car, parmi les signataires qu'Elizardo Sánchez est parvenu à recruter, on découvre Gustavo Arcos, quelqu'un à qui il n'a cessé de couper l'herbe sous les pieds pendant toutes ces années-ci. Nous n'en voulons pour preuve que sa lettre à Frank Calzón :

> Je vous adresse à des fins d'information une photocopie de l'interview que nous avons concédée, Gustavo Arcos et moi, à la publication espagnole *Cambio 16*.
>
> Le journaliste doit y reconnaître que nos positions divergent quand il s'agit d'expliquer comment obtenir les changements à Cuba.
>
> Je crois que c'est vraiment regrettable, mais Gustavo Arcos se détériore de jour en jour, non seulement du point de vue de la santé qui est toujours plus précaire, mais aussi du point de vue intellectuel, car il dit des choses et emploie des termes qui sont inadmissibles chez un activiste des droits de l'homme.
>
> Cette situation influe forcément sur le travail nul que mène le Comité pour les droits de l'homme, et même les diplomates et les personnalités internationales qui nous rendent visite s'en rendent compte.
>
> Dans l'attente de vos commentaires.
>
> Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco

Le signataire de cette lettre est le même que celui de la pompeuse déclaration de principes si applaudie par la SINA et à Miami selon laquelle « la profonde vérité et la pureté de nos idéaux patriotiques et démocratiques doivent se refléter constamment dans toute notre activité publique. Aussi, en tant que dissidents, rejetons-nous catégoriquement la tromperie et le mensonge. »

Pousser à l'exclusion de Payá, contester en douce Gustavo Arcos, lancer l'un contre l'autre, les discréditer face à leurs chefs, peut-être est-ce là bien plus qu'une conséquence des contradictions. Mais que peut-on attendre d'un *camaján* ?

Fantomas se démasque

Ces vingt dernières années, l'homme des contradictions a laissé dans *El Nuevo Herald*, qu'on pourrait considérer un journal fidèle de ses valses-hésitations, une longue série de déclarations en faveur de ce qu'il dit critiquer et contre ce dont il s'annonce partisan. On y découvre une absence totale d'idéaux tant chez lui que chez ses parrains. Après tout, quiconque ne vise qu'à la destruction ne peut avoir des idées claires.

Ces contradictions, ce double jeu et ce cynisme apparaissent au plein jour sur des questions telles que le leadership incontestable de Fidel Castro, le blocus nord-américain ou la lutte contre le terrorisme.

En fait, compte tenu de son passé « marxiste » et de son déguisement de militant des droits de l'homme, Elizardo Sánchez a dû paraître idéal pour élaborer un contre-discours face aux dinosaures de Miami, discrédités aux yeux tant des Cubains que de n'importe quelle personne décente dans le monde.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour imaginer les *think tanks* de la politique anticubaine en train de suggérer une solution de rechange modérée, quelqu'un qui parlerait au nom de la réconciliation et d'autres mensonges de ce genre, tout en donnant l'impression d'une indépendance critique face à Washington sur des questions si sensibles pour les Cubains… mais sans remettre en cause, bien entendu, la stratégie impériale. Quelqu'un qui pourrait gagner en crédibilité en reconnaissant la force incontestable du leadership de Fidel Castro et, à partir de là, tenterait de l'affaiblir. Quelqu'un qui aurait le courage de s'opposer à la politique aberrante du blocus tout en en justifiant l'existence.

Mais on peut berner tout le monde tout le temps…

La tournée espagnole entreprise au milieu de 1993 par Sánchez pour conquérir les sociaux-démocrates européens a laissé des preuves dans de nombreux médias de son approche contradictoire vis-à-vis des questions les plus sensibles pour le peuple cubain. Contraint par la force des choses de reconnaître que « le régime cubain dispose d'un soutien important », il affirme toutefois que « Castro pourrait jouer un rôle historique important en travaillant à tirer Cuba de la terrible situation où elle se trouve ». Et d'ajouter : « Le gouvernement et le peuple cubains doivent être entourés d'un climat de coopération, car les régimes autoritaires comme celui de Cuba cherchent toujours des ennemis extérieurs pour durcir leur répression[1]. »

Il se prononce aussi contre le blocus à plusieurs reprises, selon la presse d'alors. Et il a continué de le faire depuis comme un mouvement tactique et formel pour faire mieux passer son discours contre-révolutionnaire et faciliter l'acceptation de son message devant d'autres auditoires, en particulier en Europe. Car il est curieux que son opposition ne se fonde pas sur des motivations humanitaires en accord avec sa prétendue idéologie ni sur la torture collective qu'il représente pour son pays natal, mais sur le fait que la levée du blocus ferait perdre aux dirigeants révolutionnaires « tous leurs alibis politiques pour justifier leur propre gabégie[2] ».

Ainsi, un article d'*El Nuevo Herald* du 1er janvier 1999, reproduit les déclarations suivantes : « Les sanctions économiques, contre lesquelles je me suis toujours prononcé, sont un facteur exogène qui complique la situation mais ne la provoque pas. La cause première de la situation déplorable que connaît l'immense majorité du peuple cubain est l'échec du modèle totalitaire. »

Quant à la loi Helms-Burton, une aberration juridique que Cuba qualifie de loi de l'esclavage, des déclarations récentes semblent le confirmer comme son partisan, malgré la sinuosité habituelle de son discours.

Quand un journaliste lui signale que toute une série de lois nord-américaines interdisent la levée du blocus tant que la Révolution cubaine existera, Sánchez laisse entendre qu'il ne s'opposerait pas à une aide conditionnée : « Je parle d'un mouvement dans les deux sens, qui inclurait le démantèlement graduel du modèle totalitaire et une levée, elle aussi graduelle, des sanctions unilatérales. »

Ainsi donc, contrairement à ce que signalent les résolutions et déclarations de l'Asemblée générale des Nations Unies et celles de nombreuses conférences internationales, Sánchez ne considère pas le blocus comme un obstacle décisif qui porte atteinte au développement économique et social du peuple cubain et n'en parle que pour

[1] Cf. in « Témoignage documentaire et visuel » les coupures de presse d'*El Nuevo Herald* et de *Diario de las Américas* de juillet 1993.
[2] **Id.**

faire retomber la faute des difficultés que souffre la population cubaine sur le système de justice sociale que celui-ci s'est donné.

Si quelqu'un en doutait, il suffirait alors de rappeler qu'il n'a cessé d'insister auprès de l'Union européenne pour celle-ci se joigne à l'internationalisation de l'agression contre Cuba et de réclamer à différentes personnalités de cette institution la renforcement de ses mesures coercitives dans le droit fil de la Position commune européenne.

Sur un point aussi grave que le terrorisme, les déclarations d'Elizardo Sánchez sortent du domaine de la simple contradiction pour tomber dans la volonté malintentionnée de dénaturer la position cubaine, avec tous les risques que cela implique. À Prague, en janvier 2002, alors qu'il était l'invité ni plus ni moins que du président de la République tchèque, Vaclav Havel, un anticommuniste maladif, s'il en est, un journaliste lui a posé la question suivante : « *Que pense la dissidence cubaine des attaques terroristes ?* », faisant allusion aux événements survenus le 11 septembre 2001 aux États-Unis. Voici la réponse de Sánchez Santa Cruz :

> *La position du gouvernement cubain est ambivalente car, à mon avis, il se sent plus proche des gouvernements complices du terrorisme que des victimes. Même si le gouvernement de La Havane a émis une déclaration condamnant le terrorisme et les actions qui ont provoqué tant de pertes humaines à New York et à Washington, je pense qu'il n'est pas sincère dans le fond. Mes compagnons et moi nous pensons que la violation des droits de l'homme et le terrorisme sont étroitement liés. Tout simplement parce que les pays présentant des situations très défavorables, autrement dit des cas de violation systématique de ces droits, par exemple l'Afghanistan, l'Iran, la Syrie, la Libye et d'autres, sont en fait de vrais sanctuaires de terroristes. Autrement dit, un plus grand effort international pour la promotion des droits de l'homme permettrait aussi de barrer la route au terrorisme. La participation du gouvernement cubain à ce sujet n'est pas à la hauteur de ce que réclament aujourd'hui les secteurs les plus progressistes et civilisés de la communauté internationale.*

Quiconque ne connaîtrait pas l'auteur de ces idées pourrait penser qu'il s'agit d'un des faucons de la camarilla néo-fasciste qui s'est emparé frauduleusement du pouvoir aux États-Unis et qui tente d'imposer aujourd'hui, à travers les armes et la terreur, un empire à portée globale. Mais comment comprendre ces déclarations de la part de quelqu'un qui a été présenté au monde comme un promoteur humanitaire de changements pacifiques à Cuba ?

Ces déclarations révèlent éloquemment sa volonté réelle et celle des gens qui lui dictent sa conduite de favoriser une agression militaire contre la Révolution cubaine. En ligne directe avec la mafia de Miami.

Ce n'est pas là une conclusion hâtive. Selon Sánchez Santa Cruz, les pays qui violent systématiquement les droits de l'homme sont de vrais sanctuaires du terrorisme. Grave accusation, on en conviendra. Ce qui explique sans doute pourquoi il a toujours soutenu le projet de résolution anticubaine parrainé par les États-Unis à la Commission des droits de l'homme à Genève. Selon l'agence de presse espagnole (EFE), en date du 13 avril 2003, il déclarait : *« J'espère que la résolution latino-américaine* [de condamnation de

Cuba] *sera adoptée à la Commission, compte tenu de la situation désastreuse des droits civils, politiques, économiques et culturels du pays.*

Ainsi donc, selon cette logique, Cuba, un pays contre lequel les États-Unis imposent injustement, par le chantage et la coercition, une résolution au titre du point 9 de l'ordre du jour de la CDH (examen des cas de violations systématiques et massives des droits de l'homme) serait un sanctuaire du terrorisme international ! Et pour le prouver, il met dans le même sac Cuba et les pays que les Etats-Unis tentent de stigmatiser devant l'opinion publique mondiale.

Ce qui est encore plus grave, c'est qu'il affirme ce genre de chose précisément alors que le président Bush a proclamé, dans le cadre de sa prétende guerre mondiale contre le terrorisme, le droit des États-Unis de procéder à des agressions préventives contre tout pays pouvant représenter un danger réel ou potentiel pour la « lutte » des États-Unis contre le terrorisme.

S'il y a quelque chose qu'Elizardo Sánchez ne peut alléguer pour sa défense, c'est la naïveté…

Comme de bien entendu, il n'a pas dit un traître mot des nombreuses actions terroristes perpétrées contre le peuple cubain depuis les États-Unis. Pas un traître mot des milliers de victimes d'attentats, de sabotages, de bombardements et d'invasions, peaufinés, organisés et financés par la mafia terroriste de Miami, toujours avec la participation directe, la protection et la complicité de plusieurs agences du gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Bien entendu, on voit mal comment quelqu'un dont la destination habituelle, lors de ses tournées à l'étranger, et la principale source de revenus personnels est justement un vrai sanctuaire du terrorisme sur le continent : Miami, pourrait avoir assez de morale pour se prononcer dans ce sens !

Le plus grand mérite de Sánchez aux yeux de ceux qui paient grassement sa vie de *camaján* politique est la façon impeccable dont il a rempli jusqu'ici la tâche abominable de s'affubler des ailes d'ange pour exécuter les ordres du diable. Beaucoup avaient avalé le bobard qu'il s'opposait au blocus et cherchait pacifiquement la conciliation de tous les Cubains. Ses déclarations de Prague ont mis bas le masque : c'était exactement le contraire !

D'ailleurs, un de ses derniers textes de l'ancien *Elisoviet*, de celui qui fut censément de gauche, ne laisse aucun doute sur ses positions : à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'attaque de la caserne Moncada, le 26 juillet 2003, il a publié, bien entendu dans *El Nuevo Herald*, un article intitulé : « Le sinistre panorama cubain » dans lequel il minimise les taux d'éducation et de santé élevés de Cuba sous prétexte qu'ils correspondent à un système « néostalinien » et il somme la direction du pays de saisir « la dernière chance » de démanteler la Révolution « une bonne foutue fois pour toutes » ! Bref, il demande à ceux qui ont eu le courage, avec le soutien du peuple, de bâtir et de défendre un système social juste et humain, de le détruire eux-mêmes, parce qu'il sait que ses complices et lui-même n'y parviendront jamais.

Cet article, la diatribe la plus rageuse de ces derniers temps contre la Révolution qu'il n'a pu affaiblir par ses ruses de *camaján*, est un vrai cri d'impuissance. Et la reconnaissance tacite de la défaite de ses idées annexionnistes.

CUADERNOS TESTIMONIAL DESPUÉS DE PÁGINA 46

p. 1

Des dissidents critiquent Cuba, les USA et la politique des exilés

La Havane (AFP) – Le président de la Commission pour les droits de l'homme de Cuba, Elizardo Sánchez Santa Cruz, et sept dissidents qui se déclarent socialistes démocratiques, ont critiqué mardi le gouvernement des Etats-Unis, celui de Cuba et des secteurs de l'exil anticastriste pour « leur incapacité à conjurer le danger » d'une issue violente à la situation cubaine.

La déclaration exhorte à éliminer « tous les obstacles internes et externes » qui empêchent, de l'avis des signataires, le peuple de l'île d' « exercer pleinement sa souveraineté politique ».

Cuba « ne doit pas suivre forcément le même chemin que d'autres pays ont emprunté vers la démocratisation de leurs sociétés », selon la déclaration. « Il existe encore la possibilité d'enfreindre la logique de l'affrontement, du revanchisme et de la violence. »

Remis à des correspondants étrangers, le texte est aussi signé « à titre exclusivement personnel » par Rolando Prats, Vladimiro Roca, Néstor Baguer, Bernardo Marqués Ravelo, Néstor Castellanos, René del Pozo et Enrique Patterson, qui se présentent comme membres de « courants d'opinion liés entre eux ».

« Cuba traverse aujourd'hui le moment le plus complexe de toute son histoire d'Etat souverain », selon le document qui ne prévoit que deux issues possibles :

Une issue « violente, aux conséquences incalculables pour l'intégrité des personnes et des biens et pour la préservation des conquêtes historiques de la Nation », et l'autre, « non violente » grâce à laquelle le peuple pourra « exercer pleinement sa volonté souveraine et décider des voies, des délais et des modalités de changements dont personne ne met en doute la nécessité ».

Alertant du « danger de voir augmenter les possibilités d'une issue violente », le document signale que « ce n'est pas en intensifiant les pressions sur Cuba qu'on pourra le mieux favoriser une transition pacifique », ni « en ramenant toute dissidence interne à une opposition intransigeante au gouvernement cubain ».

« Le gouvernement des Etats-Unis doit renoncer à ses pratiques antidémocratiques envers Cuba. L'embargo financier, économique et commercial contre l'île doit être levé et le retrait des troupes nord-américaines cantonnées dans la base navale de Guantánamo doit être négocié », exprime la déclaration.

Elle ajoute que, de son côté, « le gouvernement cubain doit renoncer à ses pratiques antidémocratiques vis-à-vis de son propre peuple, dont une partie est aussi ceux qui, du dedans et au seul service de leurs propres idées, se manifestent d'une manière pacifique pour une solution ou une autre à la situation actuelle ».

Quant aux secteurs extrémistes de l'exil cubain, signale le document, « ils doivent comprendre qu'il s'agit de garantir que des changements éventuels dans le régime socio-économique et politique ne fassent régresser des progrès substantiels en matière de droits économiques, sociaux et culturels ».

Il s'agit au contraire de les consolider et « d'élever à des niveaux supérieurs le respect intégral des droits de l'homme, dont les droits civils et politiques, dans toute leur ampleur » qui, selon le document, « sont sérieusement restreints et violés de nos jours pour des causes internes et externes ».

Il faut fabriquer un personnage apparemment plus souple et plus conciliant que la mafia de Miami. Mais c'est qu'une apparence : Sánchez commence par une critique de l' « embargo » et finit par exiger le démantèlement du système socialiste cubain.

p. 2

Les « dissidents cubains persécutés » se réunissent avec des envoyés étrangers dans les meilleurs hôtels en vue de conspirer contre la Révolution.

Gortázar à La Havane entouré de ses pupilles.

p. 3

…la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale (CDHRN) a estimé que l'accusation portée par le DSE fait partie d' « une vision purement idéologique de ce qui se passe, et une preuve de plus de la perte de contact avec la réalité ».

Il a admis l'existence de la lettre de Montaner, mais il affirmé qu'un « processus de concertation » est en cours entre plusieurs groupes dissidents « depuis janvier de l'année courante, et que la lettre en question date du 29 juillet ».

« Nous faisons nos propres conceptions. Sa lettre est une tentative d'influencer un processus qui est en marche et qui est en plus irrépressible », a-t-il ajouté, bien qu'il croie néanmoins que Montaner « agit de bonne foi »,

Selon le dirigeant de la CDHRN, « les efforts de concertation de la dissidence cubaine » datent de huit mois et concernent le Parti pour les droits de l'homme que Bergnes dirige à Cuba, et trois autres groupes eux aussi illégaux : « Armonia », « Criterio Alternativo » et l' « Asociación de Defensa de Derechos Políticos ».

« Une large concertation va se frayer une voie ici », et bien que la CDHRN soutienne les efforts dans ce sens, « nous nous maintenons distancés des schémas et d'attaches idéologiques », a déclaré Sánchez Santa Cruz.

« Nos statuts nous interdisent de nous mêler de questions politiques, car nous sommes un groupe de vigilance de droits essentiels », bien que « j'aie

personnellement un militantisme politique bien connu, que je ne cache pas et qui a un nom : socialisme démocratique », a-t-il ajouté.

Quand Cuba publie la lettre de Montaner, Sánchez tente de se démarquer et se déclare éloigné des schémas idéologiques et politiques. Un conte à dormir debout…

p. 4

Cuba du dedans
Par Pablo Alfonso

Un dissident s'entretient avec deux chefs d'Etat

Le dissident cubain Elizardo Sánchez Santa Cruz a conclu mardi sa visite d'une semaine à Madrid où il s'est entretenu avec de hauts fonctionnaires du gouvernement espagnol. Certains groupes d'exilés cubains dans cette capitale ont refusé sa présence.

Sánchez s'est réuni séparément, lundi à Madrid, avec le chef du gouvernement espagnol Felipe González et avec le président du Portugal, Mario Soares. Il leur a demandé à tous deux un soutien pour assurer dans l'île un processus de démocratisation.

C'est la première fois qu'un dirigeant de l'opposition cubaine vivant dans l'île est reçu officiellement par un chef d'Etat ou un président d'un gouvernement ayant des relations diplomatiques avec Cuba.

Sánchez a aussi rencontré à midi Mario Soares pendant une heure à l'hôtel Ritz, tandis qu'il a conservé pendant trois quarts d'heure avec le chef du gouvernement espagnol à La Moncloa, siège du gouvernement. Il a été accompagné les deux fois par Ramón Cernuda, représentant à l'extérieur de la Coordinatrice des organisations des droits de l'homme de Cuba.

« Ces rencontres font partie de notre propos de parler avec les dirigeants ibéro-américains que se réuniront la semaine prochaine au Brésil en quête de soutien et de solidarité pour assurer une orientation démocratique à Cuba », a dit Sánchez.

Sánchez n'ira pas à Bahia

Dans une interview téléphonique depuis Madrid, mardi, Sánchez a affirmé qu'il ne voyait pas d'intérêt à un voyage à Bahia, où se tiendra le Troisième Sommet ibéro-américain, parce que « c'est un rendez-vous de chefs d'Etat et de gouvernement » et qu'il ne voit pas l'utilité de sa présence là-bas.

« De plus, mes collègues de La Havane ne me l'ont pas demandé. Nous, de l'opposition modérée, nous croyons qu'il est plus utile de faire parvenir notre message aux présidents et que ce soit eux qui le présentent », a-t-il indiqué.

Sánchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, a dit qu'il ne critiquait pas les organisations de l'exil

qui envisagent d'être présentes à Bahia pour faire des démonstrations de protestation contre le gouvernant Fidel Castro, mais il a signalé que le rôle des dissidents dans l'île est autre.

« Nous pensons que les démarches que les présidents peuvent réaliser auprès de Castro seraient plus utiles dans un climat qui favoriserait la réflexion et non l'affrontement », a-t-il affirmé.

Sánchez s'est aussi entretenu lundi avec le vice-secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Alfonso Guerra, et avec la responsable des relations internationales de ce parti, Elena Flores.

Pendant son séjour à Madrid où il est arrivé la semaine dernière en provenance de la République dominicaine, Sánchez a rencontré le président du Parti Populaire, José María Aznar, avec des membres de l'Association pour les droits de l'homme en Espagne et avec des dirigeants d'organisations d'exilés cubains en Espagne.

Critiques d'exilés

Le voyage de Sánchez en Europe a été critiqué par plusieurs groupes d'exilés qui ont signé un document signalant que le dissident est un envoyé de Castro et « n'inspire pas confiance à l'exil ».

Selon un note publiée mardi par le journal madrilène *ABC*, on trouve parmi les signataires Ofelia Monecal, de la Fédération mondiale d'anciens prisonniers politiques ; Fernando Mantiñano, de Cuba indépendante et démocratique ; Roberto Fernández, du Centre cubain, et Ernesto A. Vandama, de l'Association cubano-espagnole.

ABC a dit que Menocal a aussi signé en représentation de la Fondation nationale cubano-américaine et de la Junta Patriótica Cubana.

Sánchez se rend à Madrid en 1993 pour demander aux gouvernements espagnol et portugais d'utiliser le Sommet du Brésil contre son propre pays.

p. 5

Partageant le dur métier de la « dissidence » avec d'autres camajanes*.*

p. 6

José María Aznar recevant la crème des camajanes *cubains. Pourquoi Sánchez est-il si éloigné du président du gouvernement espagnol ? Serait-ce maintenant le tour de Payá ?*

De nouveau avec Aznar, et Sánchez toujours aussi éloigné ! Il devra faire quelque chose pour retrouver la préférence coloniale…

p. 7

Personne n'a autant parlé et si peu travaillé.

COURS BASIQUE DE DROITS DE L'HOMME

Il est attesté que **Héctor Palacios Ruiz** a reçu une formation de base qui l'habilite à travailler comme Observateur et Promoteur non gouvernemental dans le domaine des DROITS DE L'HOMME.
La Havane, le 2 mars 2000.
Signé : illisible (conseiller) E. Sánchez (coordinateur)

Ecole politique et tout le tralalala !

p. 8-10

COMMISSION CUBAINE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE (CDHRN)

San Juan, Puerto Rico
21 mars 1997

CONFIDENTIEL

I. En plus de constituer un thème de divergences entre alliés et organisations démocratiques, la situation de crise générale à Cuba peut conduire à un scénario de chaos généralisé et/ou de vide de pouvoir (même pour des motifs fortuits) qui pourrait aboutir à une intervention militaire plus ou moins larvée des USA.

II. Je ne crois pas que la haute direction à Washington souhaite un tel scénario, mais qui pourrait ou devrait s'en mêler sinon eux ?

III. J'insiste qu'il faut concevoir et monter, dans les meilleurs délais possibles, une OPÉRATION pour obtenir une pré-transition et une transition graduelles à Cuba.

IV. J'insiste qu'il incombe à l'Espagne, en tant que « référent européen » pour ce qui concerne Cuba, de jouer le principal rôle protagoniste dans la conception et la mise en œuvre de ladite opération politique au bénéfice de Cuba, des Amériques et du monde, ce qui supposerait ceci :

A. Le gouvernement espagnol peut et doit traduire dans des actions pratiques concertées la disposition unanime et positive de l'UE, du

Canada et des gouvernements les plus influents d'Amérique latine en ce qui concerne la situation de Cuba.

B. Le gouvernement espagnol pourrait au plus haut niveau exposer à celui des USA que le mieux pour tous serait une transition graduelle à Cuba, et que ceci suppose le soutien indispensable de la Maison-Blanche qui peut être tacite au départ et progressif de manière calibrée, selon l'avancée visible et fructueuse de l'opération.

C. Le gouvernement espagnol doit proposer à une haute personnalité espagnole, à l'autorité et à l'expérience reconnues, qui ait du temps et suscite plutôt le consensus, afin qu'elle conçoive, lance et couronne les démarches de médiation et que les parties comprennent clairement que cette personnalité prestigieuse peut compter sur le soutien de tous les gouvernements et d'autres facteurs internationaux désireux d'aider, d'une manière efficace et viable, le peuple cubain.

D. Le Président Fidel Castro doit recevoir « une offre qu'il ne saurait refuser », un maintenant ou jamais, qui supposerait à mon avis lui offrir tout l'appui politique, diplomatique et financier pour qu'il adopte, dès cette année-ci, une série de mesures graduelles qui conduiraient à une transition du modèle totalitaire actuelle à un Etat de droit démocratique.

E. Le Président Fidel Castro doit garantir qu'il utilisera tout cet appui uniquement au processus de transformations démocratiques graduelles et non pour renforcer son influence personnelle. Le Président Fidel Castro doit recevoir en même temps des garanties sérieuses et visibles de la haute direction des USA, de tout le système interaméricain et de l'Union européenne que la fin du modèle totalitaire à Cuba ne sera pas la fin de la légende castriste et que Fidel Castro lui-même et ses partisans ne seront exposés à aucune forme d'humiliation, d'ignominie ou de violation de leurs droits civils et politiques. Un parti d'inspiration castriste peut et doit participer à des élections libres plurielles et transparentes, comme le font les sandinistes et les ex-guérillos salvadoriens.

F. Les Sommets ibéro-américains et le système interaméricain seraient des contextes valides pour reconnaître les progrès visibles et irréversibles, depuis la loi et vers la loi, que le gouvernement cubain doit, d'une manière progressive et dès cette année-ci, obtenir dans la remise en ordre économique, juridique et politique de la république.

G. Les plus hauts dirigeants politiques dans certains pays doivent assurer un consensus de base entre les grands partis sur la question de Cuba.

H. On pourrait engager dans l'immédiat l'examen de la réinsertion graduelle du gouvernement cubain dans le système interaméricain par des rapprochements réciproques et faire pareil en ce qui concerne la normalisation graduelle et pratique des relations diplomatiques, d'Etat à d'Etat, entre Cuba et les USA.

I. Les forces dissidentes à l'intérieur de l'île et en exil doivent développer leur capacité de faire une opposition constructive et d'élargir leur structuration pratique en vue d'élections libres et plurielles à partir d'un scénario qui devra éviter à court terme les thérapies de choc économiques ou politiques.

Elizardo Sánchez Santa Cruz
Président du Conseil exécutif
Commission cubaine pour les droits de l'homme
et la réconciliation nationale

Document « confidentiel ». Pour qui ? Peut-être pour lui-même, pour ne pas oublier les instructions reçues. Il est en tout cas symptomatique qu'il soit daté de Porto Rico, très peu de temps après sa visite aux USA et sa rencontre avec la Fondation nationale cubano-américaine.

p. 11

DÉCLARATION CONJOINTE

1. La Position commune de l'Union européenne (UE) vis-à-vis de Cuba a été élaborée en tant que décision souveraine qui mérite le respect de signataires de la présente Déclaration.

2. Ladite Position commune subordonne l'attitude qu'assumeront les pays de l'UE à la conduite qu'adoptera le gouvernement cubain pour mettre fin à sa politique actuelle de violation des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et de carence de démocratie. A notre avis, cette Position commune, posant les choses de cette manière, part de présupposés qui sont juridiquement incontestables, éthiquement nobles et politiquement justes.

3. De l'avis des signataires de la présente Déclaration, il est évident que le gouvernement cubain actuel n'a pas satisfait, même d'une manière

minimale, aux positions exposées dans ladite Position commune. Au contraire, il a intensifié ces derniers temps la répression politique et sociale.

4. Cette posture du gouvernement cubain actuel révèle sa position foncièrement immobiliste et continuiste, ou, ce qui revient au même, son refus permanent de respecter intégralement les droits de l'homme reconnus à l'échelle internationale et d'admettre l'existence d'une opposition politique légale.

5. Les signataires sont d'avis que la collaboration avec l'UE sera d'une grande aide dans la reconstruction de notre patrie, et c'est ainsi que nous l'apprécions, mais nous croyons que le moment n'en est pas encore venu compte tenu du manque de réceptivité du gouvernement cubain, qui s'attache à tenter de disqualifier la Position commune.

6. Si les pays membres de l'UE, vu que le gouvernement cubain n'a pas modifié son attitude ni n'a satisfait aux conditions posées dans la Position commune, décident de maintenir leur politique actuelle et de ne pas favoriser l'entrée de Cuba à la Convention de Cotonou, ceci ne suscitera pas la moindre objection de la part des signataires de la présente Déclaration.

La Havane, le 9 mars 2003

Signé :

Félix Antonio Bonne Carcassés
René Gómez Manzano
Martha Beatriz Roque Cabello
Elizardo Sanchez Santa Cruz
Fernando Sánchez López
Vladimiro Roca Antúnez
Elsa Morejón Hernández
Gustavo Arcos Bergnes
Héctor Palacios Ruiz
Osvaldo Alfonso Valdés
Aleida Godínez Soler
Belkis Barzaga Lugo
Víctor Rolando Arroyo Carmona
Félix Navarro Rodríguez
María de los A. Menéndez Villalta

L'abominable demande à l'Union européenne pour qu'elle boycotte son propre pays !

p. 12

Vicky Huddleston, la « marraine ». Quel dommage qu'on l'ait expédiée si loin !

Le chef de la Section des intérêts des Etats-Unis d'Amérique de l'ambassade de Suisse et Mme Kozak
Ont l'honneur d'inviter

M. Sánchez
À un café
Le mardi 4 août à 15 h.

Calle 150, nº 2115
Cubanacán

R.S.V.P.
33 35 51 / 59

Si Sánchez a conservé toutes les invitations de la SINA, ses tiroirs doivent déborder.

p. 13

Lettre à Frank Calzón où Sánchez casse du sucre sur le dos de Gustavo Arcos (sur la photo avec la perruche) à qui il demandera ensuite de signer la mise en cause indirecte de Payá (voir traduction p. …).

p. 14-15

United States Deparment of State
Bureau of Inter-American Affairs
Washington, D.C., 20520-6258

Le 20 avril 1994

Elizardo Sánchez Santa Cruz
Cuba Committee for Human Rights
and National Reconciliation

Cher M. Sánchez

Voici notre réponse à la lettre que vous avez adressée à l'Ambassadeur Gelbard, mon prédécesseur, au sujet de votre désir de rencontrer le Président Clinton.

Nous attendrons votre prochaine visite à Washington au cours de laquelle je peux vous assurer que vous serez reçu par un haut fonctionnaire d'un rang convenablement approprié. Sans savoir encore la date exacte de votre arrivée, je ne peux vous dire qui ce sera. Comme vous le savez, votre rencontre l'été dernier avec le conseiller Wirth a fait de vous la première figure politique cubaine à avoir été reçu au plus haut niveau du département d'Etat ces trente dernières années.

Faites-nous savoir, je vous prie, à travers la Section des intérêts des USA, quand vous pourrez venir à Washington. Nous respectons beaucoup votre courage et celle de nombreux autres activistes des droits de l'homme qui mettent tout en jeu pour apporter la démocratie et les droits de l'homme à Cuba.

Sincèrement vôtre

Michael M. Skol
Assistant adjoint principal
Secrétaire d'Etat

On peut être « dissident », mais de là à être reçu à la Maison-Blanche !

p. 16

El Nuevo Herald, vendredi 14 mai 1999
Havel discute sur les droits dans l'île avec Elizardo Sánchez

L'activiste cubain a rendu visite au président tchèque dans le cadre de sa tournée en Europe

Pablo Alfonso
El Nuevo Herald

Le président de la République tchèque, Vaclav Havel, a reçu jeudi, au siège du gouvernement à Prague, le dirigeant bien connu des droits de l'homme de Cuba, Elizardo Sánchez Santa Cruz, qui s'est rendu dans ce pays dans le cadre d'une tournée qu'il a entreprise voilà deux semaines dans plusieurs pays européens.

« Tous deux ont conversé en détail de la situation des droits de l'homme à Cuba, et le président Havel s'est montré très intéressé par l'opinion de Sánchez sur la façon dont la République tchèque peut contribuer à la démocratisation à Cuba », a affirmé Thomas Pojar, directeur de People in Need Foundation (PINF), un organisation non gouvernementale des droits de l'homme installée à Prague.

Havel a reçu au bureau présidentiel, en même temps que Sánchez, Pojar et Petr Pribik, qui a été chef de la mission diplomatique tchèque à La Havane jusqu'à l'an dernier, où il a dû abandonner l'île sous les pressions du régime à cause de ses contacts avec le mouvement dissident interne.

La République tchèque a présenté cette année à Genève une résolution de condamnation du régime de Fidel Castro pour la violation des droits de l'homme à Cuba, qui a été adoptée de justesse à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

Sánchez, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, s'est rendu à Prague à l'invitation du PINF dans le cadre d'une tournée qui a débuté en Espagne et s'est poursuivie en Angleterre, en Italie, au Vatican et en Allemagne, où il a eu des réunions avec d'importantes fonctionnaires du gouvernement et des représentants de diverses organisations internationales des droits de l'homme.

« Dans tous les pays que j'ai visités, j'ai senti qu'il existe une solidarité spéciale avec ce que nous faisons, nous les dissidents, à Cuba », a dit Sánchez. Parlant de la Loi de protection de l'indépendance nationale, connue comme la loi

Bâillon, adoptée récemment par le Parlement cubain, Sánchez a signalé que « c'est une espèce d'exagération, parce qu'il existait déjà un code pénal vraiment draconien, copié du soviétique ».

Sánchez, qui est parti de Cuba en décembre à l'invitation du gouvernement français pour assister aux festivités commémoratives du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, envisage de rentrer dans l'île ces prochains jours, après avoir rendu visite des parents à Miami et assisté pendant plusieurs semaines à Washington à un séminaire de formation parrainé par Americas Watch, une organisation internationale des droits de l'homme.

C'est la seconde tournée de l'activiste bien connu en Europe. Fin 1996, Sánchez avait visité le Canada et plusieurs pays européens et latino-américains, après avoir reçu le Prix des droits de l'homme de la République française.

Email : palfonso@herald.com

Pie de foto : *Le président tchèque Vaclav Havel (à gauche) reçoit l'activiste Elizardo Sánchez (au centre), à côté d'un fonctionnaire tchèque non identifié.*

Auprès de son modèle et mentor, Vaclav Havel, quand les Tchèques furent chargés de conduire la campagne contre Cuba.

p. 17

L'individu que les USA et les puissants médias anticubains de Miami ont voulu vendre au monde comme un « leader de la dissidence ».

A renégat renégat et demi. Quiconque connaît l'ex-communiste Guillermo Gortázar soutient que sa seule qualité est la traîtrise.

p. 18-19

PARTIDO ACCION NACIONAL
Comité exécutif national
Présidence

Mexico, le 7 juin 2000

D. Lizardo Sánchez
Président
Commission pour les droits de l'homme de Cuba
Présent

Très honorable monsieur le Président

Comme vous le savez, nous réaliserons au Mexique, le 2 juillet prochain, des élections pour désigner le président de la République et la totalité des députés et sénateurs qui formeront la prochaine législature du Congrès de l'Union.

Ces élections offrent des conditions de lutte serrée entre les deux principaux candidats à la présidence : Vicente Fox Quesada, de l'Alliance pour le changement (Parti Action nationale et Parti vert écologiste du Mexique) et le candidat du PRI.

L'Institut fédéral électoral (IFE) est l'organisme public autonome chargé de l'organisation des élections fédérales.

Cet Institut a émis la convocation en même temps que les bases et les critères à partir desquels les visiteurs étrangers qui souhaiteraient assister au déroulement des élections devront être pris en charge et informés. Vous trouverez ci-joint une copie de cette convocation.

Conformément aux clauses de l'alinéa 12 des Bases de la convocation pour les visiteurs étrangers, nous, les partis politiques et les coalitions électorales, sommes habilités à diffuser cette convocation et à inviter les personnes étrangères qui remplissent les conditions requises dans les bases et les critères approuvés par le Conseil général de l'IFE.

Que la présente serve à inviter l'institution que vous présidez à accréditer des représentants qui, en qualité de « visiteurs étrangers », pourront connaître le déroulement de ces importants élections à n'importe laquelle de leur étape et n'importe où sur le territoire national. A cet égard, il est recommandable de se trouver non seulement le jour même des élections, mais même dans les semaines antérieures afin d'en connaître le déroulement et apprécier les actions que le gouvernement et les partis en général mènent à ce sujet.

Outre la copie de la convocation, nous vous joignons la demande d'accréditation en tant que visiteur étranger.

Ce formulaire devra être rempli par la personne qui souhaite être accréditée comme Visiteur étranger, et déposé auprès des représentations diplomatiques et consulaires du Mexique à l'étranger, ou adressé par télécopieur à la Coordination des questions internationales de l'IFE, aux numéros (52) 56-55-64-02 et (52) 56-55-70-13, de Mexico, au plus tard le **21 juin 2000**. En cas d'accès par courrier électronique, le formulaire peut être demandé à l'adresse **http://www.ife.org.mx**.

Une fois déterminées les personnes qui viendront au Mexique, nous vous prions de nous en informer afin de pouvoir vous donner tout renseignement supplémentaire et vous aider à formuler votre ordre du jour.

Nous sommes à votre disposition pour compléter l'information requise et, afin de faciliter la visite de vos accrédités, nous nous permettons de joindre certaines références d'hôtels de Mexico. Pour tout supplément d'information, vous pouvez nous joindre à l'adresse électronique : **observacionelectoral@cen.pan.org.mx** ou à l'adresse des relations internationales au numéro de téléphone : (52) 55-59-63-00 ou de télécopieur : (52) 55-59-01-59.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous saluons avec le plaisir habituel.

Signé : Luis Felipe Bravo Mena
Président national

La droite mexicaine entre en jeu.

p. 20

Congrès des députés
Guillermo Gortázar
Député pour Barcelone

M. Elizardo Sánchez

Madrid, le 6 mai 1996

Cher Elizardo

Je m'apprête en ce moment à signer la Charte constitutive d'une nouvelle Fondation hispano-cubaine. Il s'agit d'une Institution à but non lucratif et non partisane comme tu peux le constater dans les statuts que je te joins.

L'objet de cette lettre est de t'inviter à participer comme membre du Patronage. Pour ce faire, il te suffit de signer une lettre d'acceptation que tu feras ensuite légaliser par le consul espagnol à La Havane. Si tu acceptes, ce qui serait un honneur, tu peux compter sur l'appui d'Alejandro Alvar-González pour les démarches et pour me faire parvenir ton acceptation formelle.

Je souhaite que des gens importants de la culture (Vargas Llosa m'a confirmé sa participation au Patronage), de la Politique, de la communication et du monde des affaires soient représentés à cette Fondation, que je dirigerai comme secrétaire général. L'idée est d'équilibrer la participation cubaine et espagnole dans le Patronage. Je compte sur la participation de Mas Canosa, Montaner et Vicente Gutiérrez (homme de Rasco en Espagne).

J'ai aussi adressé cette invitation à deux autres amis de La Havane : Oswaldo Payá et Gustavo Arcos.

L’ambassadeur San Gil fait aussi partie du Patronage.

Une étreinte forte et fraternelle.

Signé : Guillermo Gortázar

Gortázar l’invite à créer la filiale de la FNCA en Espagne.

DOUBLE JEU. DEUXIÈME ÉPISODE

L'histoire de l'agent Juana pour la Sécurité de l'Etat n'est pas de la fiction.

Elizardo Sánchez Santacruz nous réserve toujours des surprises. Pensant sûrement qu'il lui fallait « protéger ses arrières » et fidèle à son itinéraire démagogique et opportuniste, il tente de « ménager la chèvre et le chou » : dans les années 90, il s'efforce à plusieurs reprises de collaborer avec les organes de la Sécurité de l'État, afin notamment de trouver une issue à ses contradictions et querelles personnelles avec d'autres chefs de file contre-révolutionnaires et d'asseoir ainsi, en même temps que sa position de leader, sa condition de principal récepteur de reconnaissances et de ressources.

La résistance du peuple cubain, lequel est parvenu non seulement à surmonter le coup terrible du début des années 90 et à prouver que la théorie du « domino » ne s'appliquait pas à l'île, mais encore à survivre et à trouver des voies à lui, fait comprendre à Sánchez que la Révolution est plus forte qu'il ne croit et qu'il doit dès lors manœuvrer pour pouvoir s'en sortir à la manière d'un bouchon de liège.

C'est fort de cette conviction que non seulement il demande à collaborer avec les services de renseignements cubains, mais encore qu'il introduit des nuances dans son discours contre-révolutionnaire pour donner l'idée qu'il est un conciliateur. Aussi défend-il dans plusieurs interviews « la nécessité que Fidel Castro participe à une phase de transition à la démocratie, voire qu'il la dirige ».

C'est après un voyage aux USA de juillet à octobre 1997 qu'il cherche avec insistance à entrer en contact avec la Sécurité cubaine, ce qui se concrétise finalement le 13 décembre 1997 dans une maison de travail. Là, il affirme vouloir collaborer et présente un document dans lequel il demande la mise en place d'un canal de communication avec les services de renseignements, y rappelant les relations qu'il avait déjà eues en 1988 avec le ministère de l'Intérieur dans le cadre d'échanges systématiques avec des officiers de la Sûreté.

Il propose donc de rétablir ces relations en vue d'analyser des situations concrètes et de tenter de contribuer à leur solution éventuelle. Il y insiste sur le fait qu'il s'oppose au blocus nord-américain et qu'il est prêt à travailler « à la recherche de solutions aux problèmes nationaux ».

Mais cet écrit ajoute, comme de bien entendu, toute une série de propositions visant à satisfaire des intérêts personnels et à chercher des bénéfices, de sorte qu'il demande à la Sécurité de l'appuyer sur les points suivants :

1. Reprendre ses activités professionnelles : il suggère des démarches en vue de le réintégrer à l'Université de La Havane, bien que non directement à l'enseignement (par exemple la bibliothèque)

2. Obtenir la relaxe de plusieurs détenus contre-révolutionnaires, lui-même devant apparaître aux yeux de ceux-ci et de leurs familles comme celui qui a agi dans ce sens.

3. Que les autorités invitent l'ancien président espagnol Adolfo Suárez qui, selon lui, pourrait influer grandement sur l'amélioration des relations avec l'Espagne.

4. Permettre un voyage aux USA de Manuel Silvestre Cuesta Morúa, chef du groupuscule Courant socialiste démocratique cubain.

5. Analyser la possibilité qu'on lui permettre de louer des locaux pour réaliser son « travail humanitaire ».

Il affirme aussi être prêt à réaliser volontairement toute tâche que lui confieraient les services de renseignements, aussi bien à Cuba qu'à l'étranger.

Il se dit aussi convaincu que la plupart des gens impliqués dans les groupuscules de l'opposition contre-révolutionnaire sont poussés par l'envie d'émigrer, et il reconnaît le manque de sérieux régnant dans ce milieu.

Il donne aussi des informations intéressantes sur ses liens avec des contre-révolutionnaires de l'étranger, sur des plans de meneurs et de membres de groupuscules qui lui sont liés, et de détails sur les contacts qu'il a eus avec des diplomates et des personnalités étrangères, vis-à-vis de quoi il demande des instructions sur la façon dont il doit agir envers ces gens-là.

Et comme preuve de sa « bonne volonté », Elizardo Sánchez s'offre à dissuader des contre-révolutionnaires de Santa Clara de poursuivre une « grève de la faim » et s'engage à donner des informations à l'étranger sur la situation réelle des gens qui la mènent.

Il commente enfin dans ce premier contact que la visite du pape à Cuba offrira plus d'espace aux tendances de droite, dont la démocratie-chrétienne – allusion évidente à la promotion que cela représenterait pour Payá – ce qui serait « un danger compte tenu de la tendance anticommuniste de Jean-Paul II ».

Elizardo Sánchez se dit enfin d'accord pour systématiser les rencontres et les entretiens clandestins avec les services de renseignements. Sa collaboration secrète devait se faire selon lui sous le pseudonyme de *Juan*. Mais il sera appelé ensuite *Juana* en vue du cloisonnement interne de la Sécurité – il prendra ensuite ceux d'*Eduardo* et de *Pestana*. Il donne un numéro de téléphone dans le cadre du système de contact initial.

Inutile de dire que cette offre provoqua bien des conjectures et des appréhensions parmi les experts du contre-espionnage. En effet, cette posture inhabituelle pouvait répondre parfaitement aux caractéristiques opportunistes typiques de cet individu, mais elle pouvait tout aussi bien découler d'indications de services spéciaux ennemis, d'autant que cette proposition d'Elizardo Sánchez semblait reprendre une tactique déjà utilisée par son vieil ami Vaclav Havel qui avait fait ce même genre de proposition aux services spéciaux tchécoslovaques.

En acceptant cette « collaboration » de Sánchez, tout en rejetant certaines de ses « demandes », les services de contre-espionnage estimaient utiles de « laisser agir » ce singulier *camaján* dont le contact pouvait permettre d'obtenir des informations déterminées qui, même si elles provenaient d'une source non fiable, ont toutefois apporté des données précieuses sur les activités subversives menées contre Cuba.

Et de fait la collaboration a été intense. Selon le dossier de l'agent *Juana* enregistré aux archives de la Sécurité de l'Etat, il y a eu, dans les trois premiers mois, dix-huit contacts à différents endroits, surtout dans des parcs et squares de La Havane et dans des installations touristiques. À chacune, les officiers ont pu constater le grand intérêt de Sánchez d'obtenir des faveurs personnelles et de rehausser sa figure dans des milieux hostiles de l'intérieur et de l'extérieur.

Le deuxième entretien, par exemple, eut lieu le 26 décembre 1997 à l'hôtel Tritón : Sánchez y remit un rapport dactylographié détaillant la situation des « grévistes de la faim » de Santa Clara et résumant les informations apportées par trois de ses partisans qui s'étaient rendus spécialement sur place sur ses instructions, dans le cadre, bien entendu, de la mission qui lui avait été confié par le contre-espionnage. Au cours de ce même entretien, Sánchez demanda de pouvoir rencontrer le ministre de l'Intérieur et le remercier de lui avoir procuré des soins médicaux de haut niveau quand il était en prison.

Le 14 mars 1998, Sánchez organisa une petite réception pour fêter le troisième mois de sa collaboration avec la Sécurité, se disant très satisfait de ces liens et souhaitant que « le travail se poursuive avec succès ». Affirmant ne pas constater de perspectives aux relations entre les gouvernements cubain et nord-américain, il en fit retomber la faute sur le second et fut d'avis que « le gouvernement cubain devait aller de l'avant sans céder et continuer de rester fort face à un ennemi dans l'erreur ».

La décision d'entrer dans le jeu de Sánchez – au point qu'il fut même été décoré de la médaille pour services distingués – a eu un résultat effectif, comme on peut le constater dans quelques-uns de ses principaux apports :

?? Informations sur des journalistes étrangers et caractérisation.

?? Points de vue sur des diplomates et fonctionnaires étrangers, essentiellement nord-américains et espagnols.

?? Contacts avec des personnes censément liées aux services spéciaux ennemis.

?? Caractérisation de chefs de groupuscules contre-révolutionnaires.

?? Action de la Confédération latino-américaine des travailleurs au sujet d'un individu intéressant particulièrement les services spéciaux espagnols.

?? Etat d'opinion dans des milieux hostiles au sujet d'élections au Pouvoir populaire, de réunions internationales dans le pays, de visites de personnalités étrangères et de relaxe de prisonniers.

?? Résultats de rencontres avec des représentants et sénateurs nord-américains, et avec des délégations de parlementaires étrangers, notamment des membres du Parti populaire et de dirigeants du Parti socialiste ouvrier espagnol.

L'information fournie à la Sécurité de l'Etat par Sánchez sous les pseudonymes de *Juan*, *Eduardo* ou *Pestana* est bien entendu volumineuse. On trouvera ci-dessous quelques extraits des rapports rédigés par les officiers qui s'occupaient de lui (la source citée est toujours Elizardo Sánchez, afin de protéger la source véritable) :

- On apprend qu'une réception aura lieu chez le chef de la SINA, Michael Kosak, le 17 juillet 1998, à 17 heures, à laquelle seize membres des groupes de type journalistique et seize membres d'autres groupes contre-révolutionnaires ont été

invités, ainsi que la presse étrangères et des fonctionnaires de sièges diplomatiques.
Selon nos sources, le motif de cette réception est de vanter l'activité des groupuscules et de fêter le 4 juillet, car ces individus n'y avaient pas été invités, de faire les adieux à la diplomate nord-américaine Judith Bryan et de lancer une forte campagne pour la première année d'emprisonnement des membres du « Groupe de travail de la dissidence interne cubaine ».

- Le fonctionnaire de la SINA Timothy Patrick Zúñiga-Brown a remis à Magaly de Armas Chaviano, femme de Vladimiro Roca Antúnez, des invitations pour que les proches des membres du « Groupe de travail de la dissidence interne » puissent rencontrer Abel Matutes, ministre espagnol des Affaires étrangères, le 12 novembre 1998, à dix heures, à l'ambassade espagnole, occasion que saisira Magalys de Armas pour remettre au visiteur une liste de dix-huit prisonniers et des réclamations envoyés par son conjoint depuis la prison.

- Nous avons appris par nos moyens qu'Abel Matutes, ministre espagnol des Affaires étrangères, accompagné d'Eduardo Gutiérrez, directeur d'Amérique ibérique, et de Juan Cabañas Cabañas, chef du cabinet, s'est entretenu le 12 novembre 1998, à 11 h, au siège diplomatique de ce pays, avec les chefs de groupuscules Elizardo Sánchez Santa Cruz, Gustavo Arcos Bergnes, Leonel Morejón Almagro et Oswaldo Payá Sardiñas, pendant environ trois quarts d'heure.
  Le chef de la diplomatie espagnole a indiqué que la politique antérieure menée par son pays vis-à-vis de l'île avait été erronée, que les relations actuelles étaient adéquates, et il a réaffirmé la volonté de son gouvernement de continuer de consolider ces liens sans tenir compte du conditionnement ou des pressions venant de l'extérieur, des points sur lesquels Elizardo Sánchez a dit son accord dans son intervention.
  A cette rencontre, on a pu constater une fois de plus les contradictions habituelles internes par allusion au niveau de harcèlement dont les membres des groupuscules font l'objet : alors qu'Arcos Bergnes, Morejón et Payá jugeaient qu'il continuait d'augmenter, Sánchez Santa Cruz a dit le contraire. À cet égard, le ministre espagnol des Affaires étrangères a signalé qu'au cours d'une conversation avec le cardinal Jaime Ortega de Alamino, le 11 novembre, celui-ci lui a dit qu'il constatait une plus grande tranquillité dans le pays et une plus grande stabilité politique, ce qui coïncide avec les vues de Sánchez.

- 16 juillet 1998. Des députés allemands en visite à Cuba ont eu une rencontre, à l'ambassade de ce pays, avec Elizardo Sánchez, Oswaldo Payá Sardiñas, Héctor Palacios Ruiz, Odilia Collazo Valdés et Osvaldo Alfonso Valdés, qui leur ont expliqué le groupe auquel appartient chacun et le travail qu'il mène. Le diplomate Klaus Grohmann a aussi assisté à la rencontre.
  Les visiteurs ont voulu savoir comment ces groupes subsistaient, le traitement dans les prisons, les cellules de punition et le système de communication des

prisonniers, chaque meneur ayant parlé de ses problèmes personnels et ayant voulu être le protagoniste.

- *Juan* a déjeuné à l'hôtel Meliá Cohiba avec le consul général du Costa Rica, Mervin Saínz, à la demande de celui-ci, pour aborder des questions relatives à la visite du président de ce pays à La Havane à l'occasion du Neuvième Sommet ibéro-américain. Le diplomate s'est prononcé en faveur de relations normales avec Cuba et il a dit être dans ce cas un intermédiaire.
  Il a remis une copie d'une lettre censément adressée par le président costaricien à notre commandant en chef, accusant réception de l'invitation à ce Sommet et demandant à rencontrer certains membres d'autres secteurs du pays. À cet égard, il a demandé une liste des chefs de groupuscules avec lesquels le président de son pays pourrait avoir une rencontre pendant son séjour dans l'île.

- On a appris que Viktor Vockerodt, second secrétaire politique et économique de la SINA, s'est rendu à pied chez Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco, aujourd'hui, 15 novembre, et qu'il y est resté de 19 h 45 à 20 h 40, afin d'avoir des renseignements actualisés sur les derniers contacts soutenus par celui-ci avec plusieurs présidents.
  Le diplomate yankee a apporté des dépêches de l'agence AP et du journal El Nuevo Herald en espagnol et en anglais sur le déroulement du Sommet. Il a dit se maintenir au courant des événements, en particulier des contacts de Sánchez Santa Cruz-Pacheco avec plusieurs présidents, et il a voulu en obtenir son opinion sur eux.
  A ce sujet, Elizardo a catalogué de positives ses rencontres avec le président du gouvernement espagnol José María Aznar et le président uruguayen Julio María Sanguinetti. Finalement, Elizardo a critiqué la lettre adressée par la Secrétaire d'Etat nord-américaine aux présidents latino-américains pour qu'ils conditionnent leur visite à des contacts avec les groupuscules.

- Le 14 juillet 1999, de 18 h à 19 h, le président de la Chambre de commerce des Etats-Unis a rencontré sept chefs de groupuscules chez le chef de la SINA. Etaient aussi présent les diplomates nord-américains Mark Shaheen et Victor Vockerodt.
  Le visiteur a dit que son intérêt de se réunir avec ces individus découlait de la nécessité d'obtenir des vues sur la réalité cubaine différentes de celles que pouvaient apporter nos autorités. Il a aussi demandé des conseils pour préparer un contact qu'il devait avoir, a-t-il dit, avec le commandant en chef.

- On a appris à travers l'agent *Eduardo* que mardi dernier, 29 février 2000, les fonctionnaires diplomatiques Peter Kavan, de Tchéquie, et Victor Vockerodt, des USA, ont rendu visite chez lui à Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco.
  Selon *Eduardo*, à l'arrivée du Nord-Américain, le fonctionnaire tchèque était déjà là. Celui-ci a voulu savoir tout ce qui avait trait aux listes de détenus durant les derniers mois de l'année précédente et durant cette année-ci. Il a aussi voulu connaître l'état de la dissidence interne et la situation des chefs du dit Groupe

de travail de la dissidence interne cubaine, notamment de la détenue Martha B. Roque Cabello, et s'est montré très intéressé par les permissions de sortie dont avaient bénéficié trois des quatre chefs arrêtés.
Après le départ du fonctionnaire tchèque, Sanchez s'est occupé de Vockerodt qui lui a dit que le motif de sa visite était de l'inviter à participer à une rencontre qui aura lieu le 2 mars 2000 avec un fonctionnaire du département d'Etat nommé David Muchtler qui se trouvait à Cuba.
Sánchez lui a répondu qu'il était très peu probable qu'il assiste aux rencontres auxquelles il a été invité, car on n'allait rien y dire de nouveau.

- On apprend que le 9 novembre 2000, le contre-révolutionnaire Frank Hernández Trujillo, représentant à l'étranger du Groupe de soutien à la dissidence, a affirmé à Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco, chef de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, qu'il était resté environ quatre mois sans ressources financières après s'être séparé de l'Institut pour la démocratie à Cuba et que le département du Trésor nord-américain avait de nouveau dégagé 400 000 dollars pour approvisionner la contre-révolution à Cuba.
  Hernández Trujillo a aussi dit que les opérations d'approvisionnement financier et matériel aux groupuscules allaient reprendre. À cet égard, la liaison avec Elizardo Sánchez sera son frère, Lino, qui vit à Porto Rico.
  Il a aussi affirmé qu'un groupe de personnes se réunit à l'extérieur tous les samedi à 15 h en vue de soutenir les fronts syndicaux, journalistiques et par province à Cuba.
  Frank Hernández a aussi demandé à Sánchez Santa Cruz-Pacheco de le soutenir grâce à ses contacts en province, afin de distribuer les envois aux « prisonniers politiques ».

- On a appris que mercredi dernier, 24 janvier 2001, plusieurs chefs de groupuscules se sont réunis, de 15 h à 16 h, avec Richard Wilkinson, directeur du département Amérique au Foreign Office, à l'ambassade britannique.
  Etaient aussi présents pour la partie britannique les fonctionnaires diplomatiques Cathy Ward, deuxième secrétaire politique, et John Saville, chef de mission adjoint. Pour les groupuscules, les chefs Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco, de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale ; Oswaldo Payá Sardiñas, du Mouvement chrétien libération, et Martha Beatriz Roque Cabelle, du Groupe de travail de la dissidence interne cubaine.
  Pendant la rencontre, le visiteur a demandé aux chefs de lui offrir leur vision actualisée de la situation interne dans notre pays, ainsi que leurs points de vue sur le blocus nord-américain, affirmant que sur ce point son gouvernement s'oppose à ce genre de mesures unilatérales.
  Il a ajouté qu'actuellement, les possibilités d'influencer Washington sur ce point diminuent du fait des positions adoptées sur la question de Cuba par la nouvelle administration nord-américaine, et qu'il faudrait donc voir comment les choses se déroulent.

De son côté, Sánchez Santa Cruz a peint un tableau négatif de la situation défavorable des droits civils et politiques, signalant l'augmentation significative de la répression au dernier trimestre de l'an passé, 2000, mais il a indiqué qu'en ce qui concerne les peines capitales, leur diminution avait été notable, puisque aucun autre cas n'avait eu lieu à partir du moment où sa Commission avait divulgué une liste abordant cette question à des périodes antérieures.

- Richard Figueroa, fonctionnaire du bureau Cuba au département d'Etat nord-américain, est entré en contact avec des chefs et des membres des groupuscules, utilisant des locaux de la SINA et un déjeuner chez le diplomate Timothy Zúñiga-Brown, auquel a aussi participé Gary Maybar Duk, premier secrétaire politique et économique de ce siège.
  Les intérêts de cet individu ont les suivants :

  - Nouvelles méthodes de travail de la Sécurité de l'Etat et niveau de harcèlement des groupuscules.
  - Pourquoi le peuple ne se soulève-t-il pas s'il souffre tant de carences ?
  - Liberté de culte.
  - Indicateurs de délinquance et de violence sociale.
  - Possibilités d'obtenir des changements démocratiques à Cuba à condition que le blocus soit levé.
  - Opinions sur l' « exil ».
  - Essor du tourisme à Cuba.
  - Opinions sur le travail des travailleurs indépendants.

  Les contre-révolutionnaires sont tombés d'accord sur le fait qu'ils notaient plus de subtilité dans les actions de réponse de la Sécurité de l'Etat et se sont prononcés en faveur de changements démocratiques à Cuba par la voie pacifique, à travers des conversations avec nos autorités.

Bien entendu, durant cette dernière période, l'agent *Juana* a apporté sensiblement plus de données, surtout à partir de la « reconnaissance » faite à sa personne par Vicky Huddleston afin qu'il ne manque pas d'assister aux principales rencontres organisées par la SINA. On peut citer les suivantes :

✍✍**31 janvier 2002.** Il assiste à une réunion organisée chez le chef de la SINA, Vicky Huddleston, avec David Mutchtler, responsable des affaires cubaines à l'Agency for International Developement (US/AID), et d'autres fonctionnaires du bureau politico-économique de la SINA.

✍✍**7 février 2002.** Il participe à un contact avec l'observateur du département d'État nord-américain, Ricardo Zúñiga, chez un fonctionnaire de la SINA, auquel participent d'autres fonctionnaires de cette mission diplomatique.

✍✍**12 février 2002.** Il assiste à un déjeuner organisé par le chef de la SINA, auquel participent de nombreux chefs de file des groupuscules contre-révolutionnaires, leurs proches, ainsi que plusieurs fonctionnaires de cette mission diplomatique.

✍✍**4 mars 2002.** Il assiste à un dîner chez le chef de la SINA, auquel participent pour les groupuscules Martha Beatriz Roque Cabello, René Gómez Manzano, Oswaldo Payá Sardiñas et Elizardo Sánchez Santacruz. Sont aussi présents neuf fonctionnaires de la SINA et quinze membres des organisations transnationales des droits de l'homme Human Rights Watch et Helsinki Watch.

✍✍**14 mars 2002.** En représentation de la « dissidence cubaine », Elizardo Sánchez rencontre à l'ambassade d'Espagne neuf fonctionnaires de pays européens membres de la Commission des droits de l'homme.

✍✍**6 mai 2002.** Victor Vockerodt, deuxième secrétaire politico-économique de la SINA, se rend chez Elizardo Sánchez pour lui présenter le fonctionnaire qui lui succédera dans ses contacts subversifs.

✍✍**17 mai 2002.** Déjeuner de travail, en compagnie d'Oswaldo Payá Sardiñas, offert par le chef de la SINA auquel participent plusieurs fonctionnaires de cette mission diplomatique. Le but de la réunion était de passer en revue les progrès accomplis par le Projet Varela.

✍✍**5 juin 2002.** Déjeuner organisé chez le chef de la SINA auquel participent trente-neuf membres de la « dissidence », ainsi que neuf fonctionnaires de cette Section.

✍✍**29 juin 2002.** Déjeuner de travail chez le chef de la SINA, auquel participent des fonctionnaires diplomatiques de cette mission et Oswaldo Payá Sardiñas, Osvaldo Alfonso Valdés et Vladimiro Roca. Lors de la rencontre, le fonctionnaire de liaison avec les groupuscules est officiellement présenté.

✍✍**4 juillet 2002.** Rencontre organisée à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance des États-Unis chez le chef de la SINA à laquelle participent d'autres mercenaires.

✍✍**8 juillet 2002.** Reçoit chez lui le deuxième secrétaire chargé des questions politiques et économiques de la Section des intérêts, Ryan Dooley, venu « préparer » plusieurs rencontres avec des personnalités nord-américaines qui visiteront Cuba.

✍✍**12 juillet 2002.** Déjeuner de travail chez le chef de la SINA, auquel il participe en compagnie des contre-révolutionnaires Oswaldo Paya Sardiñas, Vladimiro Roca Antúnez et Osvaldo Alfonso Valdés. Outre plusieurs fonctionnaires de la Section des intérêts, étaient présents les ambassadeurs nord-américains en République dominicaine et en Jamaïque, Hans H. Hertell et Sue Cob, respectivement. [Le premier affirmerait à la fin de la guerre que l'agression contre l'Iraq était « un signal très positif et un bon exemple pour Cuba ».]

✍✍**19 décembre 2002.** « Rencontre sociale » à la Section des intérêts des États-Unis, à laquelle participent le nouveau chef de cette mission, James Cason, et douze fonctionnaires.

✍✍**9 mars 2003.** Lors d'une rencontre organisée à l'ambassade d'Italie à La Havane, à laquelle participe le vice-ministre italien des Affaires étrangères, Sánchez Santa Cruz s'oppose catégoriquement à ce que l'Union européenne accepte Cuba comme membre de plein droit de la Convention de Cotonou[1].

La valeur d'une bonne partie des informations fournies par Elizardo Sánchez peut être cataloguée de très importante, indépendamment des nuances où l'on peut constater son intérêt à « tirer la couverture à soi ».

Ainsi, au retour d'un séjour de trois mois et neuf jours aux USA et au Mexique (il arrive de Miami le 20 novembre 2001 à 13 h 30), il donne des informations, le lendemain, sur les contacts qu'il a eus avec des cadres de la Fondation nationale cubano-américaine. Il y insiste sur sa grande amitié personnelle étroite avec Joe García, directeur exécutif de la FNCA, et sur son amitié avec Eduardo Pérez, qui était alors son propre représentant aux USA et qui lui servait de médiateur avec l'extrême droite de Miami du fait de ses rapports étroits avec celle-ci.

Il fournit aussi des informations sur sa dernière rencontre avec Hubert Matos, dirigeant de l'organisation terroriste Cuba indépendante et démocratique, de Miami.

Il informe aussi de sa visite au Bureau des questions cubaines du département d'Etat, à Washington, où il a eu l'occasion de converser avec Otto Reich, qu'il qualifie aussi d'ami, le considérant quelqu'un de « très intelligent avec qui on peut discuter », bien qu'il soit d'accord avec le point de vue d'un ami qui le taxe de « très conservateur et quasiment fasciste ». Il révèle aussi que Reich lui a demandé s'il avait fait connaissance du nouveau chef de la Section des intérêts des USA à La Havane, son protégé, James Cason.

Il fait aussi état de deux contacts qu'il a eus avec des fonctionnaires du FBI, d'où il a tiré la conclusion que la question de Cuba n'était pas à l'ordre du jour à Washington, et d'un contact avec des membres des services secrets mexicains, au début de sa visite dans chaque pays.

[1] Accord qui établit des relations économiques préférentielles entre l'Union européenne et les pays du Groupe d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Le « gladiateur »

À partir de ce premier contact de 1997, les rencontres ont continué de se faire dans des parcs, des hôtels et des maisons de travail, dans le cadre de cette « collaboration » de l'agent *Juana*, *Eduardo* ou *Pestana*.

Les officiers qui se sont occupés du cas durant toutes ces années soulignent tous la ponctualité et la discipline d'Elizardo Sánchez, et son souci constant que son identité ne soit pas révélée.

Deux choses très ponctuelles ont en tout cas été pleinement obtenues dans le cadre des normes de conduite établies d'avance :

1. Que dans ses contacts avec des délégations étrangères, il modifie son discours politique et introduise peu à peu les messages intéressant la Sécurité, ce qu'il a fait avec beaucoup de zèle.

2. Qu'il soumette au contre-espionnage les documents qu'il envisageait de publier et qu'il en accepte des corrections, en veillant toujours plus à ce qu'ils ne provoquent pas de rejet par leurs approches, sauf en des occasions spéciales.

Elizardo Sánchez a toutefois pu maintenir une marge d'indépendance dans ses positions contre-révolutionnaires par des liens et des déclarations qui préservent sa « crédibilité ».

Les actions des soi-disant « dissidents » ont aussi fait l'objet de la « collaboration », Sánchez ayant apporté des informations très utiles, exécuté des mesures et servi de neutralisateur.

Ainsi, le 19 juin 1998, lors d'un contact à l'hôtel Riviera, il a fourni des informations d'une grande importance :

- Rencontre de contre-révolutionnaire avec des membres d'une délégation de l'Internationale socialiste.

- Liens avec des proches d'infiltrés dans la province de Pinar del Río.

- Estimation de la loterie de la SINA [qui permet de gagner le permis de séjour aux USA].

- Informations sur les plans du contre-révolutionnaire Rafael León.

- Analyse de la situation des chefs du Groupe de travail de la dissidence interne.

Quant aux opérations qu'il a effectuées sur instructions du contre-espionnage, on peut mentionner les suivantes :

- Action de persuasion auprès de René Montes de Oca Martija pour éviter les provocations qu'il avait envisagées lors de la visite du pape à Cuba en 1998 :

pour ce faire, Sánchez avait eu une conversation personnelle avec Oswaldo Payá Sardiñás, qui était alors le chef de cet individu.

- Démarche secrète pour influer sur Carlos Jesús Menéndez Cervera, lié à l'organisation contre-révolutionnaire Résistance nationale cubaine, basée à l'étranger.

- Travail d'influence sur Raúl Rivero Castañeda pour qu'il révise ses positions hostiles à la Révolution. Sánchez a insisté plusieurs fois auprès du contre-espionnage pour que celui-ci discute avec Rivero, estimant qu'il était possible de le recruter parce qu'il « était de plus en plus déçu de la contre-révolutionnaire et ne savait plus vers qui se tourner ».

- A suivi les instructions de minimiser devant la presse étrangère la « grève de la faim » d'Oscar Elías Bizet et a fait des démarches pour que celui-ci y renonce.

- A exercé son influence sur Héctor Palacios Ruiz pour que celui-ci soit plus discret dans son activité ennemie.

- A persuadé Leonel Morejón Almagro d'émigrer aux USA.

Voilà trois ans, Sánchez a demandé à la Sécurité de faire venir chez lui Martha Beatriz Roque, qui était alors emprisonnée, en vue de contrecarrer une fausse campagne au sujet de l'état de santé de la « dissidente », ce à quoi la Sécurité a accédé. Et c'est ainsi que Sánchez était réuni chez lui avec plusieurs « opposants » quand une voiture s'est garée d'où est descendue la contre-révolutionnaire Beatriz Roque qui, à la grande stupéfaction des présents, a demandé à parler avec Sánchez en aparté.

Un petit extrait du reportage écrit par une « journaliste indépendante » reflète le fait comme suit :

Lundi 21 février 2000

Curieuse manière de faire de la Sécurité de l'Etat envers Martha Beatriz Roque

Par Tania Quintero (Cuba Press)

La Havane, 17 février. Nul ne doute d'elle, mais les "promenades" dans La Havane que la Sécurité de l'Etat fait faire depuis six mois à la fameuse dissidente laissent à penser à beaucoup de gens, à Cuba et à l'extérieur.
L'une des dernières en date a eu lieu le 10 février quand on la conduit chez le président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, Elizardo Sánchez Santa Cruz. Elle est arrivée à l'improviste dans une voiture, escortée par plusieurs officiers. Quelques opposants se trouvaient chez Elizardo. Martha et Elizardo ont conversé pendant un peu plus d'une demi-heure. Ce même jour, elle a été conduite à Optica Miramar, où elle était déjà allée à plusieurs reprises pour sa vue.

Dans le cadre de ce « jeu opérationnel », l'agent *Juana* a même reçu des « stimulants ». En voici quelques-uns :

- Avril 1998. Il est logé gratuitement pendant plusieurs jours dans un site touristique de la province de Cienfuegos, avec sa compagne Bárbara Estrabao Bichili, en compagnie de l'officier chargé du cas.

- 28 octobre 1998. Remise de la médaille pour services distingués.

- Septembre 2001. Il est logé dans un site touristique de la province de Pinar del Río, avec sa compagne Bárbara Estrabao Bichili, en compagnie de l'officier chargé du cas.

- Prise en charge des démarches de voyage de sa compagne Bárbara Estrabao Bichili au Mexique, où elle passe des vacances du 1er au 15 octobre 2002 auprès d'Elizardo Sánchez qui est déjà sur place.

- Facilités accordées pour l'entrée continuelle de son frère Lino, Sánchez s'étant engagé à ce que celui-ci ne se mêle d'aucune activité contre-révolutionnaire durant ses séjours à Cuba.

Les officiers de la Sécurité de l'Etat n'ont jamais douté qu'ils étaient en présence d'un cas singulier, d'un individu rusé et calculateur par excellence, dont la seule prétention finale était de continuer d'occuper le devant de la scène dans cette juteuse affaire que constitue la contre-révolution, mais en évitant les conflits. Le « double jeu » d'Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco n'a pas de fondements idéologiques : il est purement et simplement d'intérêt.

L'arrestation et le procès de soixante-quinze mercenaires, ce qui a contraint de révéler l'identité de douze agents de la Sécurité de l'Etat infiltrés dans les organisations contre-révolutionnaires, ont inquiété Sánchez. Ceci, plus son idée – qui coïncide avec celle d'Otto Reich – que « la Révolution est à l'agonie » doivent avoir pousser Sánchez Santa Cruz-Pacheco à prendre ses distances avec l'agent *Juana*. En vrai *camaján*, il lui était plus utile de préserver la « juteuse affaire ». En fin de compte, plus il y a de prisonniers, plus il reçoit de l'argent…

En tout cas, jusqu'à la publication de ce livre, l'agent *Juana* n'a pas informé la Sécurité de l'Etat de rompre son pacte de « collaboration » avec elle…

CUADERNO DESPUÉS DE PÁGINA 66

p. 1

La Havane, le 16 décembre 1997

I.Commentaires sur certaines démarches initiales qu'on pourrait entreprendre :

a) Retour à mon travail à l'Université.

- Ce doit être sur des bases légales : Pas besoin d'invalider la Résolution du recteur nº 8/68 (de séparation).
- Il suffirait de répondre au recours que j'ai présenté en temps opportun et à des demandes postérieures que j'ai formulées devant le Rectorat et qui sont dans mon dossier. Ainsi, le problème serait virtuellement réduit à une question de simple procédure.

b) Contenu de travail éventuel à l'Université :

- Peut-être vaudrait-il mieux une subordination directe au Rectorat, du moins dans la première année d'actualisation et d'adaptation.
- Je pourrais travailler comme un de plus à un éventuel projet de chaire ou de département, sur le thème des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.
- Travail à d'autres projets de recherche.

c) Explorer travail possible comme coopérant ou conseiller de la Croix-Rouge cubaine pour :

- Participer à des recherches et à des élaborations de rapports destinés uniquement aux autorités cubaines.
- Tenter de contribuer, même modestement, à l'élargissement de l'aide humanitaire internationale à des projets spécifiques.

II. Certains thèmes de l'ordre du jour international où une opinion non gouvernementale pourrait être utile.

1. Encourager la levée DANS LES FAITS, graduelle ou non graduelle, des sanctions économiques unilatérales (embargo-blocus) des USA contre Cuba.
2. Normalisation des relations diplomatiques, d'Etat à Etat, entre les gouvernements de Washington et de La Havane.
3. Retour de Cuba dans le système interaméricain sans conditions préalables.
4. Participer à un vaste effort pour créer un consensus international quant au soutien et aux aides dont a besoin Cuba pour perfectionner et moderniser ultérieurement ses structures juridiques, économiques et politiques sur une période d'au moins dix ans.

Signé : E. Sánchez

Un des premiers documents remis par Sánchez à la Sécurité de l'Etat avec des propositions à son avantage personnel. Avec lui, Cuba réglerait tous ses problèmes et lui vivrait mieux.

p. 3

A Viñales, en compagnie d'officiers de la Sécurité.

p. 4

Otto Reich

Otto Reich est né à La Havane le 16 octobre 1945, d'un émigré juif autrichien et d'une Cubaine. A Miami depuis 1960. En 1966, diplômé d'études internationales à l'Université de Caroline du Nord.

De 1967 à 1969, il fait des études à l'école des officiers de l'armée et sorti lieutenant de parachutistes, il est affecté à la Zone du canal de Panama. À cette date, il a acquis la nationalité nord-américaine. Fait une maîtrise d'Etudes latino-américaines à la Georgetown University. A été encore tout récemment membre de l'équipe de CNN pour le programme « Conflit d'opinions ».

Il a été représentant en Amérique latine de l'Agency for International Developement (US/AID), une agence publique qui a alloué de nombreux fonds aux dictatures.

Pendant la guerre en Amérique centrale qui a coûté plus de deux cent mille morts, Reich a été pleinement impliqué dans les plans de Ronald Reagan : en sa qualité de chef du nouveau Bureau de diplomatie publique, rattaché au département d'Etat, il a été mêlé à des activités interdites par le Congrès, telle la propagande secrète. Selon *The Miami Herald*, un « haut gradé » a décrit ce Bureau comme « une énorme opération de guerre psychologique du genre de celle que les militaires mènent pour influencer la population en territoire ennemi ». Il fallut finalement le fermer.

Au Nicaragua, Otto Reich a rédigé et publié des articles de propagande de guerre signés du nom de chefs contras, a organisé des campagnes d'intoxication et de calomnies, telle la présence de Mig soviétiques.

Ayant échappé à la condamnation pour le scandale Iran-Contras, ses bons et loyaux services furent récompensés par une nomination comme ambassadeur au Venezuela (1986-1989) où il s'attacha, entre autres, à faire libérer d'Orlando

Bosch, un terroriste et assassin avéré d'origine cubaine, pour qui il obtint aussi le pardon de la Maison-Blanche et sa rentrée aux USA.

D'intelligence limitée et avec un style personnel assez maladroit, Reich ne cache pas sa haine pour la Révolution cubaine.

On a souvent dit qu'il avait été recruté par la CIA compte tenu de ses liens avec le sinistre Frank Calzón.

Ces dernières années, il a aussi été un défenseur de grands intérêts économiques éliminés par la Révolution et l'un des rédacteurs de la loi Helms-Burton.

Ami intime de terroristes coupables d'attentats et de tentatives d'assassinat de Fidel Castro, lobbyiste au Congrès – sur mission de la Fondation nationale cubano-américaine – de Bacardí-Martini et d'American Tobacco. Par ailleurs, conseiller pour la vente d'avions militaires de Lockheed Martin en Amérique latine, il a travaillé à rompre l'équilibre stratégique militaire prévu par le Congrès qui, depuis l'époque Carter, avait interdit la vente de technologies de pointe : la vente au Chili d'avions F-16 pour un montant de six cent millions de dollars ouvrit la voie à une nouvelle course aux armements.

Il a aussi utilisé son influence pour soutenir les groupuscules « dissidents » financés par Washington.

Voilà quelques données biographiques de ce vrai bandit que Bush fil a nommé d'abord sous-secrétaire d'Etat aux questions interaméricaines, puis, le Congrès ayant refusé de le confirmer à cause de son passé peu ragoûtant, « envoyé spécial » en Amérique latine.

p. 6

L'agent Juana *est décoré de la médaille Services distingués du ministère cubain de l'Intérieur pour sa contribution à la lutte face à la contre-révolution. Une accolade chaleureuse.*

p. 7

Remise du certificat attestant de la décoration. Sánchez, ému, se montre satisfait et affirme : « Je suis conscient ».

Le toast…

p. 8

Séquences d'un contact dans un square de La Havane : Sánchez remet une information urgente.

p. 10

Séquences d'un autre contact. Une bouteille de whisky en prime.

p. 12

Dans une maison opérationnelle, Sánchez explique à l'officier de la Sécurité qu'il peut être plus efficace et améliorer son statut d' « opposant » si on le fait participer à différentes mesures à implication politique. Ainsi, dans le cas d'Héctor Palacios, que la Sécurité avait décidé de relaxer le 15 janvier : Sánchez explique que s'il lui rendait visite quatre jours avant en prison et lui expliquait qu'il faisait des démarches pour sa libération, il passerait pour celui qui avait réglé l'affaire et accroîtrait donc son influence au sein de la contre-révolution.

Déjeuner de travail avec l'officier du contre-espionnage.

p. 13

Joe García

Né aux USA.

En 1988, coordonnateur du programme Exode inventé par la Fondation nationale cubano-américaine qui fit venir aux USA près de dix mille émigrés cubains résidant, entre autres pays, en Espagne, au Panama, au Pérou, au Venezuela, au Costa Rica et en République dominicaine. Se rendit dans plus de vingt pays à ce titre. Ce programme fut dénoncé par la corruption qu'il engendra.

Sous l'égide de son mentor, Jorge Mas Canosa, terroriste en chef de Miami, il se présenta en 1992 au poste de maire de comté Dade (Hialeah), mais fut battu par Miguel Díaz de la Portilla dont le slogan était : « Qui vote pour moi vote contre la Fondation ».

Fin 1992-début 1993, il se rendit à Moscou, en compagnie de Roberto Martín Pérez, un autre terroriste avéré, pour organiser l'entrée aux USSA d'émigrés cubain installés en Russie. Les deux envoyés eurent des entretiens avec des fonctionnaires du ministère russe des Affaires étrangères et des services d'immigration, et avec le vice-ministre de l'Intérieur.

Il fut nommé le 19 mai 2000, assorti d'un salaire annuel de 120 000 dollars, directeur exécutif de la FNCA en remplacement du terroriste Francisco José (Pepe) Hernández Calvo. Cette nomination a été considérée comme une des mesures organisationnelles de la FNCA en vue de redorer son blason après l'image qu'elle avait donnée d'elle durant l'enlèvement du petit Elián González.

p. 14

Avril 11/98

J'atteste de la remise de 113,00 USD au commandant Pablo à titre de taxes de douanes appliquées à un télécopieur provenant de l'étranger.
REMET : E. Sánchez
REÇOIT : Pablo

Tout rapport avec Sánchez repose sur une analyse coûts-avantages. Durant un contact avec l'officier de la Sécurité, il demande de l'aide pour retirer un appareil des douanes.

p. 15

Document de retenue du télécopieur à la douane.

p. 16

La Havane, le 17 juillet 1999

Il est évident que notre gouvernement a tous les éléments en main pour décider de ce qui est viable en fonction des intérêts les plus élevés de la République.
Aussi, à la suite de conversations antérieures et pensant qu'on peut aller au-delà de la simple « riposte politique » (en relevant certains défis et risques que nous serions prêts à partager), j'ose demander votre appui institutionnel pour évaluer les propositions suivantes :

a) Légalisation d'une ONG, sous le nom que l'on veut, pour travailler avec un organisme de l'Etat à tout ce qui concerne les droits civils.
b) Création d'un centre de documentation et d'information autonome en matière de droits de l'homme.
    b.1) Formation d'un centre analogue subordonné à l'Université de La Havane.

Bien à vous.
Juan

Demande présentée par Sánchez à la Sécurité de l'Etat.

ÉPILOGUE

Voici donc conclu ce reportage où nous avons mis en évidence la stature morale de ce singulier profiteur qui, depuis vingt-cinq ans, sans le moindre scrupule, contourne tous les obstacles pour faire de la « dissidence » une source de revenus.

L'un des traits les plus saillants d'Elizardo Sánchez est sa capacité de jouer des rôles très différents, soit devant ses maîtres de l'Empire, soit devant la mafia de Miami soit même devant les officiers de la Sécurité de l'Etat cubaine, mais toujours pour obtenir des « profits ».

Cet individu est un autre exemple du tour de passe-passe politique que représentent ces « paladins » d'un nouveau genre, profiteurs sans la moindre assise dans la société par leur manque d'éthique, leur immoralité et leur carence des valeurs et des attributs essentiels de la nation cubaine, qui ne sont en fait qu'un prolongement ou une avancée de la politique hostile des USA envers Cuba.

A rebours de la campagne médiatique contre Cuba, la preuve est faite une nouvelle fois que ce qui prévaut dans la prétendue opposition à la Révolution, ce sont des groupes de personnes, bien souvent à composition familiale, qui se consacrent à recevoir des instructions et de l'argent de fonctionnaires nord-américains et à beaucoup parler à la presse étrangère, en vue de faire de la « dissidence » une bonne affaire qui rehausse leur cote dans l'objectif ultime, pour la plupart, d'émigrer dans de meilleures conditions aux USA. Chez d'autres, comme *el camaján*, il s'agit tout simplement d'en faire un mode de vie.

TEXTE DE CONTRACUBIERTA

Voici l'histoire d'un homme dont l'histoire se résume à son mépris le plus total de l'intelligence d'autrui. De quelqu'un qui a voulu tromper tout le monde tout le temps et qui a fini par se berner lui-même. Quelqu'un à qui l'on a fait croire qu'il pouvait être le numéro un de la « dissidence » fabriquée de toutes pièces par l'empire à la manière d'une « alternative souple » à l'intolérance de la mafia de Miami et qui s'est fait à cette idée dans le style le plus nauséeux des vieux *camajanes* ou politicards d'avant la Révolution de 1959. Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco qui fut le chouchou de la Section des intérêts des USA à La Havane, de ses supérieurs dans les différentes administrations nord-américaines, en Espagne et dans d'autres Etats européens, qui fit la une de la presse étrangère, qui voulut être tant de choses à la fois, et qui a fini par être… DÉCOUVERT.

Arleen Carlota Rodríguez Derivet (Guantánamo, 1959). Licenciée en journalisme. Rédactrice en chef de la revue *Tricontinental*, dirigeante de programmes radiophoniques, participante de la Table ronde télévisée. Fut directrice du journal *Juventud Rebelde*, de l'hebdomadaire *Opciones* et d'*El Economista de Cuba*. Collabore comme enseignante à la faculté de Communication de l'Université de La Havane. A remporté le prix national de journalisme José Martí en 1992 et le prix Abril en 1997. Ses articles ont paru à Cuba et à l'étranger. Apparaît dans l'anthologie d'essayistes *Vivir y pensar en Cuba*. A préfacé plusieurs ouvrages.

Lázaro Barredo Medina (Matanzas, 1948). Licencié en journalisme. Journaliste de *Juventud Rebelde* en 1969 où il a été directeur de rubrique et rédacteur en chef adjoint. Journaliste de l'hebdomadaire *Trabajadores* et commentateur de programmes à *Radio Rebelde*. Participant de la Table ronde télévisée. A été vice-président de l'Union des journalistes de Cuba et membre du Comité exécutif de la Fédération latino-américaine des journalistes (FELAP). Prix national El Diablo Cojuelo (UJC) et Prix latino-américain de journalisme José Martí (Prensa Latina) en 1987. Auteur de *Mi prisionero Fidel* et co-auteur de *El Chairman soy yo*.